



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 22 OCTOBRE, 1892.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

2837

ERRATUM.

Page 2214, *in re* Layfield vs. McIver, 11e ligne, au lieu de dans le rang J, lire dans le rang I.

4631

Nominations

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer MM. Edouard Houle, Joseph Brien, Antoine Létourneau et Raymond Dubuc, commissaires pour la décision sommaire des petites causes, dans la paroisse de Saint-Ange-Gardien, comté de Rouville, et de révoquer l'ancienne commission, en date du 25 mai 1888.

LOUIS P. PELLETIER,

4569

Secrétaire.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil de nommer M. Charles Arpin, de la ville de Saint-Jean, comté de Saint-Jean,

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 22nd OCTOBER, 1892.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

2838

ERRATUM.

Page 2214, *in re* Layfield vs. McIver, 11th line, instead of in the range J, read in the range I.

4632

Appointments

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint Messrs Edouard Houle, Joseph Brien, Antoine Letourneau and Raymond Dubuc, commissioners for summary trial of small causes, in the parish of Saint Ange Gardien, county of Rouville, and to revoke the former commission, dated 25th May, 1888.

LOUIS P. PELLETIER,

4570

Secretary.

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council has been pleased to appoint Mr. Charles Arpin, of the city of Saint Johns, county of Saint

juge de paix sous l'autorité de l'article 2572 des Statuts refondus de la province de Québec, avec juridiction sur le district d'Iberville.

4507 **LOUIS P. PELLETIER,**
Secrétaire.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil de faire les nominations suivantes de juges de paix :

District de Montréal : MM. David S. Leach, avocat, de la cité de Montréal (Montreal Junction), Francis Dominic Shallow, propriétaire éditeur du "Moniteur du Commerce," de la cité de Montréal.

District de Québec : MM. Charles Saluste Roy, médecin, et G. Antoine Larue, médecin, de la paroisse de Notre-Dame de Beauport.

District de Montargny : MM. F. X. Dagnau et Louis Couture, cultivateurs, de la paroisse de Saint-François ; Joseph Bélanger et Joseph Lessard, cultivateurs, de la paroisse de Berthier.

4565 **LOUIS P. PELLETIER,**
Secrétaire.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil de nommer Eugène Rouillard, écuyer, notaire, de la cité de Québec, Greffier de la Couronne en Chancery.

4585 **LOUIS P. PELLETIER,**
Secrétaire.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil de nommer M. Joseph Onésime Thibault, de la paroisse de Saint-Jean Deschailions, dans le comté de Lotbinière, inspecteur d'écoles pour le district d'inspection comprenant le comté d'Argenteuil, la partie est du comté d'Ottawa, jusqu'à la vallée de la rivière "du Lièvre," inclusivement, et les municipalités de Saint-Faustin et de Saint-Jovite, dans le comté de Terrebonne.

LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil de nommer M. Joseph Zoël Dubeau, de la paroisse de Sainte-Famille, Ile d'Orléans, dans le comté de Montmorency, inspecteur d'écoles pour le district d'inspection comprenant le comté de Kamouraska, moins Saint-Alexandre et Pohenegamook et le comté de l'Islet.

LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil de nommer M. Marie Joseph Curot, de la cité de Montréal, inspecteur d'écoles pour le district d'inspection comprenant les comtés de Stanstead, Compton et les municipalités de Lambton, Saint-Evariste, Saint-Honoré, Saint-Sébastien, Saint-Agnès, Saint-Samuel et les cantons de Dorset et de Marlordy, Risborough, dans le comté de Beauce.

LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil de nommer M. Louis Hector Bellerose, de la paroisse de Sainte-Monique de Nicolet, dans le comté de Nicolet,

2

Johns, justice of the peace under the authority of article 2572, of the revised Statutes of the province of Quebec, with jurisdiction throughout the district of Iberville.

4568 **LOUIS P. PELLETIER,**
Secretary.

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council has been pleased to make the following appointments of justices of the peace :

District of Montreal : Messrs. David S. Leach, advocate, of the city of Montreal (Montreal Junction), Francis Dominic Shallow, proprietor and editor of the "Moniteur du Commerce," of the city of Montreal.

District of Quebec : Messrs. Charles Saluste Roy, physician, and G. Antoine Larue, physician, of the parish of Notre-Dame de Beauport.

District of Montmagny : Messrs. F. X. Dagnau and Louis Couture, farmers, of the parish of Saint-François ; Joseph Belanger and Joseph Lessard, farmers, of the parish of Berthier.

4566 **LOUIS P. PELLETIER,**
Secretary.

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council has been pleased to appoint Eugene Rouillard, esquire, notary, of the city of Quebec, Clerk of the Crown in Chancery.

4586 **LOUIS P. PELLETIER,**
Secretary.

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council has been pleased to appoint Mr. Joseph Onésime Thibault, of the parish of Saint Jean Deschailions, in the county of Lotbinière, school inspector for the inspection district comprising the county of Argenteuil, the eastern portion of the county of Ottawa, to the valley of river "du Lièvre," inclusively, and the municipalities of Saint Faustin and of Saint Jovite, in the county of Terrebonne.

LOUIS P. PELLETIER,
Secretary.

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council has been pleased to appoint Mr. Joseph Zoël Dubeau, of the parish of Sainte Famille, Island of Orleans, in the county of Montmorency, school inspector for the inspection district comprising the county of Kamouraska, less Saint Alexandre and Pohenegamook and the county of l'Islet.

LOUIS P. PELLETIER,
Secretary.

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council has been pleased to appoint Mr. Marie Joseph Curot, of the city of Montreal, school inspector for the inspection district comprising the counties of Stanstead, Compton and the municipalities of Lambton, Saint Evariste, Saint Honoré, Saint Sébastien, Saint Agnès, Saint Samuel and the township of Dorset and of Marlordy, Risborough, in the county of Beauce.

LOUIS P. PELLETIER,
Secretary.

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council has been pleased to appoint Mr. Louis Hector Bellerose, of the parish of Sainte Monique de Nicolet, in the county of Nicolet, school inspector

inspecteur d'écoles pour le district d'inspection, comprenant le comté d'Arthabaska, moins les municipalités de Sainte-Clotilde, Saint-Albert, Sainte-Elizabeth, Saint-Médard et Tingwick; celles de Saint-Pierre les Becquets, Sainte-Sophie de Lévrard, Gentilly et Sainte-Marie de Blandford, dans le comté de Nicolet, et les municipalités de Leeds, Saint-Adrien d'Irlande, dans le comté de Mégantic.

LOUIS P. PELLETIER,

4581

Secrétaire.

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil de nommer M. John David Long Ambrose, de la cité de Montréal, juge de paix pour le district de Montréal.

LOUIS P. PELLETIER,

4641

Secrétaire.

Proclamations

Canada,
Province de }
Québec. }
(L. S.)

A. R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-douze, et à chacun de vous—SALUT :

PROCLAMATION

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-QUATRIÈME jour du mois d'OCTOBRE, mil huit cent quatre-vingt-douze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présents vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province en Notre Cité de Québec, V E N D R E D I, le DEUXIÈME jour du mois de DECEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce HUITIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-douze, et de Notre Règne la cinquante-sixième.

Par ordre,

EUG. ROUILLARD,

Greffier de la Couronne en Chancery, Québec.

3579

for the inspection district, comprising the county of Arthabaska, less the municipalities of Sainte Clotilde, Saint Albert, Sainte Elizabeth, Saint Médard and Tingwick; those of Saint Pierre les Becquets, Sainte Sophie de Lévrard, Gentilly and Sainte Marie de Blandford, in the county of Nicolet, and the municipalities of Leeds, Saint Adrien d'Irlande, in the county of Mégantic.

LOUIS P. PELLETIER,

4582

Secretary.

SECRETARY'S OFFICE.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council has been pleased to appoint Mr. John David Long Ambrose, of the city of Montreal, justice of the peace for the district of Montreal.

LOUIS P. PELLETIER,

4642

Secretary.

Proclamations

Canada,
Province of }
Quebec. }
(L. S.)

A. R. ANGERS.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTY-FOURTH day of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety two, you and each of you—GREETING :

PROCLAMATION

WHEREAS the meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTY-FOURTH day of the month of OCTOBER, one thousand eight hundred and ninety-two, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now Know Ye, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on FRIDAY, the SECOND day of the month of DECEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well Beloved the Honourable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Governor of the said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this EIGHTH day of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-two, and in the fifty-sixth year of Our Reign.

By Command,

EUG. ROUILLARD,

Clerk of the Crown in Chancery, Québec

3580

STANLEY DE PRESTON.

[L. S.]

CANADA.

VICTORIA, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT :

PROCLAMATION.

JNO. S. D. THOMPSON, } **A**TTENDU qu'il a
Procureur Général, } plu au Dieu Tout-
Canada. } Puissant, dans sa bonté
extrême, de prodiguer au Canada les bienfaits d'une
abondante récolte,—

En conséquence, Nous avons cru que ces bienfaits que partage notre population tout entière, doivent être reconnus d'une manière solennelle et publique ; et Nous avons fixé, par et de l'avis de Notre Conseil privé du Canada, jeudi, le dixième jour de novembre prochain, comme jour d'actions de grâces pour remercier le Dieu Tout-Puissant de l'abondante moisson dont il a bien voulu favoriser, cette année, le Canada. Et Nous invitons tous Nos bien-aimés sujets du Canada d'observer le dit jour comme jour d'actions de grâces.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre nos présentes Lettres Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada, TÉMOIN, Notre très fidèle et bien-aimé le Très-honorable Sir FREDERICK ARTHUR STANLEY, Baron Stanley de Preston, dans le comté de Lancaster, dans la Pairie du Royaume-Uni, Chevalier Grand-croix de Notre Très-honorable Ordre du Bain ; Gouverneur-général du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre CITE d'OTTAWA, ce VINGT-TROISIEME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-douze, et de Notre Règne la cinquante-sixième

Par ordre,

4491-2

J. C. PATTERSON,
Secrétaire d'Etat.

Canada,
Province de }
Québec. }
(L. S.)

A. R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

TH. CHASE-CASGRAIN, } **A**TTENDU qu'il a plu
Proc.-Génl. } au Tout Puissant d'ac-
corder une moisson abondante et d'autres bienfaits
à Notre Province de Québec ;

ET ATTENDU qu'il est du devoir des habitants de Notre dite Province de remercier la Divine Providence pour ces bienfaits.

A CES CAUSES, de l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite Province de Québec, Nous avons fixé et choisi, et par les présentes fixons et choisissons JEUDI, le DIXIEME jour du mois de NOVEMBRE prochain, comme JOUR D' ACTIONS DE GRACES PUBLIQUES envers le Tout Puissant pour le remercier des bienfaits qu'il Lui a plu d'accorder aux habitants de Notre Province.

De tout ce que dessus tous Nos réaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles

STANLEY OF PRESTON.

[L. S.]

CANADA.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, QUEEN, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come, or whom the same may in anywise concern,—GREETING :

A PROCLAMATION.

JNO. S. D. THOMPSON, } **W**HEREAS it hath
Attorney General, } pleased Almighty
Canada. } God, in His Great
Goodness to vouchsafe unto Our Dominion of Canada, the blessing of a bountiful harvest,—

We, therefore, considering that these blessings enjoyed by Our people throughout the said Dominion do call for a solemn and public acknowledgment, have thought fit, by and with the advice of Our Privy Council for Canada, to appoint, and We do appoint Thursday, the tenth day of November next, as a day of General Thanksgiving to Almighty God for the bountiful harvest with which Canada has been blessed this year ; and We do invite all Our loving subjects throughout Canada to observe the said day as a day of General Thanksgiving.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Canada to be hereunto affixed. WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Right Honourable Sir FREDERICK ARTHUR STANLEY, Baron Stanley of Preston, in the County of Lancaster, in the Peerage of the United Kingdom ; Knight Grand Cross of Our Most Honourable Order of the Bath ; Governor General of Canada.

At Our Government House, in Our City of OTTAWA, this TWENTY-THIRD day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-two, and in the Fifty-sixth year of Our Reign.

By Command,

4492

J. C. PATTERSON,
Secretary of State.

Canada,
Province of }
Quebec. }
(L. S.)

A. R. ANGERS.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

TH. CHASE CASGRAIN, } **W**HEREAS the Al-
Atty. Genl. } mighty has been
pleased to grant an abundant harvest and other benefits to Our Province of Quebec ;

AND WHEREAS it is the duty of the inhabitants of Our said Province to return thanks to Divine Providence for these benefits.

WHEREFORE, with the advice of the Executive Council of Our Province of Quebec, We have fixed and chosen, and We do hereby fix and choose THURSDAY, the TENTH day of the month of NOVEMBER next, as a DAY OF PUBLIC THANKSGIVING to return thanks to the Almighty for the benefits which He has been pleased to grant to the inhabitants of Our Province.

Of all which all Our loving subjects and all others to whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and

fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TREIZIEME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-douze, et de Notre Règne la cinquante-sixième.

Par ordre,

LOUIS P. PELLETIER,
Secrétaire.

4541-2

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

—
Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste :

Canton Roux.

3e rang.

- Lot No. 4, à Ed. Carrier.
- Lot No. 16, à Oct. Blais.
- Lot No. 17, à Ls. Grenier.
- Lot No. 18, à M. Laflamme.
- Lot No. 19, à Ans. Gosselin.

4e rang.

- Lot No. 8, à Frs. Nicole.
- Lot No. 9, à Cyp. Lemelin.

5e rang.

- Lot No. 10, à Vital Morin.
- $\frac{1}{2}$ N. E. du lot No. 16, à Jos. Tanguay.
- Lot No. 18, à Alf. Laverdière.
- $\frac{1}{2}$ S. O. du lot 21 et $\frac{1}{2}$ N. E. de 22, à Jos. Labbé.
- $\frac{1}{2}$ S. O. du lot 22 et $\frac{1}{2}$ N. E. de 23, à Philém. Tanguay.

$\frac{1}{2}$ S. O. du lot 23, à Pierre Tanguay.

$\frac{1}{2}$ S. O. du lot 26, à Cyr. Laprise.

$\frac{1}{2}$ N. E. du lot 27, à Jos. Laprise.

6e rang.

- Lot No. 1, à Ed. Lapière.
- $\frac{1}{2}$ N. E. du lot No. 6, à André Garant, fils.
- $\frac{1}{2}$ S. O. du lot No. 6, à Elz. Garant.
- Lot No. 7, à Xavier Jolin.
- Lot No. 21, à Ed. Ruel.
- Lot No. 23, à Et. Corriveau.
- Lot No. 24, à Adolphe Clément.

7e rang.

- Lot No. 3, à Et. Côté, fils.
- Lot No. 6, à Jos. Lacroix.

Canton Leworth.

7e rang.

- Lot No. 27, à Gédéon Beaulieu.

8e rang.

- Lot No. 25, à Moïse et Cyriac Lavoie.
- $\frac{1}{2}$ S. O. du lot 26, à Ths. Paradis et Dav. Chamberland.
- $\frac{1}{2}$ N. E. du lot No. 28, à Benj. Michaud.

9e rang.

- $\frac{1}{2}$ S. O. du lot No. 25, à Moïse et Cyriac Lavoie.

Canton Painchaud.

- Lot No. 3, du rang A, à David Levêque.

Canton Wexford.

5e rang.

- Lots Nos. 2 et 3, à C. E. Testord de Montigny.
- Lots Nos. 4 et 5, à P. R. Testord de Montigny.
- Lot No. 6, à André M. Lapière.

the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Trusty and Well Beloved, the Honorable AUGUSTE REAL ANGERS, Lieutenant-Governor of the said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRTEENTH day of OCTOBER, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-two, and in the fifty-sixth year of Our Reign.

By command,

LOUIS P. PELLETIER,
Secretary.

4542

Government Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

—
Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lauds mentioned in the following list :

Township Roux.

3rd range.

- Lot No. 4, to Ed. Carrier.
- Lot No. 16, to Oct. Blais.
- Lot No. 17, to Ls. Grenier.
- Lot No. 18, to M. Laflamme.
- Lot No. 19, to Ans. Gosselin.

4th range.

- Lot No. 8, to Frs. Nicole.
- Lot No. 9, to Cyp. Lemelin.

5th range.

- Lot No. 10, to Vital Morin.
- N. E. $\frac{1}{2}$ of lot 16, to Jos. Tanguay.
- Lot No. 18, to Alf. Laverdière.
- S. W. $\frac{1}{2}$ of lot 21 and N. E. $\frac{1}{2}$ of 22, to Jos. Labbé.
- S. W. $\frac{1}{2}$ of lot 22 and N. E. $\frac{1}{2}$, of 23 to Philém. Tanguay.

S. W. $\frac{1}{2}$ of lot No. 23, to Pierre Tanguay.

S. W. $\frac{1}{2}$ of lot No. 26, to Cyr. Laprise.

N. E. $\frac{1}{2}$ of lot No. 27, to Jos. Laprise.

6th range.

- Lot No. 1, to Ed. Lapière.
- N. E. $\frac{1}{2}$ of lot No. 6, to André Garant, junior.
- S. W. $\frac{1}{2}$ of lot No. 6, to Elz. Garant.
- Lot No. 7, to Xavier Jolin.
- Lot No. 21, to Ed. Ruel.
- Lot No. 23, to Et. Corriveau.
- Lot No. 24, to Adolphe Clément.

7th range.

- Lot No. 3, à Et. Côté, junior.
- Lot No. 6, to Jos. Lacroix.

Township Leworth.

7th range.

- Lot No. 27, to Gédéon Beaulieu.

8th range.

- Lot No. 25, to Moïse and Cyriac Lavoie.
- $\frac{1}{2}$ S. W. of lot 26, to Ths. Paradis and Dav. Chamberland.
- N. E. $\frac{1}{2}$ of lot 28, to Benj. Michaud.

9e rang.

- S. W. $\frac{1}{2}$ of lot No. 25, to Moïse and Cyriac Lavoie.

Township Painchaud.

- Lot No. 3, of range A, to David Levêque.

Township Wexford.

5th range.

- Lots Nos. 2 and 3, to C. E. Testord de Montigny.
- Lots Nos. 4 and 5, to P. R. Testord de Montigny.
- Lot No. 6, to André M. Lapière.

Canton Casgrain.

3e rang.
 Lot No. 34, à Pierre Dubé.
 Lot No. 37, à Prud. Dubé.

5e rang.
 Lot No. 8, à Guill. Bourgault.
 Lot No. 19, à Dav. Vaillancourt.

6e rang.
 Lot No. 35, à Prosp. Jalbert.
 7e rang.

Lot No. 35, à Prosp. Jalbert.
 Lot No. 34, à Jos. Cloutier.

8e rang.
 Lot No. 44, à Auguste Jalbert.
Canton Fournier.

4e rang.
 Lot No. 13, à Célest Pellerin.
 Lot No. 14, à J.-Bte. Pellerin.
 Lot No. 15, à Luc Pellerin.

9e rang.
 Lots Nos. 8 et 9, à Cyrias Méthot.
 Lots Nos. 10 et 11, à Phil. Méthot.
 Lot No. 12, à Hilaire Michaud.
 Lot No. 13, à Jos. Dubé.

Canton Lafontaine.

1er rang.
 Lot No. 1, à Chs. Blondeau.
 Lot No. 2, à Elie Chouinard.
 Lot No. 9, à Eug. Blanchette.
 Lot No. 17, du 3e rang, à And. Lemelin.

6e rang.
 Lot No. 3, à Jos. Robichaud.
 Lot No. 17, à Cyp. Pellerin.

7e rang.
 Lot No. 5, à Frs. Bourgault.
 Lot No. 7, à Ls. Fournier.
 Lot No. 8, à Alex. Cloutier.
 Lot No. 18, à Oct. Fradette.

8e rang.
 Lot No. 6, à Jean Anctil.
 Lot No. 18, à Jean M. Chouinard.
 Lot No. 43, à Ant. Bois.

Canton Patton.

1er rang.
 Lot No. 6, à F. X. Gaulin et Frs. Giasson.
 Lot No. 14, à Onéz. Morneau.
 Lot No. 17, à P. Gagné.

3e rang.
 Lot No. 23, à Sam. Caron.
 Lot No. 24, à Ferd. Boulet.

4e rang.
 Lot No. 20, à X. Pelletier.
 Lot No. 23, à Bon. Pelletier.
 Lot No. 28, à Mich. Caron.
 Lot No. 29, à Jos. Jalbert.
 Lot No. 30, à Ls. Gamache.
 Lot No. 31, à Léandre Méthot.
 Lot No. 32, à I. H. Michaud.

5e rang.
 Lot No. 21, à Cés. Fraser.
 Lot No. 22, à Frs. Fournier.
 Lot No. 23, à Ls. Caron.

6e rang.
 Lot No. 22, à Pierre Gendron.
 Lot No. 23, à J. Bte. Tondreau.

7e rang.
 Lot No. 8, à Jos. Guimond.
 Lot No. 9, à Jos. Bernier.
 ½ N. E. du lot No. 10, à Alf. Fortin.
 Lot No. 13, à Ans. Fraser.
 Lot No. 14, à Jos. Dugal.
 Lot No. 15, à Abraham Guimond.
 Lot No. 16, à Jos. Pelletier.
 Lot No. 18, à Dav. Pelletier.

Canton Tourelle.

Lot No. 11, du 2e rang, à Elz. Bernier.

E. E. TACHE,
 Assistant-commissaire.

Département des Terres de la Couronne.
 Québec, 22 octobre 1892.

4571

Township Casgrain.

3rd range.
 Lot No. 34, to Pierre Dubé.
 Lot No. 37, to Prud. Dubé.

5th range.
 Lot No. 8, to Guill. Bourgault.
 Lot No. 19, to Dav. Vaillancourt.

6th range.
 Lot No. 35, to Prosp. Jalbert.
 7th range.

Lot No. 35, to Prosp. Jalbert.
 Lot No. 34, to Jos. Cloutier.

8th range.
 Lot No. 44, to Auguste Jalbert.
Township Fournier.

4th range.
 Lot No. 13, to Célest Pellerin.
 Lot No. 14, to J. Bte. Pellerin.
 Lot No. 15, to Luc Pellerin.

9th range.
 Lots Nos. 8 and 9, to Cyrias Méthot.
 Lots Nos. 10 and 11, to Phil. Méthot.
 Lot No. 12, to Hilaire Michaud.
 Lot No. 13, to Jos. Dubé.

Township Lafontaine.

1st range.
 Lot No. 1, to Chs. Blondeau.
 Lot No. 2, to Elie Chouinard.
 Lot No. 9, to Eug. Blanchette.
 Lot No. 17, of 3rd range, to And. Lemelin.

6th range.
 Lot No. 3, to Jos. Robichaud.
 Lot No. 17, to Cyp. Pellerin.

7th range.
 Lot No. 5, to Frs. Bourgault.
 Lot No. 7, to Ls. Fournier.
 Lot No. 8, to Alex. Cloutier.
 Lot No. 18, to Oct. Fradette.

8th range.
 Lot No. 6, to Jean Anctil.
 Lot No. 18, to Jean M. Chouinard.
 Lot No. 43, to Ant. Bois.

Township Patton.

1st range.
 Lot No. 6, to F. X. Gaulin and Frs. Giasson.
 Lot No. 14, to Onéz. Morneau.
 Lot No. 17, to P. Gagné.

3rd range.
 Lot No. 23, to Sam. Caron.
 Lot No. 24, to Ferd. Boulet.

4th range.
 Lot No. 20, to X. Pelletier.
 Lot No. 23, to Bon. Pelletier.
 Lot No. 28, to Mich. Caron.
 Lot No. 29, to Jos. Jalbert.
 Lot No. 30, to Ls. Gamache.
 Lot No. 31, to Léandre Méthot.
 Lot No. 32, to I. H. Michaud.

5th range.
 Lot No. 21, to Cés. Fraser.
 Lot No. 22, to Frs. Fournier.
 Lot No. 23, to Ls. Caron.

6th range.
 Lot No. 22, to Pierre Gendron.
 Lot No. 23, to J. Bte. Tondreau.

7th range.
 Lot No. 8, to Jos. Guimond.
 Lot No. 9, to Jos. Bernier.
 N. E. ¼ of lot No. 10, to Alf. Fortin.
 Lot No. 13, to Ans. Fraser.
 Lot No. 14, to Jos. Dugal.
 Lot No. 15, to Abraham Guimond.
 Lot No. 16, to Jos. Pelletier.
 Lot No. 18, to Dav. Pelletier.

Township Tourelle.

Lot No. 11, of 2nd range, to Elz. Bernier.

E. E. TACHE,
 Assistant Commissioner.

Crown Lands Department.
 Quebec, 22nd October, 1892.

4572

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste : Adj. 6074.

Auckland.

Lot 16, dans le rang lettre "A," à Amable Corbeille.

E. E. TACHE,
Assistant-commissaire.

Département des Terres de la Couronne.
Québec, 18 octobre 1892.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'acte 45 Vict., ch. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste : Adj. 6075.

Clyde.

Lots 47 et 48, du rang ouest, à Richard Lonsdale.

Lot 49, du rang ouest, à William H. Byers.

E. E. TACHE,
Assistant-commissaire.

Département des Terres de la Couronne,
Québec, 18 octobre 1892.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres de la Couronne.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'Acte 45 Vict., ch. 10, et ses amendements, que, 60 jours après l'affichage du présent avis, le commissaire des Terres de la Couronne annulera les ventes et permis d'occupation des terres publiques, dont suit une liste : Adj. 6076.

Wolfestown.

La $\frac{1}{2}$ S. O. du lot 24, du 9ème rang, à John Lappin.

La $\frac{1}{2}$ N. E. du lot 24, du 9ème rang, à James McVey.

Ham.

Lot 23, dans le 11ème rang, à Calixte Guertin.

E. E. TACHE,
Assistant-commissaire.

Département des Terres de la Couronne.
Québec, 18 octobre 1892. 4633

Avis de demande d'érection de municipalités scolaires.

Détacher les lots numéros 587, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607 et 608, du cadastre de la paroisse de Saint-Denis, dans le comté de Saint-Hyacinthe, et les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Charles (paroisse), dans le même comté, pour les fins scolaires.

GEDEON OUMET,
Surintendant.

Québec, 14 octobre 1892. 4563

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list : Adj. 6074.

Auckland.

Lot 16, range letter "A," to Amable Corbeille.

E. E. TACHE,
Assistant Commissioner.

Crown Lands Department.
Quebec, 18th October, 1892.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list : Adj. 6075.

Clyde.

Lots 47 and 48, in west range, to Richard Lonsdale.

Lot 49, in west range, to William H. Byers.

E. E. TACHE,
Assistant Commissioner.

Department of Crown Lands,
Quebec, 18th October, 1892.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Crown Lands.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the Act 45 Vict., ch. 10, and its amendments, that, 60 days after the posting of the notice, the commissioner of Crown Lands will cancel the sales and locations of the public lands mentioned in the following list :

Adj. 6076.

Wolfestown.

S. W. $\frac{1}{2}$ lot 24, in 9th range, to John Lappin.

N. E. $\frac{1}{2}$ lot 24, in 9th range, to James McVey.

Ham.

Lot 23, in the 11th range, to Calixte Guertin.

E. E. TACHE,
Assistant Commissioner.

Crown Lands Department.

Quebec, 18th October, 1892. 4634

Notice of application to erect school municipalities.

To detach lots numbers 587, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607 and 608, of the cadastre of the parish of Saint Denis, in the county of Saint Hyacinthe, and annex them to the school municipality of Saint Charles (parish), in the same county, for school purposes.

GEDEON OUMET,
Superintendent.

Quebec, 14th October, 1892. 4564

No. 1505-92.

Demande d'erection de municipalités scolaires.

Détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Hélène, dans le comté de Kamouraska, les lots numéros 227 à 234, inclusivement, du cadastre de la paroisse de Saint-Hélène, et les annexer à celle de Saint-André de Kamouraska, pour les fins scolaires.

GEDEON OUMET,

Surintendant.

Québec, 15 octobre 1892.

4561

No. 1385-86.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 15 octobre courant (1892), d'ériger en municipalité scolaire tout le canton Patton, dans le comté de Montmagny, sous le nom de "Sainte-Appoline," pour prendre effet le premier juillet 1893.

4643

PROVINCE DE QUEBEC.

DÉPARTEMENT DES TERRES DE LA COURONNE.

Section des Bois et Forêts.

Québec, 15 octobre 1892.

Avis est par le présent donné que, conformément aux sections 1334, 1335 et 1336 des Statuts refondus de la province de Québec, les coupes de bois suivantes seront mises à l'enchère, dans la salle de ventes du département des Terres de la Couronne, en cette ville, JEUDI, le 15 DECEMBRE prochain, à DIX heures ET DEMIE A. M., aux conditions insérées plus bas, savoir :

Agence du Haut Ottawa.

$\frac{1}{2}$ nord No. 10, 2e rang, bloc A, 25 m.— $\frac{1}{2}$ sud No. 10, 2e rang, bloc A, 25 m.— $\frac{1}{2}$ nord No. 11, 2e rang, bloc A, 25 m.— $\frac{1}{2}$ sud No. 11, 2e rang, bloc A, 25 m.— $\frac{1}{2}$ nord No. 12, 2e rang, bloc A, 25 m.— $\frac{1}{2}$ sud, No. 12, 2e rang, bloc A, 25 m.— $\frac{1}{2}$ sud No. 10, 3e rang, bloc A, 25 m.— $\frac{1}{2}$ nord No. 11, 3e rang, bloc A, 25 m.— $\frac{1}{2}$ sud No. 11, 3e rang, bloc A, 25 m.— $\frac{1}{2}$ nord No. 12, 3e rang, bloc A, 25 m.—Rivière Ottawa, No. 572, 34 m.—573, 25 m.—574, 31 m.—575, 25 m.—576, 25 m.—577, 25 m.—578, 25 m.—579, 25 m.—680, 25 m.—581, 25 m.—582, 17 m.—583, 15 m.—584, 32 $\frac{1}{2}$ m.—585, 25 m.—586, 25 m.—587, 25 m.—588, 25 m.—589, 25 m.—590, 29 m.—591, 24 m.—592, 25 m.—593, 25 m.—594, 25 m.—595, 32 m.—596, 19 m.—600, 25 m.—607, 22 m.—608, 26 m.—609, 21 m.—611, 17 m.—612, 19 m.—Bloc A, No. 8, 3e rang, 50 m.—Bloc A, No. 9, 3e rang, 50 m.—Rivière Ottawa, No. 605, 23 m.—606, 23 m.—507, 50 m.—508, 47 $\frac{1}{2}$ m.—509, 40 m.—510, 28 m.—511, 26 m.—Rivière Gatineau, No. 615, 28 $\frac{1}{2}$ m.—616, 29 m.

Agence du Saint-Maurice.

Saint-Maurice, No. 13 ouest 50 m.—No. 14 ouest 50 m.—Rivière Pierriche, No. 1 est 35 m.—Rivière Trench, No. 2 est 35 m.—Ile Bostonnais, 10 m.—Rivière Bostonnais, No. 4 nord 25 m.—No. 4 sud 20 m.—Arrière Rivière Bostonnais No. 2 sud 40 m.—Arrière No. 3 sud, 45 m.—Arrière No. B sud 25 m.—Arrière rivière Batiscan, No. 7 est 38 m.—Arrière rivière Bostonnais, No. C sud 20 m.—Rivière Batiscan, No. 7 est 24 m.

No. 1505-92.

Application to erect school municipalities.

To detach from the school municipality of Sainte Helene, in the county of Kamouraska, lots numbers 227 to 234, inclusively, of the cadastre of the parish of Sainte Helene, and annex them to that of Saint André de Kamouraska, for school purposes.

GEDEON OUMET,

Superintendent.

Quebec, 15th October 1892

4562

No. 1385-86.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 15th October instant (1892), to erect into a school municipality all the township of Patton, in the county of Montmagny, under the name of "Sainte Appoline," to take effect on the first of July, 1893.

4644

PROVINCE OF QUEBEC.

DEPARTMENT OF CROWN LANDS.

Woods and Forest.

Quebec, 15th October, 1892.

Notice is hereby given that, conformably to sections 1334, 1335 and 1336, of the Consolidated Statutes of the province of Quebec, the following timber limits will be offered for sale at public auction in the sales' room of the Department of Crown Lands, in this city, on THURSDAY, the 15th DECEMBER next, at HALF-PAST TEN A. M. subject to the conditions mentioned below, namely :

Upper Ottawa Agency.

North $\frac{1}{2}$ No. 10, 2nd range, block A, 25 sq. m.—South $\frac{1}{2}$ No. 10, 2nd range, block A, 25 sq. m.—North $\frac{1}{2}$ No. 11, 2nd range, block A, 25 sq. m.—South $\frac{1}{2}$ No. 11, 2nd range, block A, 25 sq. m.—North $\frac{1}{2}$ No. 12, 2nd range, block A, 25 sq. m.—South $\frac{1}{2}$ No. 12, 2nd range, block A, 25 sq. m.—North $\frac{1}{2}$ No. 10, 3rd range, block A, 25 sq. m.—South $\frac{1}{2}$ No. 10, 3rd range, block A, 25 sq. m.—North $\frac{1}{2}$ No. 11, 3rd range, block A, 25 sq. m.—South $\frac{1}{2}$ No. 11, 3rd range, block A, 25 sq. m.—North $\frac{1}{2}$ No. 12, 3rd range, block A, 25 sq. m.—South $\frac{1}{2}$ No. 12, 3rd range, block A, 25 sq. m.—River Ottawa limits Nos. 572, 34 sq. m.—573, 25 sq. m.—574, 31 sq. m.—575, 25 sq. m.—576, 25 sq. m.—577, 25 sq. m.—578, 25 sq. m.—579, 25 sq. m.—580, 25 sq. m.—581, 25 sq. m.—582, 17 sq. m.—583, 15 sq. m.—584, 32 $\frac{1}{2}$ sq. m.—585, 25 sq. m.—586, 25 sq. m.—587, 25 sq. m.—588, 25 sq. m.—589, 25 sq. m.—590, 29 sq. m.—591, 24 sq. m.—592, 25 sq. m.—593, 25 sq. m.—594, 25 sq. m.—595, 32 sq. m.—596, 19 sq. m.—600, 22 sq. m.—607, 22 sq. m.—608, 26 sq. m.—609, 21 sq. m.—611, 17 sq. m.—612, 19 sq. m.—Block A, No. 8, 3rd range, 50 sq. m.—Block A, No. 9, 3rd range, 50 sq. m.—River Ottawa limits Nos. 605, 23 sq. m.—606, 23 sq. m.—507, 50 sq. m.—508, 47 $\frac{1}{2}$ sq. m.—509, 40 sq. m.—510, 28 sq. m.—511, 26 sq. m.—River Gatineau Nos. 615, 28 $\frac{1}{2}$ sq. m.—616, 29 sq. m.

Saint Maurice Agency.

Saint Maurice, No. 13 west, 50 sq. m.—Saint Maurice, No. 14 west 50 sq. m.—River Pierriche, No. 1 east 35 sq. m.—River Trench, No. 2 east 35 sq. m.—Bostonnais Island, 10 sq. m.—River Bostonnais, No. 4 north 25 sq. m.—No. 4 south 20 sq. m.—Rear River Bostonnais, No. 2 south 40 sq. m.—Rear No. 3 south 45 sq. m.—Rear No. B south 25 sq. m.—Rear River Batiscan, No. 7 east 38 sq. m.—Rear River Bostonnais, No. C south 20 sq. m.—River Batiscan, No. 7 east 24 sq. m.

Agence du Lac Saint-Jean.

No. 135, Arrière Ouatichouan, ouest 16 m.—No. 136, Arrière, 20 m.—No. 139, Lac des Commissaires, sud-ouest 24 m.—No. 141, partie ouest, Rivière Métabetchouan 20 m.—No. 141, partie est, Rivière Métabetchouan 17 m.—No. 142, Rivière Métabetchouan 25 m.—No. 145 ouest du Lac Kamamingougue 36 m.—No. 144, $\frac{1}{2}$ sud Rivière Métabetchouan 20 m.—144 $\frac{1}{2}$ nord 20 m.—No. 123, Rivière Petite Péribonka 50 m.—No. 124 50 m.—Limite canton Ross 4 m.—Limite canton Kenogami No. 1, 7 m.—No. 2, 8 m.—Limite canton Dalmas 21 $\frac{1}{2}$ m.—Limite Rivière Marguerite, No. 169 32 $\frac{1}{2}$ m.

Agence du Saguenay.

Rivière Malbaie, Nos. 1, 54 m.—No. 3, 34 m.—No. 4, 32 m.—No. 5, 38 m.—No. 6, 45 m.—No. 7, 47 m.—No. 8, 24 m.—No. 9, 58 m.—No. 10, 45 m.—No. 11, 36 m.—No. 12, 42 m.—No. 13, 35 m.—No. 14, 37 m.—No. 15, 50 m.—No. 16, 60 m.—No. 17, 54 m.—No. 18, 49 m.—Limite canton Perigny 21 m.—Limite Lac des Sables, 4 $\frac{1}{2}$ m.—Limite Rivière au Rocher, No. 1, 48 m.—No. 2, 58 m.—No. 3, 48 m.—No. 4, 40 m.—No. 5, 40 m.—No. 6, 28 m.—No. 7, 32 m.—Bras N. O., 20 m.—Rivière Manitou, No. 3 est, 32 m.—No. 3 ouest, 32 m.—No. 4, 24 m.—Rivière à la Chaloupe, 32 m.—Rivière la Trinité, No. 1 est, 50 m.—No. 1 ouest, 50 m.—No. 2 est, 50 m.—No. 2 ouest, 50 m.—Rivière Petite Trinité, No. 1 est, 14 m.—No. 1 ouest, 14 m.—No. 2 est, 14 m.—No. 2 ouest, 14 m.—Rivière Calumet, No. 1 est, 25 m.—No. 1 ouest, 25.

Agence de Montmagny.

Rivière Noire No. 56, 20 m.—No. 58, 13 m.—Limite canton Roux, 16 $\frac{1}{2}$ m.—Canton Rolette, 22 m.—Canton Montminy 12 $\frac{1}{2}$.

Agence de Grandville.

Limite canton Parke 6 $\frac{3}{4}$ m.—Limite canton Pohenegamook, 24 $\frac{1}{4}$ m.—Rivière Boisbouscache No. 2, 12 m.

Agence de Rimouski.

Limite canton Neigette No. 1, 30 m.—No. 2, 12 $\frac{1}{2}$ m.—Limite canton Macpés, 12 m.—Limite canton Cabot No. 2, 15 $\frac{1}{4}$ m.—Limite canton Matane, 5 $\frac{3}{4}$ m.—Limite canton Lepage No. 1, 4 $\frac{1}{2}$ m.—Rivière Kedswick No. 2, 10 m.—Rivière Causupcull, 3 $\frac{1}{2}$ m.—Limite canton Dalibaire Ouest, 45 m.—Canton Dalibaire "Grand Mechin", 8 m.—Canton Dalibaire Est, 43 m.—Limite canton Romieux ouest 41 m.—Limite canton Romieux Est 41 m.—Limite arrière canton Romieux No. 1, 45 m.—Limite arrière canton Dalibaire No. 1, 47 m.

Agence de Gaspé.

Limite canton Cap Chat est, 28 m.—Ouest 38 $\frac{3}{4}$ m.—Limite canton Tourelle ouest, 41 $\frac{1}{4}$ m.—Est, 43 m.—Limite canton Christie 46 $\frac{1}{2}$ m.—Limite canton Duchesney ouest, 33 m.—Canton Taschereau 54 m.—Limite canton Denoue 19 m.—Rivière Magdeleine No. 1 ouest, 50 m.—No. 2, ouest 50 m.—No. 1 est, 50 m.—No. 1 sud, 50 m.—No. 2 sud, 50 m.—Rivière Dartmouth, No. 1 nord 19 $\frac{1}{2}$ m.—No. 1 sud 24 m.—Arrière Rivière Dartmouth, No. 1 nord 32 m.—Rivière Sydenham, sud 17 $\frac{1}{2}$ m.—Limite Gaspé nord 12 m.—Rivière Saint-Jean, sud No. 1 12 m.—Nord 14 m.—Limite canton Malbaie No. 2,

Lake Saint John Agency.

No. 135, rear Ouatichouan, west 16 sq. m.—No. 136, rear Ouatichouan, west 20 sq. m.—No. 139, Lac des Commissaires, south west 24 sq. m.—No. 141, west part, River Metabetchouan 20 sq. m.—No. 141, east part River Metabetchouan 17 sq. m.—No. 142, River Metabetchouan 25 sq. m.—No. 145, west of Lake Kamamingougue 36 sq. m.—No. 144 south $\frac{1}{2}$.—River Metabetchouan, 20 sq. m.—No. 144 $\frac{1}{2}$ north $\frac{1}{2}$ 20 sq. m.—No. 123, River Petite Péribonka 50 sq. m.—No. 124, 50 sq. m.—Limit canton Ross, 4 m.—Limit canton Kenogami No. 1, 7 sq. m.—Limit canton Kenogami No. 2, 8 sq. m.—Limit canton Dalmas 21 $\frac{1}{2}$ sq. m.—Limit River Marguerite, No. 169, 32 $\frac{1}{2}$ sq. m.

Saguenay Agency.

River Malbaie, No. 1, 54 sq. m.—No. 3, 34 sq. m.—No. 4, 32 sq. m.—No. 5, 38 sq. m.—No. 6, 45 sq. m.—No. 7, 47 sq. m.—No. 8, 24 sq. m.—No. 9, 58 sq. m.—No. 10, 45 sq. m.—No. 11, 36 sq. m.—No. 12, 42 sq. m.—No. 13, 35 sq. m.—No. 14, 37 sq. m.—No. 15, 50 sq. m.—No. 16, 60 sq. m.—No. 17, 54 sq. m.—No. 18, 49 sq. m.—Limit township Perigny, 21 sq. m.—Limit Lac des Sables, 4 $\frac{1}{2}$ sq. m.—Limit River au Rocher, No. 1, 48 sq. m.—No. 2, 58 sq. m.—No. 3, 48 sq. m.—No. 4, 40 sq. m.—No. 5, 40 sq. m.—No. 6, 28 sq. m.—No. 7, 32 sq. m.—River au Rocher Bras N. O.—20 sq. m.—River Manitou, No. 3 east, 32 sq. m.—No. 3 west, 32 sq. m.—No. 4, 24 sq. m.—Rivière à la Chaloupe 32 sq. m.—Rivière la Trinité No. 1 east, 50 sq. m.—No. 1 west, 50 sq. m.—No. 2 east, 50 sq. m.—No. 2 west, 50 sq. m.—Rivière Petite Trinité, No. 1 east, 14 sq. m.—No. 1 west, 14 sq. m.—No. 2 east, 14 sq. m.—No. 2 west 14 sq. m.—River Calumet No. 1 east, 25 sq. m.—No. 1 west, 25 sq. m.

Montmagny Agency.

River Noir No. 56, 20 sq. m.—No. 58, 13 sq. m.—Limit township Roux, 16 $\frac{1}{2}$ sq. m.—Limit township Rolette, 22 sq. m.—Limit township Montminy, 12 $\frac{1}{2}$ sq. m.

Grandville Agency.

Limit township Parke, 6 $\frac{3}{4}$ sq. m.—Limit township Pohenegamook, 24 $\frac{1}{4}$ sq. m.—River Boisbouscache No. 2, 12 sq. m.

Rimouski Agency.

Limit township Neigette No. 1, 30 sq. m.—No. 2, 12 $\frac{1}{2}$ sq. m.—Limit township Macpés, 12 sq. m.—Limit township Cabot No. 2, 15 $\frac{1}{4}$ sq. m.—Limit township Matane, 5 $\frac{3}{4}$ sq. m.—Township Lepage No. 1, 4 $\frac{1}{2}$ sq. m.—River Kedswicks No. 2, 10 m.—River Causupcull, 3 $\frac{1}{2}$ sq. m.—Limit township Dalibaire West, 45 sq. m.—Limit township Grand Mechin, 8 sq. m.—Limit township Dalibaire East, 43 sq. m.—Township Romieux West, 41 sq. m.—Romieux East, 41 sq. m.—Limit rear township Romieux No. 1, 45 sq. m.—Rear township Dalibaire No. 1, 47 sq. m.

Gaspé Agency.

Limit township Cap Chat East, 28 sq. m.—Limit township Cap Chat West, 38 $\frac{3}{4}$ sq. m.—Limit township Tourelle West, 41 $\frac{1}{4}$ sq. m.—Limit township Tourelle East, 43 sq. m.—Limit township Christie, 46 $\frac{1}{2}$ sq. m.—Limit township Duchesney West, 33 sq. m.—Limit township Taschereau, 54 sq. m.—Limit township Denoue, 19 sq. m.—River Magdeleine No. 1 west, 50 sq. m.—No. 2, west, 50 sq. m.—No. 1 east, 50 sq. m.—No. 1, south 50 sq. m.—No. 2 south 50 sq. m.—River Dartmouth, No. 1 north 19 $\frac{1}{2}$ sq. m.—No. 1 south, 24 sq. m.—Rear No. 1 north 32 sq. m.—River Sydenham

8 m.—Gaspé Bay sud 11 m.—Limite canton Rameau No. 2, 21 m.

Agence de Bonaventure.

Rivière Patapedia, 3 1/5 m.—Canton Patapedia, No. 1, 8 m.—Petite Rivière Rouge, 5 m.—Limite Millstream No. 3, 12 m.—Rivière Matapédia No. 1.—Canton Milnikek, 15 m.—Limite Assemetquagan No. 1 est, 12 m.—No. 1 ouest, 12 m.—No. A, 9 m.—Clark's Brook, 15 m.—Rivière Ristigouche No. 4, 10 m.—Rivière Escuminac 11 m.—Arrière Rivière Nouvelle No. 1 ouest 10 m.—Canton Nouvelle No. 2 ouest, 9 m.—Rivière Grande Cascapedia, 35 m.—Limite Ruisseau Joshua, 4 m.—Ruisseau Jonathan, 3 m.—Rivière Petite Cascapedia Branch Est, No. 3 ouest 14 m.—Branche Est No. 3 est, 14 m.—Rivière Patapedia Limite Branche Est No. 1, 22 m.—Branche Ouest No. 1 ouest 26 m.—Branche Ouest No. 1 Est, 20 1/2 m.—Rivière Patapedia " Branche principale " 11 1/2 m.—Rivière André 6 m.

CONDITIONS DE LA VENTE.

Les locations ci-dessus décrites, suivant l'étendue donnée, plus ou moins, seront offertes en vente, à une mise à prix à être déterminée le jour de la vente.

Ces locations seront adjugées au plus haut enchérisseur.

Les locations ne seront finalement adjugées que sur paiement du prix d'achat au comptant ou par des chèques acceptés par une banque incorporée.

Le commissaire pourra imposer comme condition, le jour de la vente, dans aucun cas particulier, qu'une location vendue devra être exploitée dans un délai de deux ans, sous peine d'annulation de la licence.

Les locations une fois adjugées, seront sujettes aux dispositions des règlements concernant les bois de la Couronne, maintenant en force ou qui pourront le devenir plus tard.

Des plans, indiquant les terrains ci-dessus désignés, sont déposés au Département des Terres de la Couronne, en cette ville, et au bureau des agents pour ces localités, et seront visibles jusqu'au jour de la vente.

E. J. FLYNN,

Commissaire des Terres de la Couronne.

P. S.—D'après la loi, les journaux indiqués par ordre en conseil, sont les seuls autorisés à publier cet avis. 4547-2

PARLEMENT DU CANADA

EXTRAIT DES RÈGLEMENTS DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES AU SUJET DES BILLS PRIVÉS.

Toute demande de Bill Privé exige un avis portant les signatures et adresses des intéressés ou de leurs procureurs, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, publié sous forme d'annonce comme il suit savoir : Dans la *Gazette du Canada* et dans un journal publié dans le comté, le district, l'union de comtés ou le territoire affecté par le Bill projeté, ou, s'il n'y est pas publié de journal, alors dans un journal du comté, district ou territoire le plus rapproché où il en est publié un. Dans les provinces de Québec et du Manitoba, ces avis doivent être publiés de la même manière en anglais et en français. Ces avis doivent être publiés pendant deux mois au moins durant l'intervalle de temps compris entre la fin de la session immédiatement précédente et la prise en considération de la requête. Des exemplaires marqués des journaux portant écrits les mots "demande

South, 17 1/2 sq. m.—Limite Gaspé North, 12 sq. m.—River Saint Jean South No. 1, 12 sq. m.—North 14 sq. m.—Limit township Malbaie No. 2, 8 sq. m.—Gaspé Bay South, 11 sq. m.—Limit township Rameau No. 2, 21 sq. m.

Bonaventure agency.

River Patapedia, 3 1/5 sq. m.—Township Patapedia, No. 1, 8 sq. m.—Petite River Rouge, 5 sq. m.—Limit Millstream No. 3, 12 sq. m.—River Matapédia No. 1.—Township Milnikek, 15 sq. m.—Limit Assemetquagan No. 1 east 12 sq. m.—No. 1 west, 12 sq. m.—No. A, 9 sq. m.—Clark's Brook, 15 sq. m.—Rivière Ristigouche No. 4, 10 sq. m.—Rivière Escuminac 11 sq. m.—Rear River Nouvelle No. 1 west 10 sq. m.—Township Nouvelle No. 2 west, 9 sq. m.—Rivière Grande Cascapedia 35 sq. m.—Limit Joshua Brook, 4 sq. m.—Jonathan Brook 3 sq. m.—Rivière Petite Cascapedia Branch East, No. 3 west 14 sq. m.—No. 3 east, 14 sq. m.—Rivière Patapedia Limit East Branch No. 1, 22 sq. m.—West Branch No. 1 west 26 sq. m.—West Branch No. 1 East, 20 1/2 sq. m.—Patapedia River, main Branch 11 1/2 sq. m.—Rivière André 6 sq. m.

CONDITIONS OF SALE.

The above timber limits at their estimated area, more or less, will be offered at an upset price to be made known on the day of sale, and will be adjudged to the highest bidder.

No limits to be adjudged unless the purchase price be immediately deposited in cash or by cheques accepted by duly incorporated banks.

The commissioner may in any particular case, at the sale, impose as a condition, that any limits sold will have to be worked within a delay of two years under pain of forfeiture of the license.

These timber locations will be subject to the provisions of all timber regulations now in force or which may be enacted hereafter.

Plans of limits offered for sale, will be open for inspection, in the Department of Crown Lands, in this city, and at the offices of the local agents, up to the day of sale.

E. J. FLYNN,

Commissioner of Crown Lands.

P. S.—According to law, no newspapers other than those named by order in council, are authorized to publish this notice. 4548

PARLIAMENT OF CANADA.

EXTRACTS FROM RULES OF THE SENATE AND HOUSE OF COMMONS RELATING TO PRIVATE BILLS.

All application for Private Bills require a notice over the signature and address of the applicants or their solicitors, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, published by advertisement as follows, viz : In the *Canadian Gazette*, and in one newspaper published in the county, district, union of counties or territory, affected by the proposed measure, or if there be no newspaper published therein, then in a newspaper in the next nearest county, district or territory in which a newspaper is published. In the province of Quebec and Manitoba, the notices must be published in the like manner in the english and french languages. All notices shall be continued for a period of at least two months during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition. Marked copies of the newspapers endorsed "Application for Private Bill,"

de bill privé, " contenant la première et la dernière insertion de ces avis, doivent être envoyés au greffier de chaque chambre.

Dans le cas d'une demande d'autorisation de construire un pont de péage, l'avis doit aussi mentionner le tarif projeté des péages, le genre de construction du pont, la hauteur des arches, l'espace compris entre les culées ou les piles, etc.

Une copie du bill doit être déposée entre les mains du greffier de celle des chambres où il doit être présenté, au moins huit jours avant la réunion du Parlement, avec une somme suffisante pour couvrir les frais de traduction et d'impression ; et une autre somme de deux cents piastres, ainsi que le coût de l'impression de l'acte dans les Statuts, sera exigée immédiatement après la seconde lecture du bill.

Les pétitions ou requêtes en obtention de bills privés doivent être présentées aux deux chambres dans les dix premiers jours, et les bills eux-mêmes dans les deux premières semaines de chaque session.

EDOUARD J. LANGÉVIN,
Greffier du Sénat.

J. G. BOURINOT,
Greffier de la Chambre des Communes.

4455-2

EXTRAIT DES REGLES SPECIALES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Les bills privés devront être rédigés de manière à y incorporer, en les spécifiant, les clauses des actes généraux concernant les détails qui font l'objet de ces bills ;

Les bills privés pour chartes ou pour modification de chartes de compagnies de chemins de fer seront rédigés conformément au bill-modèle adopté par la chambre, dont copie peut être obtenue du greffier ;

Les dispositions qui ne seront pas conformes au bill-modèle, seront insérées entre crochets, et après avoir été révisées par l'officier compétent, elles seront imprimées ainsi :

Les clauses d'actes existants que l'on proposera de modifier, seront imprimées en entier, avec les amendements insérés en leur lieu et place, et entre crochets ;

Les bills privés qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, devront être renvoyés aux auteurs pour être remodelés et ré-imprimés à leurs frais, avant d'être examinés et imprimés.

Les dispositions exceptionnelles seront clairement spécifiées dans l'avis de demande.

Une carte ou plan certifié, indiquant le territoire sur lequel l'on se propose de construire une ligne de chemin de fer, ainsi que les lignes de travaux analogues existants ou autorisés, dans les limites du district, ou partie du district que la ligne projetée doit desservir, ou affectant le dit district en aucune manière : et un exhibit faisant connaître le montant total du capital que l'on se propose de prélever pour les fins de l'entreprise, et la manière dont on se propose de le prélever, devra être déposé au comité de chemin de fer au moins une semaine avant la prise en considération du bill.

(Signé) JOHN GEORGE BOURINOT,
Greffier de la Chambre des Communes.

4453-2

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables : soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ;

containing the first and last insertion of such notice, shall be sent to the clerk of each house.

In the case of an application for the erection of a toll gate, the notice shall also state the proposed rates of toll, the nature of the structure, the height of the arches, the interval between the abutments of piers, etc.

A copy of the Bill shall be deposited with the clerk of the House in which the bill is to originate, at least eight days before the meeting of Parliament, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same ; and a further sum of two hundred dollars and the cost of printing the act with the statutes will be levied immediately after the second reading of the bill.

Petitions for Private Bills must be presented in each House within the first ten days, and Private Bills within the first two weeks of each Session.

EDOUARD J. LANGÉVIN,
Clerk of the Senate.

4456

J. G. BOURINOT,
Clerk of the House of Common.

EXTRACTS FROM SPECIAL RULES OF THE HOUSE OF COMMONS.

Private bills shall be so framed as to incorporate by reference the clauses of the general acts relating to the details to be provided for by such bills ;

Private bills in amendments of acts, or for acts incorporating railway company, shall be drawn in accordance with the model bill adopted by the House, copies of which may be obtained from the clerk ;

Provisions varying the model bill shall be inserted between brackets and, when revised by the proper officer, shall be so printed :

Sections of existing acts proposed to be amended shall be reprinted in full with the amendments inserted in their proper places and between brackets ;

Private bills which are not drawn in accordance with these rules shall be returned to the promoters to be re-cast before being revised and printed.

Exceptional provisions shall be clearly specified in the notice of application.

A certified map or plan showing the location of any proposed line of railway, also the lines of existing or authorized works of a similar character within, or in any way affecting, the district which the proposed work is intended to serve, and an exhibit showing the amount of capital proposed to be raised for the undertaking and the manner in which it is proposed to raise the same shall be filed with the railway committee at least one week before the consideration of the bill.

(Signed) JOHN GEORGE BOURINOT,
Clerk of the House of Commons.

4454

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills

53 -All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway ; a turnpike road or telegraph line the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works, the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an particular, profession or trade, or of any joint stock company the incorporation of a city, town, village, or other

l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les réglemens concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession : ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés : et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé ; Et de plus aucun de ces bills doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant qu'un projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux réglemens de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting, to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community ; or for making any amendment of a like nature to any former act.—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper ; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments, or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage ; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public ; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof ; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçu après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélevement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et s'il n'y a pas de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cin-

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English, and 550 copies in French, and also \$2 par page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing.

quante centins par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé. Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Les bills pour incorporer les villes ne doivent contenir que les dispositions dérogoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés.

Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

L. G. DESJARDINS,
4273 Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

Avis est donné que Damase Marsollais, médecin ; Siméon Martineau, médecin ; André Lapierre, marchand, et grand nombre d'autres citoyens, tous de la paroisse de Saint-Antoine de Lavaltrie, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander que la paroisse de Saint-Antoine de Lavaltrie soit détachée du comté de Berthier et du district de Richelieu, pour être annexée au comté de L'Assomption et au district de Joliette, pour les fins électorales, judiciaires, municipales, scolaires, d'enregistrement et autres fins quelconques.

J. E. FARIBAUT,
Avocat et procureur des requérants.
10 octobre 1892. 4573

AVIS.

La Compagnie du Pont de Saint-François donne avis qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender le chapitre 108 des statuts passés par la dite législature, dans la quarante-cinquième année du Règne de Sa Majesté, en retranchant la section quatre du dit chapitre et y substituant la suivante, à savoir :

4. La dite compagnie aura le droit d'ériger une barrière de péage et exiger, pour passer sur le dit pont, des droits n'excédant pas les taux suivants, à savoir :

Pour toute personne à pied.....	\$0.02
Pour toute voiture conduite par un seul cheval.....	0.10
Pour toute voiture conduite par deux chevaux ou bœufs.....	0.15
Pour tout cheval ou bœuf additionnel.	0.02
Pour tout cheval et conducteur.....	0.04
Pour tout cheval, mule, vache ou bêtes à cornes.....	0.02
Pour tout mouton, veau ou cochon..	0.02

Et toute personne passant de force à travers la

The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred. Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets.

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

L. G. DESJARDINS,
4274 Clerk of the Legislative Assembly.

Applications to the Legislature

Notice is given that Damase Marsollais, physician ; Siméon Martineau, physician ; André Lapierre, merchant, and a great number of other citizens, all of the parish of Saint Antoine de Lavaltrie, will apply to the Quebec legislature, at its next session, to ask that the parish of Saint Antoine de Lavaltrie be detached from the county of Berthier and from the district of Richelieu, to be annexed to the county of L'Assomption and to the district of Joliette, for electoral, judicial, municipal, school and registration and for any other purposes whatsoever.

J. E. FARIBAUT,
Advocate and attorney for petitioners.
10th October, 1892. 4574

NOTICE.

The Saint Francis Bridge Company give notice that at the next session of the legislature of the province of Quebec, they will apply for an act to amend chapter 108 of the Statutes passed by the said legislature in the forty-fifth year of Her Majesty's Reign, by striking out section four of the said chapter and substituting in lieu thereof the following, to wit :

4° The said company shall have the right to erect toll-gate or bar and exact for passing over the said bridge tolls not exceeding the following rates, namely :

For every person on foot.....	\$0.02
For every vehicle drawn by one horse.	0.10
For every vehicle drawn by to horses or oxen.....	0.15
For every additional horse or ox....	0.02
For every horse and rider.....	0.04
For every horse, mule, cow or head of cattle.....	0.02
For every sheep, calf or pig.....	0.02

And every person passing forcible through the said

dite barrière de péage, ou passant dans ou sur la dite barrière du pont sans payer le droit exigé, ou évitant autrement le paiement des dits droits, ou conduisant des chevaux, bœufs ou bêtes à cornes sur icelui plus vite que le pas, encourra une amende pour chaque offense n'excédant pas dix piastres.

THOS. HART,
Président.
4555

Richmond, 12 octobre 1892.

DEMANDE A LA LEGISLATURE.

Les président et syndics des Iles du Moine et des Basques s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'un bill privé, amendant le chapitre 64 des Statuts de Québec de 1884, 47 Victoria, s. 15, de manière à restreindre le pouvoir qui a été accordé à la dite corporation de louer, aliéner ou disposer pour d'autres fins que le paturage des animaux, une partie des Iles du Moine et des Basques ou la propriété toute entière, au cas seulement où la dite corporation y serait autorisée par les deux tiers en valeur des propriétaires de droit dans la commune des dites Iles ; le vote des propriétaires de parties de droit, devant, à cet égard, être considéré dans la même proportion qu'ils ont vis-à-vis des pleins droits.

GEORGE E. MATHIEU,
Pour les Requérants.
4599

Sorel, 19 octobre 1892.

AVIS.

Demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour diviser la municipalité de Saint-Roch de Québec, Nord (dans la Banlieue de la cité de Québec), de manière à séparer la partie rurale et agricole de la partie du village maintenant connue comme Stadacona, Hedleyville et New Waterford.

J. LANGLOIS BELL,
Solliciteur des requérants.
4509-2

AVIS PUBLIC.

La ville de la Côte Saint-Antoine s'adressera à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender la charte de la ville et les actes amendant icelle au sujet d'améliorations spéciales, expropriations, imposition de taxes, ouverture, pavé macadamisé et entretien de rues et carrés, la construction et l'entretien de ponts, et pour obtenir le pouvoir de changer le mode de lever des taxes spéciales pour rembourser les argents dépensés sur les chemins macadamisés, la réparation de ponts et autres améliorations ; pour aider, louer, construire, mettre en opération ou garantir un revenu fixe aux chemins de fer électriques ou autres chemins de fer, omnibus ou lignes de diligence, dans le but d'offrir une communication rapide entre la ville et ses alentours et la cité de Montréal ; d'acheter l'Avenue Western et de faire un emprunt pour la payer ; d'acquérir tout terrain pour l'usage ou dans l'intérêt de la ville, soit en dedans ou en dehors des limites de la municipalité ; de pourvoir au loyer, achat ou érection d'aucune bâtisse dont la ville peut requérir, et faire un emprunt pour payer iceux, et pour d'autres fins.

DUNLOP, LYMAN & MACPHERSON,
Procureurs des Requérants.

Montréal, 28 septembre 1892. 4357-3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte constituant en corporation "La Compagnie Hypothécaire Canadienne," dans le but de faire des prêts aux propriétaires fonciers des villes et des campagnes de la province de Québec. La compagnie aura son siège principal à Montréal.

TAILLON, BONIN & PAGNUELO,
Avocats de la Requérente.

Montréal, 4 octobre 1892. 4389-3

toll-gate, and passing over or upon the said toll-bridge without paying the toll exigible, or otherwise avoiding the payment of the said tolls or driving horses, oxen or cattle over the same faster than a walk, shall incur a penalty for each offence not exceeding ten dollars.

THOS. HART,
President.
4555

Richmond, 12th October, 1892.

APPLICATION TO THE LEGISLATURE.

The chairman and trustees of the Islands du Moine and des Basques will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of a private bill, amending chapter 64, of the Quebec Statutes of 1884, 47 Vict., s. 15, in such manner as to restrain the power which has been granted to the said corporation to lease, alienate or dispose of a portion of the said Islands du Moine and des Basques or the whole property for other purposes than pasturing animals, to the case in which the said corporation would be authorized thereunto by the two-thirds in value of the proprietors of right of common in the said islands ; the vote of the proprietors of partial rights to be considered, in this respect, in the same proportion as they have respecting full rights.

GEORGE E. MATHIEU,
For the Petitioners.
4600

Sorel, 19th October, 1892.

NOTICE.

Application will be made at the next session of the Quebec Legislature, to divide the municipality of Saint Roch of Quebec, North, (in the Banlieu of the city of Quebec), in such manner as to separate the rural and agricultural portion from the village portion now known as Stadacona, Hedleyville and New Waterford.

J. LANGLOIS BELL,
Sollicitor for applicants.
4510

PUBLIC NOTICE.

The town of Cote Saint Antoine will apply to the legislature, at its next session, for the passing of an act to amend the charter of the town and the act amending the same as respects special improvements, expropriations, the levying of assessments, the opening macadamizing, paving and maintenance of streets and squares, the construction and maintenance of bridges, and for power to alter the mode of levying special assessments for the reimbursement of monies spent on macadamizing roads and repairing bridges and other improvements ; to aid, lease, construct, operate or guarantee a fixed revenue to electric or other railways omnibus or diligence lines, for the purpose of affording rapid communication between the town and its vicinity and the city of Montreal ; to purchase Western Avenue and to effect a loan to pay for same ; to acquire any land for the use or in the interest of the town, either within or without the limits of the municipality ; to provide for the lease, purchase or erection of any building which the town may require and effect a loan to pay for same, and for other purposes.

DUNLOP, LYMAN & MACPHERSON,
Attorneys for Applicants.

Montréal, 28th September, 1892. 4358

Notice is hereby given that an application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act incorporating "La Compagnie Hypothécaire Canadienne," for the purpose of making loans to land owners in towns and in rural districts in the province of Quebec. The principal place of business of the company will be in Montreal.

TAILLON, BONIN & PAGNUELO,
Attorneys for the Petitioner.

Montréal, 4th October, 1892. 4390

Avis est par les présentes donné que la Compagnie du Chemin Macadamisé de Laprairie s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendante sa charte d'incorporation et lui permettant de vendre et transporter sa charte et ses franchises, et donnant à l'acquéreur le droit d'exploiter le chemin de la compagnie.

CHAPLEAU, BISAILLON,
BROSSEAU & LAJOIE,

Procureurs de la compagnie.

Montréal, 4 octobre 1892. 4425-3

Avis est donné que l'honorable J. G. Laviolette, et MM. Robert Reid, Joël Leduc, Adolphe Lévesque et plusieurs autres citoyens de Montréal, formant partie d'une association connue sous le nom de "L'association Immobilière de Montréal", s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander que la charte de la cité de Montréal soit amendée et modifiée de façon à : 1° Réduire le nombre des échevins à deux par quartier ; 2° Augmenter la qualification foncière du maire et des échevins ; 3° Faire élire les échevins, partie par le vote des propriétaires fonciers et partie par le vote général ; 4° Changer la composition du comité des finances ; 5° Demander que le conseil de ville soit renouvelé en entier au premier février prochain ; 6° Déclarer qu'il faut être sujet anglais pour avoir droit de voter ; 7° Décréter que la cité ne pourra effectuer aucun emprunt ayant pour effet de porter la dette civique à une proportion plus grande que quinze pour cent de la valeur cotisée des immeubles imposables pour les fins ordinaires.

LAMOTHE et TRUDEL,

Avocats des Requérants.

Montréal, 15 septembre 1892. 4251-4

AVIS.

La corporation de la ville de Beauharnois s'adressera à la législature de la province de Québec, à la prochaine session, pour faire amender sa charte d'incorporation, 27 Vict., chap. 24, 1863, et 38 Vict., chap. 77, 1875.

L. C. TASSÉ,

Secrétaire-trésorier, V. B.

Beauharnois, 24 septembre 1892. 4327-4

AVIS PUBLIC.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de la Côte Saint-Antoine, dans le comté d'Hochelaga, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender les actes affectant la dite corporation, et pour obtenir plus de pouvoirs, entre autres les suivants :

1° Pour autoriser la dite corporation à faire des emprunts jusqu'au montant de \$100,000.00 par l'émission de débetures pour la construction d'écoles, et en général pour tous les buts sous sa juridiction.

2° Pour autoriser l'établissement d'une école supérieure ou *High School*, avec divisions modernes et classiques, et aussi d'un *Kinder-garten* et de régler le cours d'études d'icelle.

3° Pour admettre des écoliers d'autres municipalités et pour fixer les charges payables par eux.

4° Pour changer la date et les heures des élections des commissaires, et pour régler leurs nominations et qualifications.

5° Pour régler la date des séances.

6° Pour obtenir plus de pouvoir concernant la taxe, allocation d'escompte sur taxes, engagement d'instituteurs, distribution de prix, établissement de bibliothèques et muséums, et pour d'autres fins.

DUNLOP, LYMAN & MACPHERSON,

Procureurs des Requérants.

Montréal, 5 octobre 1892. 4431-3

Notice is hereby given that the Laprairie Turnpike Road Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending its charter and allowing it to sell and transfer its charter and franchises, and giving the purchaser the right to work the road of the company.

CHAPLEAU, BISAILLON,
BROSSEAU & LAJOIE,

Attorneys for said company.

Montreal, 4th October, 1892. 4426

Notice is given that the Honourable J. G. Laviolette and Messrs. Robert Reid, Joël Leduc, Adolphe Lévesque and several other citizens of Montreal, forming part of an association known as the "Real Estate Owner's Association of Montreal," will apply to the Quebec legislature, at its next session, to pray that the charter of the city of Montreal, be amended in such manner as : 1° To reduce the number of aldermen to two for each ward ; 2° To raise the real estate qualification of the mayor and aldermen ; 3° To have the aldermen elected partly by the votes of the real estate owners, and partly by the general vote ; 4° To alter the composition of the finance committee ; 5° To have the city council renewed entirely on the first of February next ; 6° To declare that to have a right of vote, a person must be a British subject ; 7° To allow the city to contract no loan which would have the effect of increasing the civic debt to a proportion larger than fifteen per cent of the assessed value of the real estate liable to taxation for ordinary purposes.

LAMOTHE & TRUDEL,

Attorneys for Petitioners

Montreal, 15th September, 1892. 4252

NOTICE.

Application will be made by the town of Beauharnois, at the first session of the legislature of the province of Quebec, for amendments to its charter, 27 Vict., chap. 24, 1863, and amended by 38 Vict., chap. 77, 1875.

L. C. TASSÉ,

Secretary treasurer, T. B.

Beauharnois, 24th September, 1892. 4328

PUBLIC NOTICE.

The school commissioners for the municipality of the town of Côte Saint Antoine, in the county of Hochelaga, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to amend the acts affecting said corporation and for further powers, amongst others the following :

1° To authorize said corporation to affect loans to the extent of \$100,000.00 by the issue of debentures for the construction of schools, and generally for all purposes within its jurisdiction.

2° To authorize the establishment of a superior or high school, with modern and classical divisions, and also of a kinder-garten, and to regulate the course of studies for same.

3° To admit scholars from other municipalities, and to fix the fees payable by them.

4° To change the date and hours of elections of commissioners, and to regulate their nominations and qualifications.

5° To regulate the period of sessions.

6° For further powers respecting taxation, allowance of discount on taxes, engagement of teachers, the awarding of prizes, establishment of libraries and muséums, and for other purposes.

DUNLOP, LYMAN & MACPHERSON,

Attorneys for applicants.

Montreal, 5th October, 1892. 4432

Avis Divers

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
Dame Idella Victoria Reid, du canton d'Ascot, dans
le district de Saint-François, épouse de Benjamin
Little, du même lieu, Demanderesse ;
vs.
Benjamin Little susdit, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause.
JOSEPH L. TERRILL,
Procureur de la Demanderesse.
Sherbrooke, 5 octobre 1892. 4551

District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2526. }
Dame Sarah Jane Thompson, épouse de Henry
Alfred Madley, de la cité de Montréal, imprimeur,
a institué une action en séparation de biens contre
son dit mari.
MACLAREN, LEET,
SMITH & SMITH,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 12 octobre 1892. 4553

AVIS.

Avis est par les présentes donné que demande
sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec, pour obtenir des lettres
patentes, sous le grand Sceau de la province,
octroyant une charte constituant en corps politique
les requérants et telles autres personnes qui pour-
ront devenir actionnaires de la compagnie.

- 1° Le nom social de la compagnie sera La Com-
pagnie d'Imprimerie Desaulniers ;
- 2° Ses objets sont la publication du journal *Le
National* et de tous autres journaux que la compa-
gnie pourra décider d'acquérir ou de publier, et
l'exploitation d'ateliers d'imprimerie, de reliure, de
clicherie et de lithographie ;
- 3° Le montant du fonds social de la compagnie
sera de vingt-cinq mille piastres, divisé en cinq
cents actions de \$50 chacune ;
- 4° Le siège principal des affaires de la compagnie
sera en la cité de Montréal, dans le district de
Montréal, en la province de Québec ;
- 5° Les noms des requérants sont les suivants :
Raymond Préfontaine, avocat ; Honoré Gervais,
avocat ; Joseph Brunet, entrepreneur de maisons ;
Gonzalve Desaulniers, journaliste, et Trefflé Bastien,
entrepreneur de maisons, tous de la dite cité de
Montréal ;
- 6° Les dits Raymond Préfontaine, Honoré Ger-
vais, Joseph Brunet, Gonzalve Desaulniers, Trefflé
Bastien, qui sont et seront les premiers directeurs
de la compagnie, sont tous sujets britanniques.

RAINVILLE, ARCHAMBEAULT
& GERVAIS,
Avocats et Procureurs des Requérants.
Montreal, 19 octobre 1892. 4601

PROVINCE DE QUEBEC.

COMTÉ DE BAGOT.

Paroisse de Saint-Liboire.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné, en conformité de l'acte
45 V. ch. 50, sec. 2, qu'une compagnie d'assurance
mutuelle contre le feu, connue sous le nom de " La
Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, de
la paroisse de Saint-Liboire ", a été formée le trois
octobre courant.

P. S. BEAUREGARD,
Secrétaire intérimaire.
Saint-Liboire, 15 octobre 1892. 4625

Miscellaneous Notices

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
Dame Idella Victoria Reid, of the township of Ascot,
in the district of Saint Francis, wife of Benjamin
Little, of the same place, Plaintiff ;
vs.
Benjamin Little above described, Defendant.
A writ of *separation de biens* has issued in the
above cause.
JOSEPH L. TERRILL,
Attorney for Plaintiff.
Sherbrooke, 5th October, 1892. 4552

District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2526. }
Dame Sarah Jane Thompson, wife of Henry
Alfred Madley, of the city of Montreal, printer,
was instituted an action *en séparation de biens* against
her said husband.
MACLAREN, LEET,
SMITH & SMITH,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 12th October, 1892. 4554

NOTICE.

Notice is hereby given that application will be
made to His Honor the lieutenant governor of the
province of Quebec, to obtain letters patent, under
the great Seal of the province of Quebec, granting a
charter incorporating as a body politic the petitioners
and such other persons as may become shareholders
of the company.

- 1° The corporate name of the company will be
" La Compagnie d'Imprimerie Desaulniers " ;
- 2° Its object is the publication of the newspaper
Le National and any other newspapers which the
company may decide upon purchasing or publishing,
also the carrying on of the business of printing,
binding and lithographing ;
- 3° The amount of the capital stock of the com-
pany will be twenty-five thousand dollars, divided
into five hundred shares of fifty dollars each ;
- 4° The company's chief place of business will be
in the city of Montreal, in the district of Montreal,
in the province of Quebec ;
- 5° The names of the petitioners are as follows :
Raymond Préfontaine, advocate ; Honoré Gervais,
advocate ; Joseph Brunet, contractor ; Gonzalve
Desaulniers, journalist, and Trefflé Bastien, con-
tractor, all of the said city of Montreal ;
- 6° The said Raymond Préfontaine, Honoré Ger-
vais, Joseph Brunet, Gonzalve Desaulniers and
Trefflé Bastien, will be the first or provisional
directors of the said company, and are all british
subjects.

RAINVILLE, ARCHAMBEAULT
& GERVAIS,
Attorneys and Solicitors for Petitioners.
Montreal, 19th October, 1892. 4602

PROVINCE OF QUEBEC.

COUNTY OF BAGOT.

Parish of Saint Liboire.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, in conformity with the act 45 V.,
ch. 50, sec. 2, that a mutual fire insurance company,
known under the name of " The Mutual Fire Insur-
ance, of the parish of Saint Liboire ", has been
established on the third day of October instant.

P. S. BEAUREGARD,
Secretary *ad interim*.
Saint Liboire, 15th October, 1892. 4626

Province de Québec,
District de St-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No. 1443.

Madame Eudais Jetté, de la paroisse de Saint-Ephrem d'Upton, a intenté, aujourd'hui, une action en séparation de biens contre son mari, Henri Messier, cultivateur, du même lieu.

A. O. T. BEAUCHEMIN,
Avocat de la Demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 7 octobre 1892. 4441-2

Cour Supérieure.—District de Montréal.
No. 2063.

Liase Brunet, de la cité de Montréal, a institué devant cette cour une séparation de biens contre Bolivard Charlebois, charretier, du même lieu.

ARTHUR DESJARDINS,
Avocat de la Demanderesse.
Montréal, 13 octobre 1892. 4537-2

Cour Supérieure.—District de Montréal.
No. 558.

Angèle Bourgoin, de la cité de Montréal, a institué devant cette cour une séparation de biens contre Joseph Perrault, tailleur de pierre, du même lieu.

DESJARDINS & SARRASIN,
Avocats de la Demanderesse.
Montréal, 13 octobre 1892. 4539-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Joséphine Delège, de la paroisse de Longueuil, dans le district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, épouse commune en biens de Félix Emard, fils, cultivateur, du même lieu,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Félix Emard, fils, Défendeur.
La demanderesse a, ce jour, institué une action en séparation de biens de son dit mari, le défendeur.

PREFONTAINE & ST. JEAN,
Avocats de la Demanderesse.
Montréal, 28 septembre 1892. 4365-3

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir des lettres patentes sous le grand Sceau de la province, octroyant une charte aux requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la dite compagnie ainsi créée, les constituant en corps politique et incorporé.

Premièrement.—Le nom proposé de la compagnie sera "The Drummond Lumber Company."

Deuxièmement.—L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est dans le but de manufacturer et vendre comme manufacturiers et marchands en général, et particulièrement pour manufacturer et vendre du bois de toute sorte, de posséder et mettre en opération des moulins à scie, manufacturer de la pulpe, pulpe de bois, et mettre en opération les moulins et factories pour la manufacture de la pulpe, d'acquérir des limites à bois et terres nécessaires aux affaires de la dite compagnie ; et aussi de construire des chemins à lisses et chemins devant être mis en opération par la vapeur et chevaux, suivant qu'il sera jugé nécessaire pour les buts de leurs dites affaires, et d'acquérir toute telle propriété immobilière qui sera nécessaire pour leurs affaires, lesquelles dites opérations de la dite compagnie se feront dans toute la Puissance du Canada.

Troisièmement.—L'endroit, dans les limites de la province de Québec, choisi pour sa principale place d'affaires, sera dans la ville de Drummondville, dans le comté de Drummond.

Quatrièmement.—Le montant proposé du fonds social de la dite compagnie sera de soixante et quinze mille piastres (\$75,000).

Cinquièmement.—Le nombre d'actions de la dite compagnie sera de sept cent cinquante (750), et le montant de chaque action sera de cent piastres (\$100).

Province of Quebec,
District of St. Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 1443.

Mrs. Eudais Jetté, of the parish of Saint Ephrem of Upton, has instituted, to-day, an action in separation as to property against her husband, Henri Messier, of the same place, farmer.

A. O. T. BEAUCHEMIN,
Attorney for Plaintiff.
Saint Hyacinth, 7th October, 1892. 4442

Superior Court.—District of Montreal.
No. 2063.

Liase Brunet, of the city of Montreal, has instituted an action in separation of property against Bolivard Charlebois, carter, of the same place.

ARTHUR DESJARDINS,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 13th October, 1892. 4538

Superior Court.—District of Montreal.
No. 558.

Angele Bourgoin, of the city of Montreal, has instituted an action in separation of property against Joseph Perrault, stone cutter, of the same place.

DESJARDINS & SARRASIN,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 13th October, 1892. 4540

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Josephine Delège, of the parish of Longueuil, in the district of Montreal, duly authorized a ester en justice, wife common as to property from Felix Emard, fils, farmer, of the same place,
Plaintiff ;

vs.

The said Felix Emard, fils, Defendant.
The plaintiff has, to-day, instituted an action in separation as to property from said husband, the defendant.

PREFONTAINE & ST. JEAN,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 28th September, 1892. 4366

Public notice is hereby given that application will be made to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, for letters patent under the great Seal of the province, to grant a charter to the petitioners and such others as shall be shareholders of the said company, thereby created, constituting them a body politic and corporate.

Firstly.—The proposed name of the company is The Drummond Lumber Company.

Secondly.—The object for which incorporation is sought is for the purpose of manufacturing and selling as general manufacturers and general merchants, and particularly for the manufacture and selling of all kinds of lumber, to own and operate saw mills, manufacture pulp, pulp wood, and operate the mills and factory for the manufacture of pulp, to acquire timber limits and lands necessary for the purpose of the business of the said company ; and also to build such tramways and roads to be operated by steam and horse power, as may be necessary for the purposes of their said business, and to acquire all such immovable property as may be necessary for their business, which said operations of the said company shall be carried on throughout the Dominion of Canada.

Thirdly.—The place, within the limits of the province of Quebec, selected for its principal place of business, is the town of Drummondville, in the county of Drummond.

Fourthly.—The proposed amount of the capital stock of the said company is seventy-five thousand dollars (\$75,000).

Fifthly.—The number of shares of said company is seven hundred and fifty (750), and the amount of each share is one hundred dollars (\$100).

Sixièmement.—Les noms, résidences et professions de chacun des requérants, sont comme suit : William Mitchell, de la ville de Drummondville, dans le comté de Drummond, manufacturier ; Joseph Patrick, manufacturier ; David Mitchell, marchand de bois ; George Herbert Church, marchand de bois, tous de Carmel, dans le dit comté de Drummond ; et Vivian Burrell, marchand de bois, du canton de Wendover, dans le dit comté de Drummond, tous de la province de Québec, et tous sont sujets anglais, lesquels seront les premiers directeurs et directeurs provisoires de la dite compagnie.

GREENSHIELDS & GREENSHIELDS,
Procureurs des Requérants.
Montréal, 29 septembre 1892. 4359-3

Avis est donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir des lettres patentes, sous le grand Sceau de la province, octroyant une charte d'incorporation aux requérants et à toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la dite compagnie, les constituant en corps incorporé.

1° Le nom de la compagnie sera "La compagnie du journal *Le Monde*."

2° L'objet pour lequel la dite incorporation est demandée, est d'imprimer et de publier des journaux et autres publications.

3° Le principal bureau d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de \$75,000, divisé en sept cent cinquante actions de cent piastres chacune.

5° Les noms au long, résidence et profession de chacun des requérants sont comme suit : Eusèbe Sénécal, éditeur ; André Sénécal, éditeur ; Denis Poitras, comptable ; Aimé Sénécal, éditeur ; et Dame Théophanie Carpentier, épouse séparée de biens du dit André Sénécal, tous cinq de la cité et du district de Montréal.

Les dits Eusèbe Sénécal, André Sénécal et Denis Poitras sont des sujets anglais résidant au Canada, et seront les premiers directeurs de la compagnie.

LAMOTHE & TRUDEL,
Avocats des requérants.
Montréal, 20 septembre 1892. 4253-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 369.

Dame Marie Racine, épouse de Noël Papineau, commerçant de grains, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs.

Le dit Noël Papineau, Défendeur.

La demanderesse a, le trois de mars dernier, institué une action en séparation de biens contre le défendeur.

J. H. MIGNERON,
Avocat de la Demanderesse,
Montréal, 19 septembre 1892. 4275-4

District de Montréal, }
No. 2422. } *Cour Supérieure.*

Mme Exilda Hogue, de la cité et du district de Montréal, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari, Isaïe Tétrault, manufacturier, du même lieu.

LAVALLEE & LAVALLEE,
Avocats de la Demanderesse.
Montréal, 20 septembre 1892. 4269-4

Province de Québec, }
Ville de Louiseville. }

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné que les soussignés, Auguste Desrosiers, manufacturier ; Antoine Gagnon, menuisier ; Louis Pichette, marchand ; Charles Trépanier, marchand, tous de la ville de

Sixthly.—The names and addresses and calling of each of the applicants, are as follows :

William Mitchell, of the town of Drummondville, in the county of Drummond, manufacturer ; Joseph Patrick, manufacturer ; David Mitchell, lumber dealer ; George Herbert Church, lumber dealer, all of Carmel, in the said county of Drummond ; and Vivian Burrell, lumber dealer, of the township of Wendover, in the said county of Drummond, all within the province of Quebec, and all of which are british subjects, and all of whom will be the first and provisional directors of said company.

GREENSHIELDS & GREENSHIELDS,
Attorneys for Applicants.
Montreal, 29th September, 1892. 4360

Notice is hereby given that application will be made to His Honor the lieutenant-governor of the province of Quebec, for the issuing of letters patent under the great Seal of said province, granting a charter of incorporation to the petitioners and such others as may become members of the said company, constituting them a body corporate.

1° The corporate name of the company will be "The *Le Monde* newspaper Company."

2° The object for which the said incorporation is sought, is to print and publish newspapers and other publications.

3° The chief place of business of the said company will be at the city of Montreal.

4° The proposed amount of capital stock of said company is \$75,000, divided into seven hundred and fifty shares of one hundred dollars each.

5° The names in full and addresses and callings of each of the petitioners are as follows : Eusèbe Sénécal, editor ; André Sénécal, editor ; Denis Poitras, accountant ; Aimé Sénécal, editor ; and Dame Théophanie Carpentier, wife separated as to property of the said André Sénécal, all five of the city and district of Montreal.

The said Eusèbe Sénécal, André Sénécal and Denis Poitras are english subjects residing in Canada, and will be the first directors of the said company.

LAMOTHE & TRUDEL,
Solicitors for petitioners.
Montreal, 20th September, 1892. 4254

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 369.

Dame Marie Racine, wife of Noël Papineau, of the city and district of Montreal, trader, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff :

vs.

The said Noël Papineau, Defendant.

An action in separation of property has, the third day of March last, been instituted against the defendant.

J. H. MIGNERON,
Attorney for Plaintiff
Montreal 19th September, 1892. 4276

District of Montreal, }
No. 2422. } *Superior Court.*

Mme Exilda Hogue, of the city and district of Montreal, has, to day, instituted an action in separation as to property against her husband, Isaïe Tétrault, of the same place, manufacturer.

LAVALLEE & LAVALLEE,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 20th September 1892. 4270

Province of Quebec, }
Town of Louiseville. }

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the undersigned, Auguste Desrosiers, manufacturer ; Antoine Gagnon, joiner ; Louis Pichette, merchant ; Charles Trépanier, merchant, all of the town of Louiseville, county of Mas-

Louiseville, comté de Maskinongé, district des Trois-Rivières; Pierre Beland, cultivateur et commerçant, de la paroisse de la Rivière du Loup, comté de Maskinongé, district des Trois-Rivières, se proposent de faire application au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par l'incorporation d'une compagnie par lettres patentes, dans le but de faire des affaires comme manufacturiers d'allumettes dans la province de Québec, sous le nom de "Montreal Match Company," avec un fonds social de dix mille piastres, divisé en cent actions de cent piastres chacune.

La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la ville de Louiseville, et les personnes ci-dessus nommées seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

PIERRE BELAND,
AUG. DESROSIERS,
ANTOINE GAGNON,
CHS. TREPANIER,
LOUIS PICHETTE.

4535-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 304.

Dame Jane Burns, de la municipalité du Coteau Saint-Louis, dit district, épouse de James Peyton, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs.

Le dit James Peyton, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée le deux août dernier, en cette cause.

LOUIS MASSON,
Procureur de la Demanderesse.

Montréal, 20 septembre 1892. 4309-4

Canada,
Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No. 71.

Dame Virginie Dupont, de la cité des Trois-Rivières, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son mari, Henri Robert, père, commerçant, du même lieu.

R. S. COOKE,

Avocat de la Demanderesse.

Trois-Rivières, 17 septembre 1892. 4305-4

Québec, }
No. 1464. } *Dans la Cour Supérieure.*

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par Dame Ellen Conway, de Saint-Joseph de Lévis, contre son mari John Murphy, du même lieu.

W. J. MILLER,

Procureur de la demanderesse.

Québec, 20 septembre 1892. 4221-5

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
In re Henry Belleville, Failli.

Nous, soussignés, comptables, de la cité de Montréal, avons été dûment nommés curateurs aux biens du dit failli par l'honorable juge Plamondon, en date du 14ième jour d'octobre courant.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations à notre bureau, No. 15, rue Saint-Jacques, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

BILODEAU & RENAUD,

Curateurs.

Montréal, 15 octobre 1892. 4557

kinongé, district of Three Rivers; Pierre Beland, farmer and trader, of the parish of the River du Loup, county of Maskinongé, district of Three Rivers, intend to apply to the lieutenant governor of the province of Quebec, for the incorporation of a joint stock company by letters patent for the purpose of carrying on business as manufacturers of matches in the province of Quebec, under the name of the "Montreal Match Company," with a capital stock of ten thousand dollars, divided into one hundred shares of one hundred dollars each.

The said company's principal place of business will be in the town of Louiseville, and the persons above named will be the first directors of the said company.

PIERRE BELAND,
AUG. DESROSIERS,
ANTOINE GAGNON,
CHS. TREPANIER,
LOUIS PICHETTE.

4536

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 304.

Dame Jane Burns, of the municipality of Coteau Saint Louis, said district, wife of James Peyton, trader, of the same place, duly authorize to ester en justice, Plaintiff;

vs.

The said James Peyton, Défendeur.
An action for separation as to property has been instituted on the second of August last, in this cause.

LOUIS MASSON,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 20th September, 1892. 4310

Canada,
Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 71.

Dame Virginie Dupont, of the city of Three Rivers, has, this day, intited an action in separation as to property against her husband, Henri Robert, senior, trader, of the same place.

R. S. COOKE,

Attorney for the Plaintiff.

Three Rivers, 17th September, 1892. 4306

Quebec, }
No. 1464. } *In the Superior Court.*

An action in separation as to property has been instituted, this day, at the request of Mrs. Ellen Conway, of Saint Joseph of Levis, against her husband John Murphy, of the same place.

W. J. MILLER,

Attorney of plaintiff.

Quebec, 20th September, 1892. 4222

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
In re Henry Belleville, Insolvent.

We, the undersigned, accountants, of the city of Montreal, have been duly appointed joints curators in the estate of said insolvent by the Honorable judge Plamondon, in date of 14th day of October instant.

The creditors of said insolvent are requested to produce their claims at our office, No. 15, Saint James street, within thirty days from the present notice.

BILODEAU & RENAUD,

Curators.

Montreal, 15th October, 1892. 4558

Province de Québec, }
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*
No. 1977.

In re D. E. Landry, Insolvable.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 7ème jour de novembre 1892. Ce dividende sera payable à mon bureau, le ou après le 8 novembre 1892.

TELESPHORE TARDIF,
Curateur.

Bureau : 45, rue Dalhousie,
Québec, 20 novembre 1892. 4577

Province de Québec, }
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de D. Fortin & Cie., de Saint-Prime, Faillis
Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, du 12 octobre 1892, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requis de les produire devant moi sous 30 jours du présent avis.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 73, rue Saint-Pierre,
Québec, 17 octobre 1892. 4579

Canada }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Richelieu. }
No. 3754.

P. P. Mailloux, Demandeur ;

vs.

Augustin Pontbriand, Défendeur.
Avis est par le présent donné que Augustin Pontbriand, de Saint-Guillaume d'Upton, a fait cession judiciaire de ses biens en faveur de ses créanciers.

BRUNEAU & PLAMONDON,
Avocats du demandeur.

Sorel, 18 octobre 1892. 4589

Province de Québec, }
District de Gaspé, } *Cour Supérieure.*
Comté de Bonaventure. }

Dans l'affaire de James Enright, marchand, de Port Daniel, Insolvable.

Avis est par le présent donné que, le 12^e jour d'octobre 1892, par ordre de la cour, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de produire leurs réclamations dans mon bureau sous trente jours de la date du présent avis.

WALTER HAMON,
Curateur.

Bureau : chez Charles Robin Collas & Cie.,
Paspébiac, 13 octobre 1892. 4637

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*

Antoine Cabana, père, Requéant ;

vs.

Antoine Cabana, fils, marchand, de la paroisse de Saint-Ephrem d'Upton, district de Saint-Hyacinthe, Cédant.

Avis est par le présent donné que le cédant a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens devant la cour supérieure de ce district.

LUSSIER & GENDRON,
Procureurs du Requéant.

Saint-Hyacinthe, 18 octobre 1892. 4593

Avis est par le présent donné que Fidèle Blouin, jr., Québec, a, ce jour, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du prothonotaire de la cour supérieure pour le district de Québec, conformément aux dispositions de l'acte 48 Vict. chap. 22.

D. ARCAND,
Gardien provisoire.

Québec, 18 octobre 1892. 4629

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } *Superior Court.*
No. 1977.

In re D. E. Landry, Insolvent.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 7th day of November, 1892. This dividend will be payable at my office, on or after the 8th November, 1892.

TELESPHORE TARDIF,
Curator.

Office : 45, Dalhousie street,
Quebec, 20th October, 1892. 4578

Province of Quebec, }
District of Chicoutimi. } *Superior Court.*

In the matter of D. Fortin & Co., of Saint Prime, Insolvents.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated 12th October, 1892, I have been appointed curator to the property of this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 73, Saint Peter street,
Quebec, 17th October, 1892. 4580

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Richelieu. }
No. 3754.

P. P. Mailloux, Plaintiff ;

vs.

Augustin Pontbriand, Defendant.
Notice is hereby given that Augustin Pontbriand, of Saint Guillaume d'Upton, has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

BRUNEAU & PLAMONDON,
Attorneys for plaintiff.

Sorel, 18th October, 1892. 4590

Province of Quebec, }
District of Gaspé, } *Superior Court.*
County of Bonaventure. }

In the matter of James Enright, merchant, Port Daniel, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 12th day of October, 1892, by order of the court, I have been appointed curator to the property of this estate.

Creditors of the said insolvent are requested to file their claims in my office within thirty days from the date of the present notice.

WALTER HAMON,
Curator.

Office : at Charles Robin Collas & Co.,
Paspébiac, 13th October, 1892. 4638

Province of Quebec, }
District of Saint-Hyacinthe. } *Superior Court.*

Antoine Cabana, senior, Petitioner ;

vs.

Antoine Cabana, junior, merchant, of the parish of Saint Ephrem of Upton, district of Saint Hyacinthe, Abandoner.

Notice is hereby given that the said abandoner has, this day, made a judicial abandonment of his property before the superior court of this district.

LUSSIER & GENDRON,
Attorneys for Plaintiff.

Saint Hyacinthe, 18th October, 1892. 4594

Notice is hereby given that Fidèle Blouin, jr, of Quebec, has, this day, made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court of the district of Quebec, pursuant to the provisions of the Act 48 Vict. ch. 22.

D. ARCAND,
Provisional guardian.

Quebec, 18th October, 1892. 4630

Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire J. C. Boulanger, Saint-François-
 Xavier de Brompton, Failli.
 Avis est par le présent donné que, le douzième
 jour d'octobre 1892, par ordre de la cour, nous
 avons été nommés curateurs conjoints des biens du
 failli. Les réclamations doivent être déposées dans
 notre bureau sous trente jours.
LAMARCHE & OLIVIER,
 Curateurs conjoints.
 1709, rue Notre-Dame, Montréal. 4609

Province de Québec, }
 District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Timoléon Lacourcière, Saint-
 Stanislas, Failli.
 Avis est par le présent donné, que le treizième
 jour d'octobre 1892, par ordre de la cour, nous avons
 été nommés curateurs conjoints des biens du failli.

Les réclamations doivent être déposées dans notre
 bureau sous trente jours.
LAMARCHE & OLIVIER,
 Curateurs conjoints.
 No. 709, rue Notre-Dame, Montréal. 4607

Province de Québec, }
 District d'Arthabaska, } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Elise Lemieux, marchande, Black
 Lake, Insolvable.
 Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un
 ordre de la cour, en date du 13 courant, j'ai été
 nommé curateur aux biens de cette succession.
 Toutes personnes ayant des réclamations contre
 cette succession sont requises de les produire devant
 moi dans les 30 jours de cette date.

HENRY A. BEDARD,
 Curateur.
 Bureau : 125, rue Saint-Pierre,
 Québec, 20 octobre 1892. 4639

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDA- TIONS.

Canada, }
 Province de Québec, }
 District et cité de }
 Québec. }
 Dans l'affaire de The Burland Lithographic Co.,
 En liquidation.
 Je, soussigné, John M. M. Duff, liquidateur
 dûment nommé, donne avis par le présent qu'un
 premier et dernier bordereau de dividendes a été
 préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection
 jusqu'au septième jour de novembre 1892, après
 laquelle date les dividendes seront payés dans mon
 bureau, No 52, Imperial Building, Place d'Armes.
J. M. M. DUFF,
 Liquidateur.
 Montréal, 21 octobre 1892. 4627

Licitations

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Québec. }
 No. 1462.

LICITATION A LA FOLLE ENCHERE.

Avis public est par le présent donné qu'attendu
 que par le jugement de la cour supérieure, siégeant
 à Québec, dans le district de Québec, le dix-neuf
 décembre mil huit cent quatre-vingt-trois, dans une
 cause dans laquelle Dame Marguerite Picard, de la
 paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette,
 épouse commune en biens de Zéphirin Duhamel, du
 même lieu, cultivateur, et le dit Zéphirin Duhamel
 tant en son nom personnel que pour assister et auto-

Province of Quebec, }
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*
 In the matter of J. C. Boulanger, Saint François
 Xavier de Brompton, an Insolvent.
 Notice is hereby given that, on the twelfth day of
 October, 1892, by order of the court, we were
 appointed joint curators to the estate of the above
 named insolvent. Claims must be filed at our office
 within thirty days.
LAMARCHE & OLIVIER,
 Joint curators.
 1709, Notre Dame street, Montreal. 4610

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
 In the matter of Timoleon Lacourcière, Saint
 Stanislas, an Insolvent.
 Notice is hereby given that, on the thirteenth
 day of October, 1892, by order of the court, we were
 appointed joint curators to the estate of the said
 insolvent.

Claims must be filed at our office within thirty
 days.
LAMARCHE & OLIVIER,
 Joint curators.
 No. 1709, Notre Dame street, Montreal. 4608

Province of Quebec, }
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*
 In the matter of Elise Lemieux, merchant, Black
 Lake, Insolvent.
 Notice is hereby given that in virtue of an order
 of the court, dated 13th inst., I have been appointed
 curator to the property of this estate.
 All persons having claims against said estate are
 requested to file them with me within 30 days of
 this date.

HENRY A. BEDARD,
 Curator.
 Office : 125, Saint Peter street,
 Québec, 20th October, 1892. 4640

UNDER THE WINDING UP ACT

Canada, }
 Province of Quebec, }
 City and district of }
 Québec. }
 In the matter of The Burland Lithographic Co.,
 In liquidation.
 I, the undersigned, John M. M. Duff, liquidator
 duly appointed, do hereby give notice that a first
 and final dividend sheet has been prepared in this
 matter, open to objection until the seventh day of
 November, 1892, after which dividends will be paid
 at my office, room No. 52, Imperial Building,
 Place d'Armes.
J. M. M. DUFF,
 Liquidator.
 Montreal, 21st October, 1892. 4628

Licitations

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Québec. }
 No. 1462.

LICITATION A LA FOLLE ENCHÈRE

Public notice is hereby given that whereas by
 judgment of the superior court, sitting at Québec,
 in the district of Québec, on the nineteenth day of
 December, one thousand eight hundred and eighty-
 three, in a cause in which Dame Marguerite Picard,
 of the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette,
 wife common as to property of Zéphirin Duhamel,
 of the same place, farmer, and the said Zéphirin
 Duhamel as well in his own name as for the pur-

riser sa dite épouse, sont Demandeurs; et Dame Claire Picard, épouse commune en biens de Henry O'Sullivan, de la dite paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, écuyer, arpenteur et employé civil, et le dit Henry O'Sullivan tant en son nom personnel que pour assister et autoriser sa dite épouse, et Paul Picard, du même lieu, écuyer, notaire et employé civil, sont Défendeurs; la licitation a été ordonnée de certains immeubles y décrits, notamment:

1° (1) "Un immeuble étant le numéro mille trente, du cadastre de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette susdit; borné au nord-ouest par le numéro mille vingt-neuf, au sud-est par le numéro mille trente et un, au nord-est par le numéro mille vingt-sept, et au sud-ouest par la rivière Saint-Charles, mesurant un arpent, sept perches et treize pieds de large sur sept arpents et cinq perches de profondeur;"

Qu'attendu que le seize septembre mil huit cent quatre-vingt-dix, la licitation a eu lieu devant cette cour des immeubles en question, notamment de celui susdécrit et que Paul Picard, de la dite paroisse, notaire, et l'un des défendeurs en cette cause, s'est porté adjudicataire du dit lot mille trente (1030), pour une somme de (\$150) cent cinquante piastres;

Qu'attendu que le dit Paul Picard a fait défaut de payer son prix d'adjudication suivant la loi;

Qu'attendu que par jugement de cette cour du dix octobre mil huit cent quatre-vingt-onze, il a été ordonné que l'immeuble susdécrit fût revendu à la folle enchère de Paul Picard;

Qu'attendu que par jugement interlocutoire de cette cour, en date du dix octobre courant, sur motion de la part de la dite Dame Claire Picard et Henry O'Sullivan, ceux-ci ont été autorisés de procéder à la licitation du dit immeuble à la folle enchère du dit Paul Picard.

L'immeuble susdécrit sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIX-NEUVIÈME jour de NOVEMBRE prochain, cour tenante, dans la salle d'audience, dans la cour supérieure, siégeant au palais de justice, dans la ville de Québec, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, notamment à la condition que chaque enchérisseur sera tenu de faire un dépôt à être fixé par cette cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charger ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins quinze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

E. J. FLYNN,

Procureur de Dame Claire Picard *et vir.*

Québec, ce 19 octobre 1892. 4583

[Première publication, 22 octobre 1892.]

Province de Québec, }
District de Bedford. } Cour Supérieure.
No. 4806. }

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, pour le Bas-Canada, siégeant à Sweetsburg, dans le district de Bedford, le douzième (12e) jour de septembre courant (1892), dans une cause sous le numéro 4806, dans laquelle La Banque des Cantons de l'Est (Eastern Townships' Bank), corps politique et dûment incorporé, suivant la loi, et ayant son

pose of assisting and authorizing his said wife, are Plaintiffs; and Dame Claire Picard, wife common as to property of Henry O'Sullivan, of the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, esquire, land surveyor and civil employee, and the said Henry O'Sullivan as well in his own name as for the purpose of assisting and authorizing his said wife, and Paul Picard, of the same place, esquire, notary and civil employee, are Defendants; the licitation of certain immovables therein described, namely the following, has been ordered:

1° (1) "An immovable property being the number one thousand and thirty (1030), of the cadastre of Saint Ambroise de la Jeune Lorette aforesaid; bounded to the north west by number one thousand and twenty-nine (1029), to the south east by number one thousand and thirty-one (1031), to the north east by number one thousand and twenty-seven (1027), and to the south west by river Saint Charles, measuring one arpent, seven perches and thirteen feet in breadth by seven arpents and five perches in depth;"

That whereas on the sixteenth day of September one thousand eight hundred and ninety, the licitation took place before this court of the immovables in question, namely of the one above described, and that Paul Picard of the said parish, notary, and one of the defendants in this cause, became the purchaser of the said lot one thousand and thirty (1030), for the sum of one hundred and fifty dollars (\$150);

That whereas the said Paul Picard has made default to pay the said price of adjudication according law;

That whereas by judgment of this court of the tenth day of October, one thousand eight hundred and ninety-one (1891), it has been ordered that the said immovable be resold *à la folle enchère* of the said Paul Picard;

That whereas by interlocutory judgment of this court of the tenth October instant, on motion by the said Dame Claire Picard and Henry O'Sullivan, they have been authorized to proceed to the licitation of the said immovable *à la folle enchère* of the said Paul Picard.

The property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on SATURDAY, the NINETEENTH day of NOVEMBER next, sitting the court, in the court room of the superior court, sitting in the court house, in the city of Quebec, subject to the charges, clauses and conditions in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court, and more particularly to the condition that each bidder will be held to make a deposit to be fixed by this court, and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, fifteen days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and oppositions for payment must be filed within the six days next after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

E. J. FLYNN,

Attorney for Claire Picard *et vir.*

Quebec, 19th October, 1892. 4584

[First published, 22nd October, 1892.]

Province of Quebec, }
District of Bedford. } Superior Court.
No. 4806. }

LICITATION.

Public notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court for Lower Canada, sitting at Sweetsburg, in the district of Bedford, on the twelfth (12th) day of September instant (1892), in a cause under the number 4806, in which The Eastern Townships' Bank, a body politic and corporate duly incorporated, according to law, and having its head office and principal place

bureau d'affaires principal en la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, et ayant une succursale en la ville de Bedford, dit district de Bedford, est Demanderesse ; et Christopher White, de Virginia City, dans l'Etat de Nevada, un des États-Unis d'Amérique, *stevedore*, et Robert White, maintenant absent de cette province et en pays étranger, tous deux issus du mariage entre feu Thomas White et feue Catherine Murphy, tous deux décédés, et représentant feu Patrick Murphy, en son vivant de la ville de Bedford, aussi décédé, dans le district de Bedford, sont Défendeurs, ordonnant la vente par licitation d'un certain immeuble décrit comme suit, savoir :

Un certain lopin ou morceau de terre situé dans la dite ville de Bedford, formant partie du lot numéro neuf, dans le sixième rang de l'arpentage primitif du canton de Stanbridge, et maintenant désigné sous les numéros dix-sept cent dix-sept (1717) et dix-sept cent dix-huit (1718), sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton de Stanbridge, contenant en tout quatre-vingt mille cent quatre-vingt-deux pieds en superficie, et borné comme suit : en front ou au sud par le chemin public, menant de Bedford à Stanbridge Station ; en arrière, vers le nord, par la rivière aux Brochets ; vers l'est par le numéro 1716, du cadastre, et vers l'ouest par le numéro 1719, du cadastre — avec les bâtisses et améliorations dessus érigées et faites.

L'immeuble ci-dessus décrit sera mis en vente et adjugé au plus haut et dernier enchérisseur, le DOUZIÈME jour de DECEMBRE prochain (1892), à DIX heures de l'avant-midi, au palais de justice, à Sweetsburg susdit, où siège la cour et séance tenante ; sujette, la dite vente, aux charges, clauses et conditions mentionnées au cahier des charges déposé au bureau du protonotaire de la dite cour ; et toutes oppositions afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire, qui peuvent être faites à la dite licitation, doivent être produites au bureau du protonotaire de la dite cour, au moins quinze jours avant le jour fixé, comme susdit, pour la vente et adjudication ; et les oppositions afin de conserver doivent être produites dans les six jours qui suivront l'adjudication ; et toutes personnes faisant défaut de produire leurs oppositions dans les délais ci-dessus mentionnés seront forclosés de le faire.

LEONARD & NOYES,
Protonotaire, C. S.

BAKER & MARTIN,
Proc. de la Demanderesse.
Sweetsburg, 15 septembre 1892. 4163 2
[Première publication, 24 septembre 1892.]

Ventes par le Sherif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soissigne, avant les quinze jours qui précèdent immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

of business in the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, and having a branch office at the town of Bedford, in the district of Bedford, is Plaintiff ; and Christopher White, of Virginia City, in the State of Nevada, one of the United States of America, *stevedore*, and Robert White, now absent from this Province and in parts unknown, both being issue of the marriage of the late Thomas White, with the late Catherine Murphy, both deceased, and representing the late Patrick Murphy, in his lifetime of the town of Bedford, in the district of Bedford, also deceased, are Defendants, ordering the sale by way of licitation of a certain immovable property described as follows, to wit :

That certain tract or parcel of land situate, lying and being in said town of Bedford, forming part and parcel of lot number nine, in the sixth range of the primitive survey of the township of Stanbridge, being now designated by cadastral numbers seventeen hundred and seventeen (1717) and seventeen hundred and eighteen (1718), as marked upon the official plan and in the book of reference of the cadastre of said township of Stanbridge, containing altogether eighty thousand one hundred and ninety-two feet in superficies, being bounded as follows : in front or to the south by the public road, leading from Bedford to Stanbridge Station ; in rear, towards the north, by Pike River ; towards the east by cadastral number 1716, and towards the west by cadastral number 1719 — together with the buildings and improvements thereon erected and made.

The property above described will be put up to auction and adjudicated to the last and highest bidder, on the TWELFTH day of DECEMBER next (1892), at the hour of TEN of the clock in the forenoon, sitting the said superior court in the court room of the court house, at Sweetsburg aforesaid ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, *cahier des charges*, deposited in the office of the prothonotary of said court ; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, fifteen days at least before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and oppositions for payment must be filed within the six days next after the adjudication, and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

LEONARD & NOYES,
Prothonotary, S. C.

BAKER & MARTIN,
Attorneys for Plaintiff.
Sweetsburg, 15th September, 1892. 4164
[First published, 24th September, 1892.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

MANDAT DE CURATEUR

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } EN l'affaire de HECTOR
No. 79. } PAYER, Failli ; et
CHS. DESMARTEAU, Curateur.

Conformément à l'article 772 du code de procédure civile du Bas-Canada, la vente des immeubles suivants :

1° Un emplacement faisant partie du lot numéro dix, du troisième rang du canton de Chester, contenant soixante pieds de front, plus ou moins, sur deux arpents de profondeur, et connu aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Hélène de Chester, sous le numéro deux cent huit (No. 208)—avec bâtisses.

2° Un emplacement formant partie du même lot, dans les mêmes rang et canton, connu aux dits plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Sainte-Hélène de Chester, sous le numéro deux cent neuf (No. 209)—avec bâtisses dessus construites (à la charge d'une rente foncière constituée et annuelle de dix piastres payable à E. G. Paradis, écr., de Stanfold, ou ses heirs et ayants cause, aux termes du constitut par le dit E. G. Paradis à V. Roberge, le 18 août 1880, devant L. Lavergne, N. P.).

3° Un lopin de terre de quinze acres en superficie, formant partie du lot numéro dix (No. 10), dans le deuxième rang du canton de Chester ; borné d'un bout au cordon entre les deuxième et troisième rangs du dit canton, par derrière à Joseph Racine ou ses représentants, d'un côté au nord-ouest à Madame L. G. McMillan ou ses représentants, et de l'autre côté au sud-est à la route et à Clovis Baril ou représentants, et formant partie du lot numéro cent trente (130), aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Hélène de Chester, le VINGT-TROISIÈME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Arthabaskaville, 18 octobre 1892. 4587
[Première publication, 22 octobre 1892.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Arthabaska, à savoir : } LE CREDIT FONCIER
No. 1046. } FRANCO CANADIEN,
Demandeur ; contre OLIVIER CHAMPAGNE,
Défendeur.

1° Les lots numéros (72) soixante-douze, du cadastre officiel du comté d'Arthabaska, pour le canton de Horton, contenant quatre arpents de front à être pris du côté nord-est du lot de terre numéro onze, du deuxième rang, énumération des lots du gouvernement qui se trouve au sud-est de la branche nord-est de la rivière Nicolet—avec maison, grange et étable, circonstances et dépendances ; et (73) soixante-treize, du susdit cadastre officiel du canton de Horton, consistant en la moitié du lot numéro douze, du deuxième rang du dit canton, énumération des lots du gouvernement.

2. Les deux lots numéros (264 et 265) deux cent soixante-quatre et deux cent soixante-cinq, du susdit cadastre officiel du canton de Horton, et correspondant au lot numéro dix, du sixième rang du dit canton, énumération des lots du gouvernement.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Clothilde de Horton, le VINGT-SEPTIÈME jour de DECEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le dixième jour de janvier prochain (1893).

P. L. TOUSIGNANT.

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 21 octobre 1892. 4645
[Première publication, 22 octobre 1892.]

CURATOR'S MANDATE.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } IN the matter of HECTOR
No. 79. } PAYER, Insolvent ; and
CHS. DESMARTEAU, Curator.

In conformity to the article 772 of the code of civil procedure for Lower Canada, the sale of following immovables :

1° An emplacement forming part of the lot number ten, in the third range of the township of Chester, containing sixty feet in front, more or less, by two arpents in depth, and known on the official cadastre, plan and book of reference for the parish of Sainte Helene de Chester, under number two hundred and eight (No. 208)—with buildings.

2° An emplacement forming part of the same lot, in the same range and township, known on the official cadastre, plan and book of reference for the said parish of Sainte Helene de Chester, under number two hundred and nine (No. 209)—with the buildings thereon erected (subject to the payment of a constituted and annual rent upon the said immovables of ten dollars payable to E. G. Paradis, esq., of Stanfold, or his heirs and assigns, according to the terms of a constituted by the said E. G. Paradis to V. Roberge, the 18th August, 1880, before L. Lavergne, N. P.).

3° A lot of land of fifteen acres in superficies, forming part of lot number ten (No. 10), in the second range of the township of Chester ; bounded on one end to the division line between the second and third ranges of said township, in rear to Joseph Racine or his representatives, on one side to the north west to Dame L. G. McMillan or her representatives, and on the other side to the south east to the route and to Clovis Baril or his representatives, and forming part of lot number one hundred and thirty (No. 130), on the official plan and book of reference for the said township.

To be sold at the parochial church door of Sainte Helene de Chester, on the TWENTY-THIRD day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Arthabaskaville, 18th October, 1892. 4588
[First published, 22nd October, 1892.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Québec.

Arthabaska, to wit : } LE CREDIT FONCIER
No. 1046. } FRANCO CANADIEN,
Plaintiff ; against OLIVIER CHAMPAGNE,
Defendant.

1° Lots numbers (72) seventy-two, of the official cadastre of the county of Arthabaska, for the township of Horton, containing four arpents in front off the north east side of the lot of land number eleven, in the second range, enumeration of government's lots, which is on the south east side of the north east branch of the Nicolet river—with a house, barn and stable, circumstances and dependencies ; and (73) seventy-three, of aforesaid official cadastre for the township of Horton, consisting of one-half of lot number twelve, in the second range of said township, enumeration of government's lots.

2° The two lots of land numbers (264 and 265) two hundred and sixty-four and two hundred and sixty-five, of aforesaid official cadastre for said township of Horton, and corresponding to lot number ten, in the sixth range of said township, enumeration of government's lots.

To be sold at the parochial church door of Sainte Clothilde of Horton, on the TWENTY-SEVENTH day of DECEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon. Said writ returnable on the tenth of January next (1893).

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaskaville, 21st October, 1892. 4646
[First published, 22nd October, 1892.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } **H**OWARD RANSOM
 No. 57. } **ET AL.**, Demandeurs ;
 contre **HENRY BELLEVILLE**, Défendeur.

Le numéro douze du cadastre de la partie sud de la ville de Drummondville, étant un emplacement—avec maison et autres bâtisses dessus érigées, et trente-trois pieds en front et cent trente-deux pieds en profondeur ; borné en front au nord-est par la rue Brock, en arrière au sud-ouest au No. 45 du dit cadastre, en possession du dit Michel Foster, au nord-ouest par le numéro treize du dit cadastre, la propriété de Joseph Bedard, et de l'autre côté par le numéro onze du dit cadastre, étant la propriété de Joseph Trefflé Caza.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Frédéric de Drummondville, le VINGT-CINQUIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour de décembre prochain.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.
 Arthabaskaville, 22 septembre 1892. 4227-2
 [Première publication, 24 septembre 1892.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } **A**NDREW STUART
 No. 35. } **A** JOHNSON, Deman-
 deur ; contre **JOHN KERR**, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur.

La juste moitié nord-est du lot numéro quatre, du onzième rang du canton d'Halifax-Sud, contenant environ cent acres de terre, plus ou moins, maintenant connue comme le numéro (723) sept cent vingt-trois, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ferdinand—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ferdinand d'Halifax, le VINGT-HUITIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente et unième jour de décembre prochain.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.
 Arthabaskaville, 21 septembre 1892. 4193-2
 [Première publication, 24 septembre 1892.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } **J**OSEPH BARIL, Deman-
 No. 141. } **D**eur ; contre **DAME**
ADELE BERTHELOT et **VI.**, Défendeurs.

Le lot cadastral numéro trois cent trente-six (336), de la paroisse de Sainte-Victoire d'Arthabaska, ancien village de Victoriaville, étant un emplacement de quarante-huit pieds anglais de front, sur la profondeur qu'il y a depuis le chemin public qui le borne, par devant, vers le sud-est, à aller en arrière vers le nord-ouest jusqu'à un terrain appartenant à Homère Guay, joignant d'un côté au sud-ouest à Hector Gaudet, au nord-est à une propriété appartenant à la corporation scolaire de la ville de Victoriaville—avec une maison et autres bâtisses, circonstances et dépendances, tel que le tout est actuellement sans exception ni réserves quelconques.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire d'Arthabaska, le VINGT-SIXIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le troisième jour de décembre prochain.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.
 Arthabaskaville, 21 septembre 1892. 4195-2
 [Première publication, 24 septembre 1892.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } **H**OWARD RANSOM **ET**
 No. 57. } **AL**, Plaintiffs; against
HENRY BELLEVILLE, Defendant.

Number twelve of the cadastre of the south part of the town of Drummondville, being a lot—with house and other buildings thereon erected, being thirty-three feet in front by one hundred and thirty-two feet in depth ; bounded in front to the north east by Brock street, in rear to the south west by No. 45 of the said cadastre, in the possession of the said Michel Foster, on the north west by number thirteen of the said cadastre, the property of Joseph Bedard, and on the other side by number eleven of the said cadastre, being the property of Joseph Trefflé Caza.

To be sold at the parochial church door of Saint-Frédéric de Drummondville, on the TWENTY-FIFTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable on the first day of December next.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
 Arthabaskaville, 22nd September, 1892. 4228
 [First published, 24th September, 1892.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } **A**NDREW STUART
 No. 35. } **A** JOHNSON, Plain-
 tiff ; against **JOHN KERR**, Defendant.

As belonging to the said defendant :

The just north east half of lot number four, in the eleventh range of the township of South Halifax, containing about one hundred acres of land, more or less, now known as number (723) seven hundred and twenty-three, of the official cadastre of the parish of Saint Ferdinand—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Ferdinand of Halifax, on the TWENTY-EIGHTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable on the thirty-first day of December next.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
 Arthabaskaville, 21st September, 1892. 4194
 [First published, 24th September, 1892.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } **J**OSEPH BARIL Plaintiff ;
 No. 141. } **A**gainst **DAME ADELE**
BERTHELOT et **VI.**, Defendants.

The cadastral lot number three hundred and thirty six (336), of the parish of Sainte Victoire of Arthabaska, ancient village of Victoriaville, being an emplacement by forty-eight english feet in front by the depth that there is from the public road which bound it in front towards the south east going in rear, towards the north west as far as a ground belonging to Homère Guay, joining on one side south westerly to Hector Gaudet, northeasterly to one property belonging to the school corporation of the town of Victoriaville—with a house and other buildings, circumstances and dependencies, as the whole is actually without exception nor reserves whatsoever.

To be sold at the parochial church door of Sainte Victoire of Arthabaska, on the TWENTY-SIXTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable on the third day of December next.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
 Arthabaskaville, 21st September, 1892. 4196
 [First published, 24th September, 1892.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposés en aucun temps dans les six jours après le rapport du Jurof.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District of Québec.

Beauce, à savoir:) **LA BANQUE UNION DU**
No. 1717.) **CANADA**, corps politique
et dûment incorporé suivant la loi, et faisant les affaires de banque et ayant son principal bureau d'affaires dans la cité de Québec, Demanderesse; contre **THOMAS HENRY THOMSON**, de la banlieue de Québec, courtier, Défendeur, à savoir:

1° Les lots numéros vingt-quatre et vingt-cinq, dans le sixième rang, le lot numéro vingt-trois et partie du lot numéro vingt-cinq, dans le septième rang du canton de Shenley, dans le comté de Beauce, maintenant connus et désignés comme suit: le dit lot numéro vingt-quatre, comme étant les lots numéros vingt-quatre A et vingt-quatre B (24A et 24B), et le dit lot numéro vingt-cinq, comme étant les lots numéros vingt-cinq A et vingt-cinq B (25A et 25B), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le sixième rang du canton de Shenley-Nord; le dit lot numéro vingt-trois, dans le septième rang, comme étant les lots numéros vingt-trois A et vingt-trois B (23A et 23B), et la partie du dit lot numéro vingt-cinq, dans le dit septième rang, comme étant le lot numéro vingt-cinq A (25A), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit septième rang du dit canton de Shenley-Nord—circonstances et dépendances.

Lesquels susdits lots, pour être vendus en un seul et même lot.

2° Partie du lot numéro vingt-cinq, dans le septième rang du canton de Shenley, dans le comté de Beauce, lequel étant maintenant connu sous le numéro vingt-cinq B (25 B), aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le septième rang du dit canton de Shenley-Nord—circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Beauce, en la paroisse de Saint-François de la Beauce, le **VINGT-CINQUIÈME** jour de **NOVEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le **deuxième** jour de décembre prochain.

G. O. TASCHEREAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 16 septembre 1892.
[Première publication, 24 septembre 1892.] 4171-2

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Québec.

Beauce, to wit:) **THE UNION BANK OF**
No. 1717.) **CANADA**, a body politic
and corporate duly incorporated according to law, and doing the business of banking and having their principal place of business in the city of Québec, Plaintiff; against **THOMAS HENRY THOMSON**, of the banlieue of Québec, broker, Defendant, to wit:

1° Lots numbers twenty-four and twenty-five, in the sixth range, lot number twenty-three and part of lot number twenty-five, in the seventh range of the township of Shenley, in the county of Beauce, now known and described as follows: said number twenty-four, as being numbers twenty-four A and twenty-four B (24A and 24B), and the said lot number twenty-five as being lots numbers twenty-five A and twenty-five B (25A and 25B), on the official plan and book of reference of the cadastre for the sixth range of the township of Shenley North; said lot number twenty-three, in the seventh range, as being lots numbers twenty-three A and twenty-three B (23A and 23B), and the part of said lot number twenty-five, in the said seventh range, as being lot number twenty-five A (25A), on the official plan and book of reference of the cadastre for the said seventh range of the said township of Shenley North—circumstances and dependencies.

Which said lots will be sold together as one and the same lot.

2° Part of lot number twenty-five, in the seventh range of the township of Shenley, in the county of Beauce, which is now known as number twenty-five B (25 B), on the plan and book of reference of the official cadastre for the seventh range of the said township of Shenley North—circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office of the county of Beauce, in the parish of Saint François de la Beauce, on the **TWENTY-FIFTH** day of **NOVEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the second day of December next.

G. O. TASCHEREAU,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 16th September, 1892.
[First published, 24th September, 1892.] 4172

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby

code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour de Circuit.

District de Gaspé, } J. BINET ET AL., Deman-
Iles de la Madeleine, } deurs; contre ALEX.
Amherst, à savoir: } THORNE, Défendeur.
No. 689.

Saisi comme appartenant au défendeur :

1. Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Pierre de l'Étang du Nord, faisant partie du lot numéro quarante; borné au nord-est par Léon Devote, 40a, au nord-ouest par le lot vingt-six, Odilon Chiasson, au sud-ouest et au sud-est par le Capt. Coffin, contenant 11 arpents, 28 perches — avec bâtisse dessus construite.

2. Un autre lot de terre étant le numéro 40a du cadastre officiel des Iles de la Madeleine; borné au nord, sud et ouest par le Capt. Coffin, à l'est par Clément Cormier.

3. Un sixième du lot numéro 7c, du cadastre officiel des Iles de la Madeleine—avec une maison dessus construite, circonstances et dépendances. Vendus à la charge d'une rente annuelle de vingt centins par acre, payable au propriétaire des Iles de la Madeleine.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement des Iles de la Madeleine, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-sixième jour de décembre 1892.

J. B. CARBONNEAU,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Iles de la Madeleine, 15 septembre 1892. 4665
[Première publication, 22 octobre 1892.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Canada; } DAVID ETHIER, Deman-
Province de Québec, } deur; contre les terres
District d'Iberville. } et tenements de JOSEPH
No. 60. } ETHIER, Défendeur.

Un emplacement sis et situé au côté nord de la rue Saint-Jacques, dans le village de Napierville, dans le district d'Iberville, contenant quatre perches et douze pieds de largeur sur un arpent et douze pieds de profondeur, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Napierville, sous le numéro cinquante-deux (No. 52)—avec une maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale

required to make them known according to law; All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Circuit Court.

District of Gaspé, } J. BINET ET AL., Plaintiffs;
Magdalen Islands, } against ALEXANDER
Amherst, to wit: } THORNE, Defendant.
No. 689.

Seized as belonging to the defendant :

1. A lot of land situate in the parish of Saint-Pierre de l'Étang du Nord, forming part of lot number forty; bounded on the north east by Leon Devote, 40a, on the north west by lot twenty-six, Odilon Chiasson, on the south west and south east by Capt. Coffin, containing 11 arpents, 28 perches — with building thereon erected.

2. Another lot of land being number 40a, of the official cadastre of the Magdalen Islands; bounded on the north, south and west by Capt Coffin, on the east by Clement Cormier.

3. One sixth of lot number 7c, of the official cadastre of the Magdalen Islands—with a house thereon erected, circumstances and dependencies. Sold subject to the charge of an annual rent of twenty cents an acre, payable to the proprietor of the Magdalen Islands.

To be sold at the registry office of the Magdalen Islands, on the TWENTY-THIRD day of DECEMBER next, at the hour of TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable the twenty-sixth day of December next, 1892.

J. B. CARBONNEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Magdalen Islands, 15th September, 1892. 4666
[First published, 22nd October, 1892.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Iberville.

Canada, } DAVID ETHIER, Plain-
Province of Québec, } tiff; against the lands
District of Iberville. } and tenements of JOSEPH
No. 60. } ETHIER, Defendant.

An emplacement lying and situated on the north side of Saint James street, in the village of Napierville, in the district of Iberville, containing four perches and twelve feet in width by one arpent and twelve feet in depth, known and designated on the official plan and book of reference of the said village of Napierville, under the number fifty-two (No. 52)—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the

de la paroisse de Saint-Cyprien, le VINGT-HUITIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à MIDI. Le dit bref rapportable le sixième jour de décembre prochain.

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 21 septembre 1892. 4181-2
[Première publication, 24 septembre 1892.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Province de Québec, } JULIEN GREGOIRE ;
District d'Iberville. } Demandeur ; contre PHILIPPE AVILA GREGOIRE, Défendeur ; et Hormisdas Grégoire, es-qualité, mis en cause.

Une terre située en la septième concession de la seigneurie Delery, en la paroisse de Saint-Cyprien, dans le district d'Iberville, de la contenance de quatre arpents de largeur sur environ trente-cinq arpents de profondeur, le tout plus ou moins et sans garantie de mesure précise, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Cyprien, sous les numéros quatre cent soixante et six et quatre cent soixante et sept (Nos. 466 et 467)—avec maison, grange et autres bâties y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Cyprien, le VINGT-HUITIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures ET DEMIE de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le sixième jour de décembre prochain.

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 21 septembre 1892. 4179-2
[Première publication, 24 septembre 1892.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } JULIEN GREGOIRE,
No. 67. } Demandeur ; contre LOUIS DELPHIS GREGOIRE, Défendeur ; et Hormisdas Grégoire, es-qualité, mis en cause.

1° Une terre sise et située dans le rang du Vuide, en la paroisse de Saint-Cyprien, dans le district d'Iberville, de la contenance de deux arpents de front sur la profondeur qu'elle peut avoir à partir du trait carré des terres du côté sud de la petite rivière Montréal, à joindre un terrain non concédé dans la seigneurie de Léry, qui en font les tenants et aboutissants, et joignant des deux côtés à Auguste Boudreau, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Cyprien, sous les numéros deux cent soixante et onze et deux cent soixante et douze (Nos. 271 et 272)—avec une maison, granges et autres bâties dessus construites.

2° Une autre terre sise et située au même lieu du Vuide, contenant trois arpents de largeur sur la profondeur qu'elle peut avoir à partir de l'arrière des terres de Narcisse Remillard et George Finsterer, à rejoindre un terrain non concédé qui en fait les tenants et aboutissants, joignant d'un côté au sud à Paschal Blais, et d'autre côté au nord au dit Auguste Boudreau—sans bâties et sans garantie de mesure précise par rapport à la largeur de cette dite terre, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Cyprien, sous le numéro deux cent soixante et quatorze (No. 274).

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Cyprien, le VINGT-HUITIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le sixième jour de décembre prochain.

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 21 septembre 1892. 4183-2
[Première publication, 24 septembre 1892.]

parish of Saint Cyprien, on the TWENTY-EIGHTH day of NOVEMBER next, at NOON. Said writ returnable on the sixth day of December next

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, 21st September, 1892. 4182
[First published, 24th September, 1892.]

FIERI FACIAS

Superior Court.—District of Iberville.

Province of Quebec, } JULIEN GREGOIRE,
District of Iberville, } Plaintiff; against PHILIPPE AVILA GREGOIRE, Defendant; and Hormisdas Gregoire, es-qualité, mis en cause.

A farm situate in the seventh concession of the seigniorie of Delery, in the parish of Saint Cyprien, in the district of Iberville, containing four arpents in width by about thirty-five arpents in depth, the whole more or less and without any warranty as to precise measure, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Cyprien, under the numbers four hundred and sixty-six and four hundred and sixty-seven (Nos. 466 and 467)—with a house, barn and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint Cyprien, on the TWENTY-EIGHTH day of NOVEMBER next, at HALF PAST ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the sixth day of December next.

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, 21st September, 1892. 4180
[First published, 24th September, 1892.]

FIERI FACIAS.

Superior Court. District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } JULIEN GREGOIRE,
No. 67. } Plaintiff; against LOUIS DELPHIS GREGOIRE, Defendant; and Hormisdas Grégoire, es-qualité, mis en cause.

1° A farm lying and situated in the range of the Vuide, in the parish of Saint Cyprien, in the district of Iberville, containing two arpents in front by the depth that it may have from the end (*trait carré*) of the lands of the south side of the little river Montreal, joining a land not conceded in the seigniorie of Léry, which are the bounding limits and joining on both sides Auguste Boudreau, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Cyprien, under the numbers two hundred and seventy-one and two hundred and seventy-two (Nos. 271 and 272)—with a house, barns and other buildings thereon erected.

2° Another farm lying and situated at the place of the Vuide, containing three arpents in width by the depth that it may have starting at the rear of the lands of Narcisse Remillard and George Finsterer, to joint a land not conceded which is the boundary limits joining on one side to the south to Paschal Blais, and on the other side to the north to Auguste Boudreau—without buildings and without any warranty as to precise measure, in regard to the width of the said farm, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Cyprien, under the number two hundred and seventy-four (No. 274).

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Cyprien aforesaid, on the TWENTY-EIGHTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the sixth day of December next.

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, 21st September, 1892. 4184
[First published, 24th September, 1892.]

Ventes par le Shérif—Joliette

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposés en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure, pour le district de Montréal.*

Joliette, à savoir: } **JAMES CRATHERN**, marchand, de la cité de Montréal, Demandeur; vs. **FRANÇOIS GEOFFROY**, ci-devant de la paroisse de Saint-Félix de Valois, et maintenant absent de la province de Québec, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Félix de Valois, connue et désignée sous le numéro quatre-vingt-quinze (95), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Félix de Valois.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félix de Valois, le **VINGT-SIXIEME** jour de **DECEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le troisième jour de janvier prochain.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 18 octobre 1892. 4611
[Première publication, 22 octobre 1892.]

VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.*Cour Supérieure.*

Joliette, à savoir: } **EDOUARD GUILBAULT**, No. 2036. Demandeur; vs. **JOSEPH MIGNE**, père, de Joliette, Défendeur.

La moitié indivise du lot numéro quatre cent trente (430), du cadastre officiel de la ville de Joliette—bâti de maisons, boutique et autre dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la ville de Joliette, le **DIXIEME** jour d'**OCTOBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-unième jour d'octobre prochain.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 19 septembre 1892. 4159-2
[Première publication, 24 septembre 1892.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit, pour le district de Joliette.*

Joliette, à savoir: } **OMER AUBIN**, Deman- No. 3439. deur; contre **ADELARD DUFRESNE**, ci-devant meunier, de Saint-Félix de Valois, et actuellement absent de la province de Québec, Défendeur.

Un terrain situé en la paroisse de Saint-Félix de Valois, dans la concession de la rivière Bayonne, de figure irrégulière, et de la contenance en superficie d'environ deux arpents, le tout plus ou moins, quelque soit la différence; borné vers l'est par la rivière Bayonne, vers l'ouest, le nord et le sud par Alexis Joly, telle que renfermé par des clôtures—avec un moulin à farine et ses accessoires dessus érigés; le dit terrain faisant partie de la terre désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Joliette, pour la paroisse de Saint-Félix de Valois, sous le numéro deux (2), avec un terrain situé au nord-est de la dite rivière,

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un- dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law, all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court, for the district of Montreal.*

Joliette, to wit: } **JAMES CRATHERN**, mer- No. 2465. chant, of the city of Montreal, Plaintiff; vs. **FRANÇOIS GEOFFROY**, heretofore of the parish of Saint-Félix de Valois, and now absent from the province of Québec, Defendant.

A land situate in the parish of Saint-Félix de Valois, known and designated as number ninety-five (95), of the official plan and in the book of reference of the cadastre for the said parish of Saint-Félix de Valois.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Félix de Valois, on the **TWENTY-SIXTH** day of **DECEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the third day of January next.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Shérif.
Joliette, 18th October, 1892. 4612
[First published, 22nd October, 1892.]

VENDITIONI EXPONAS DE TERRIS.*Superior Court.*

Joliette, to wit: } **EDOUARD GUILBAULT**, No. 2036. Plaintiff; vs. **JOSEPH MIGNE**, senior, of Joliette, Defendant.

The undivided half of lot number four hundred and thirty (430), of the official cadastre of the town of Joliette—with a house, shop and other dependencies thereon erected.

To be sold at the sheriff's office, in the town of Joliette, on the **TENTH** day of **OCTOBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-first day of October next.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Shérif.
Joliette, 19th September, 1892. 4160
[First published, 24th September, 1892.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court, for the district of Joliette.*

Joliette, to wit: } **OMER AUBIN**, Plaintiff; No. 3439. } against **ADELARD DUFRESNE**, heretofore miller, of Saint-Félix de Valois, and now absent from the province of Québec, Defendant.

A land situate in the parish of Saint-Félix de Valois, in the concession of the river Bayonne, of irregular outline, containing about two arpents in superficies, the whole more or less, whatever the difference may be; bounded to the east by the river Bayonne, to the west, north and south by Alexis Joly, such as enclosed by fences—with a flour mill and its accessories thereon erected; said land forming part of the land described on the official plan and book of reference to the registration cadastre of the county of Joliette, for the parish of Saint-Félix de Valois, as number two (2), with a lot situate to the north east of the said river, forming part of

faisant partie des numéros quatre cent douze (412) et quatre cent treize (413), des dits plan et livre de renvoi officiels, servant de chemin pour communiquer du dit terrain au chemin de front de la concession Saint-Pierre.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félix de Valois, le VINGT-HUITIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le troisième jour de décembre prochain.

A. M. RIVARD, Shérif.
Bureau du Shérif, 4169-2
Joliette, 20 septembre 1892.
[Première publication, 24 septembre 1892.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Joliette, à savoir : } THOMAS LEMIRE dit
No. 2131. } MARSOLAIS, père, de la
paroisse de L'Assomption ; contre ELIZABETH
DESROCHES, du même lieu, veuve de feu Pierre
Pelletier, Défenderesse par reprise d'instance.

Un immeuble situé en la paroisse de L'Assomption, dans le district de Joliette, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse sous le numéro cent trente-neuf (139), contenant environ cinquante perches en superficie—bâti de maison et autres bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de L'Assomption, le VINGT-CINQUIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dixième jour de décembre prochain.

A. M. RIVARD, Shérif.
Bureau du Shérif, 4157-2
Joliette, 19 septembre 1892.
[Première publication, 24 septembre 1892.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont inévitablement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Kamouraska, à savoir : } HENRI PELLETIER,
No. 1553. } marchand, de la pa-
roisse de Saint-Raymond Nonnat, dans le comté de
Portneuf, dans le district de Québec, en sa qualité
de tuteur dûment élu en justice aux enfants mineurs
issus de son mariage avec feu Dame Léopoldine
Pelletier, suivant tutelle dûment homologuée et
enregistrée, Demandeur ; contre HENRI BEAU-
LIEU, cultivateur, de la paroisse de Notre-Dame
du Lac, Défendeur, c'est à savoir :

Une terre sise et située dans les premier et second rangs de la seigneurie de Madawaska, en la paroisse de Notre-Dame du Lac, de deux arpents de front sur cinquante-huit arpents de profondeur ; bornés au nord-est au Lac Témiscouata, au sud-ouest au troisième rang, joignant au nord-ouest à Thomas Fraser, et au sud-est à Moïse Morin, étant les lots numéros quatre-vingt treize et cent quatre-vingt cinq, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre

numbers four hundred and twelve (412) and four hundred and thirteen (413), of the said official plan and book of reference, used as a road to communicate between the said land and the front road of the concession Saint Pierre.

To be sold at the church door of the parish of Saint Félix de Valois, on the TWENTY-EIGHTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the third day of December next.

A. M. RIVARD, Sheriff.
Sheriff's Office, 4170
Joliette, 20th September, 1892.
[First published, 24th September, 1892.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Joliette, to wit : } THOMAS LEMIRE dit MAR-
No. 2131. } SOLAIS, senior, of the pa-
rish of L'Assomption ; against ELIZABETH DES-
ROCHES, of the same place, widow of the late
Pierre Pelletier, Defendant by continuance of suit :

An immovable situate in the parish of L'Assomption, in the district of Joliette, known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the said parish, as number one hundred and thirty-nine (139), containing about fifty perches in superficies—with a house and out-buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of L'Assomption, on the TWENTY-FIFTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the tenth day of December next.

A. M. RIVARD, Sheriff.
Sheriff's Office, 4158
Joliette, 19th September, 1892.
[First published, 24th September, 1892.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Kamouraska, to wit : } HENRI PELLETIER,
No. 1553. } merchant, of the parish
of Saint Raymond Nonnat, in the county of Port-
neuf, in the district of Québec, in his quality of
tutor duly appointed by law to the minor children
issue of his marriage with the late Dame Leopoldine
Pelletier, by act of tutorship duly homologated and
registered, Plaintiff ; against HENRI BEAULIEU,
farmer, of the parish of Notre Dame du Lac, Defendant,
to wit :

A land situate and being in the first and second ranges of the seigniorie of Madawaska, in the parish of Notre Dame du Lac, of two arpents in front by fifty-eight arpents in depth ; bounded on the north east by Lake Temiscouata, on the south west by the third range, on the north west by Thomas Fraser, and on the south east by Moïse Morin, being numbers ninety-three and one hundred and eighty-five, on the official plan and book of reference of the

de la dite paroisse de Notre-Dame du Lac—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame du Lac, VENDREDI, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures avant midi. Bref rapportable le trentième jour du même mois.

A. V. CHAMBERLAND,

Bureau du Sherif, Député-Sherif.
Fraserville, 18 octobre 1892. 4605
[Première publication, 22 octobre 1892.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.

Kamouraska, à savoir : } THOMAS MICHAUD,
No. 1561. } cultivateur, de Sainte-Anne de Lapocatière, Demandeur ; contre EUSEBE LEVESQUE, de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Louis Levesque, en son vivant de la paroisse de Saint-Paschal, Défendeur, c'est à savoir :

1° Un circuit de terre situé sur le troisième rang de la seigneurie de Kamouraska, contenant environ trente-deux arpents en superficie, et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour la paroisse de Saint-Paschal, sous les numéros cent quarante et cent quarante-trois (Nos. 140 et 143.)

2° Un autre circuit situé sur le quatrième rang de la seigneurie susdite, contenant environ treize arpents en superficie, et connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit comté de Kamouraska, pour la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, sous le numéro vingt-huit (No. 28.)

Pour être vendu comme suit : le lot No. 2, à la porte de l'église de Mont-Carmel, VENDREDI, le VINGT-HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures avant-midi ; et le lot No. 1, à la porte de l'église de Saint-Paschal, le MEME JOUR, à UNE heure de l'après-midi. Bref rapportable le trente-unième jour du même mois.

F. A. SIROIS,

Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 23 août 1892. 3887-3
[Première publication, 27 août 1892.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; ces oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Québec. } JOSEPH PAQUET, de la
No. 2224. } ville de Lévis, maître-entrepreneur ; contre DAMASE SAMSON, commerçant, ci-devant de la cité de Montréal, et maintenant des Etats-Unis d'Amérique.

Une terre située et connue au livre de renvoi et

cadastre of the said parish of Notre Dame du Lac—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame du Lac, on FRIDAY, the TWENTY-THIRD day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Writ returnable on the thirtieth day of the same month.

A. V. CHAMBERLAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff
Fraserville, 18th October, 1892. 4606
[First published, 22nd October, 1892.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Kamouraska, to wit : } THOMAS MICHAUD,
No. 1561. } farmer, of the parish of Sainte Anne de Lapocatière, Plaintiff ; against EUSEBE LEVESQUE, of the parish of Notre-Dame du Mont Carmel, in his quality of testamentary executor of the late Louis Levesque, in his lifetime of the parish of Saint Paschal, Defendant, to wit :

1° A circuit of land situated in the third range of the seigniorie of Kamouraska, containing about thirty-two arpents in superficies, and known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Kamouraska, for the parish of Saint Paschal, as numbers one hundred and forty and one hundred and forty-three (Nos. 140 and 143.)

2° Another circuit situated in the fourth range of the said seigniorie, containing about thirteen arpents in superficies, and known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Kamouraska, for the parish of Notre-Dame du Mont Carmel, as number twenty-eight (No. 28.)

To be sold as follows, to wit : Lot No. 2, at the church door of the parish of Notre-Dame du Mont Carmel, on FRIDAY, the TWENTY-EIGHTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon ; and lot No. 1, at the church door of the parish of Saint Paschal, the SAME DAY, at ONE o'clock in the afternoon. Writ returnable on the thirty-first day of the same month.

F. A. SIROIS,

Sheriff's Office, Sheriff.
Fraserville, 23rd August, 1892. 3888
[First published, 27th August, 1892.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law, all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Quebec. } JOSEPH PAQUET, of the
No. 2224. } town of Lévis, contractor ; against DAMASE SAMSON, trader, heretofore of the city of Montreal, and now of the United States of America.

A land known on the official plan and in the book

sur le plan officiel du cadastre de la paroisse de Saint-Charles, comté de Bellechasse, sous le No. 236—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Charles, VENDREDI, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le trentième jour de décembre prochain.

J. B. A. LEPINE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montmagny, 18 octobre 1892. 4603
[Première publication, 22 octobre 1892.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, } AIME LORD, fabri-
District de Montmagny. } cant de beurre, de la
No. 462. } paroisse de l'Epiphanie,
comté de l'Assomption, Demandeur; contre JO-
SEPH GEDEON LORD, de la paroisse du Cap
Saint-Ignace, Défendeur, savoir :

Un terrain de figure irrégulière situé dans la paroisse du Cap Saint-Ignace, et connu au livre de renvoi et sur le plan officiels du cadastre de la dite paroisse du Cap Saint-Ignace, sous le No. 454—avec moulin et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Cap Saint-Ignace, SAMEDI, le VINGT-NEUVIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-quatrième jour de novembre prochain.

J. B. A. LEPINE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montmagny, 25 août 1892. 3881-3
[Première publication, 27 août 1892.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

VENDITIONI EXPONAS.

Montréal, à savoir : { DAME OCTAVIE CAM-
No. 2044. } PEAU, de la paroisse
de Saint-Télesphore, dans le district de Montréal,
veuve de feu Antoine Gauthier, en son vivant culti-
vateur, du même lieu, Demanderesse; contre les
terres et tenements de JOSEPH BELAIR, de
Alexandria, comté de Glengarry, dans la province
d'Ontario, Défendeur.

Les terres et tenements mentionnés et décrits dans la cédule marquée A, annexée au dit bref, à savoir :

Un emplacement sis et situé dans la paroisse de Saint-Télesphore, comté de Soulanges, district de Montréal, faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro deux cent soixante et un (261), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Télesphore, de la contenance de soixante pieds de front sur trois quarts d'arpents de profondeur, plus ou moins, mesure française; tenant devant au chemin de front, derrière, du côté ouest,

of reference of the cadastre of the parish of Saint Charles, county of Bellechasse, as No. 236—with buildings thereon erected circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Charles, on FRIDAY, the TWENTY-THIRD day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the fore-noon. The said writ returnable on the thirtieth day of December next.

J. B. A. LEPINE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, 18th October, 1892. 4604
[First published, 22nd October, 1892.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Province of Quebec, } AIME LORD, butter
District of Montmagny. } manufacturer, of the
No. 462. } parish of L'Epiphanie,
county of L'Assomption, Plaintiff; against JOSEPH
GEDEON LORD, of the parish of Cap Saint Ignace,
Defendant, to wit :

A land of irregular outline situate in the parish of Cap Saint Ignace, known on the official plan and in the book of reference of the cadastre of the said parish of Cap Saint Ignace, as No. 454—with a mill and outbuildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Cap Saint Ignace, on SATURDAY, the TWENTY-NINTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-fourth day of November next.

J. B. A. LEPINE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, 25th August, 1892. 3882
[First published, 27th August, 1892.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ

VENDITIONI EXPONAS.

Montreal, to wit : { DAME OCTAVIE CAM-
No. 2044. } PEAU, of the parish of
Saint Telesphore, in the district of Montreal, widow
of the late Antoine Gauthier, in his lifetime farmer,
of the same place, Plaintiff; against the lands and
tenements of JOSEPH BELAIR, of Alexandria,
county of Glengarry, in the province of Ontario,
Defendant.

The lands and tenements mentioned and described in the schedule marked A, annexed to the said writ, to wit :

An emplacement lying and situate in the parish of Saint Telesphore, county of Soulanges, district of Montreal, being part of the lot known and design'ed under number two hundred and sixty-one (261), on the official plan and in the book of reference for the said parish of Saint Telesphore, containing sixty feet in front by three-quarters of an arpent in depth, more or less, french measure; bounded in front by a front road, in rear, on the

au terrain de Dame veuve Antoine Gauthier, et du côté est à un chemin de montée ou route—avec un hôtel en bois et autres bâties dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Télesphore, le QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-septième jour de novembre prochain. Un dépôt de deux cents piastres sera requis de chaque enchérisseur, à sa première enchère.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 19 octobre 1892, 4591
[Première publication, 22 octobre 1892.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours, qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

De la Cour Supérieure.—Aylmer.

Canada, Province de Québec, District d'Ottawa, No. 467. } JOHN HIGGINS, cultivateur, du canton d'Osgood, dans le comté de Carleton, et province d'Ontario, Demandeur; contre les terres et tenements de WILLIAM HIGGINS, cultivateur, ci-devant du canton d'Osgood, et maintenant du canton d'Eardley, dans le district d'Ottawa, Défendeur, à savoir: Tous ces morceaux ou lopins de terre composés des lots numéros quatre, cinq et six, du dixième rang du canton d'Eardley, dans le district d'Ottawa, de la partie sud du lot numéro six, et des lots numéros sept, huit et neuf, tous dans le onzième rang du dit canton d'Eardley, contenant ensemble treize cents acres de terre en superficie, plus ou moins; la dite partie sud du lot numéro six, dans le onzième rang, bornée comme suit: au nord par le lac Harrington, au sud par les lots du dixième rang, à l'est par le lot numéro cinq, et à l'ouest par le lot numéro sept.

Pour être vendus au bureau du registrateur pour le comté d'Ottawa, en la cité de Hull, le VINGT-HUITIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de décembre 1892.

LOUIS M. COUTLEE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Aylmer, 14 octobre 1892. 4559
[Première publication, 22 octobre 1892.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations

west side, by the emplacement belonging to Dame widow Antoine Gauthier, and on the east side by a *chemin de montée* or by-road—with a wooden house used as an hotel, and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Telesphore, on the FOURTEENTH day of NOVEMBER, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the seventeenth day of November next. A deposit of two hundred dollars shall be required of each bidder, at his first bid.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 19th October, 1892, 4592
[First published, 22nd October, 1892.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

From the Superior Court—Aylmer.

Canada, Province of Québec, District of Ottawa, No. 467. } JOHN HIGGINS, farmer, of the township of Osgood, in the county of Carleton, and province of Ontario, Plaintiff; against the lands and tenements of WILLIAM HIGGINS, farmer, heretofore of the township of Osgood, and now of the township of Eardley, in the district of Ottawa, Defendant, to wit: All those pieces or parcels of land being composed of lots numbers four, five and six, in the tenth range of the township of Eardley, in the district of Ottawa, the south part of lot number six, and the lots numbers seven, eight and nine, all in the eleventh range of the said township of Eardley, containing altogether thirteen hundred acres of land in superficies, more or less; the said south part of lot number six, in the eleventh range bounded as follows: towards the north by Harrington lake, towards the south by the lots in the tenth range, towards the east by lot number five, and towards the west by lot number seven.

To be sold at the office of the registrar for the county of Ottawa, in the city of Hull, on the TWENTY-EIGHTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable the thirtieth day of December, 1892.

LOUIS M. COUTLEE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Aylmer, 14th October, 1892. 4560
[First published, 22nd October, 1892.]

Sheriff's Sales—Québec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is

que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours près le rapport du bref

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **G** **GEORGES DEMERS**, de la No. 1836. } paroisse de Notre-Dame de la Victoire de Lévis, courtier et marchand; contre **DAME MARIE SARA BEGIN**, de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, femme contractuellement séparée de biens de Gervais Laflamme, du même lieu, et le dit Gervais Laflamme mis en cause pour autoriser et assister sa dite épouse, à savoir:

1° Le lot No. 145, du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, étant une terre située au troisième rang—circonstances et dépendances.

2° Partie du lot No. 99, du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire; borné au nord à Ls. Bégin, au sud au troisième rang, à l'est au collège de Lévis, à l'ouest aux héritiers Lemieux, étant une terre située au deuxième rang—circonstances et dépendances.

3° Le lot No. 118, du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, étant une terre située au deuxième rang—avec bâtiesse dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, comté de Lévis, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-huitième jour de décembre prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 20 octobre 1892. 4613
[Première publication, 22 octobre 1892.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **L** **LEON CHALIFOUR**, de No. 94. } la paroisse de Beauport, menuisier; contre **NAPOLEON GRENIER**, menuisier, ci-devant du même lieu, et maintenant résidant aux Etats-Unis, à savoir:

1° Le No. 430, du cadastre officiel de la paroisse de l'Ange-Gardien, comté de Montmorency, étant une terre en bois debout située au 3e rang de la dite paroisse.

2° Le No. 334, du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, étant un emplacement situé au premier rang de la dite paroisse—avec bâtiesse.

Pour être vendus comme suit, savoir: le lot en premier lieu décrit, à la porte de l'église paroissiale de l'Ange-Gardien, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin; et le lot en deuxième lieu décrit, à la porte de l'église paroissiale de Beauport, le VINGT-QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à UNE heure ET DEMIE après-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de décembre prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 20 octobre 1892. 4623
[Première publication, 22 octobre 1892.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } **C** **CYRILLE TESSIER**, de la No. 122. } cité de Québec, écuyer, notaire; contre **LAUNULOT BARRON MONT-**

not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale. Oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } **G** **GEORGES DEMERS**, of the No. 1836. } parish of Notre Dame de la Victoire, de Lévis, broker and merchant, Plaintiff; against **DAME MARIE SARA BEGIN**, of the parish of Notre Dame de la Victoire, wife separated as to property by marriage contract of Gervais Laflamme, of the same place, and the said Gervais Laflamme *mis en cause* to authorize and assist his said wife, to wit:

1° Lot No. 145, of the official cadastre of the parish of Notre Dame de la Victoire, being a land situate in the third range—circumstances and dependencies.

2° Part of lot No. 99, of the official cadastre of the parish of Notre Dame de la Victoire; bounded on the north by Ls. Bégin, on the south by the third range, on the east by the Lévis College, and on the west by the heirs Lemieux, being a land situate in the second range—circumstances and dependencies.

3° Lot No. 118, of the official cadastre of the parish of Notre Dame de la Victoire, being a land situate in the second range—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame de la Victoire, county of Lévis, on the TWENTY-THIRD day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-eighth day of December next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Shérif.
Québec, 20th October, 1892. 4614
[First published, 22nd October, 1892.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } **L** **LEON CHALIFOUR**, of the No. 94. } parish of Beauport, joiner; against **NAPOLEON GRENIER**, joiner, heretofore of the same place, and now residing in the United States, to wit:

1° The No. 430, of the official cadastre for the parish of L'Ange Gardien, county of Montmorency, being a wood land situate in the third range of the said parish.

2° The No. 334, of the official cadastre for the parish of Beauport, county of Quebec, being a lot of land situate in the first range of the said parish—with buildings.

To be sold as follows, to wit: the lot firstly described, at the parochial church door of L'Ange Gardien, on the TWENTY-THIRD day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon; and the lot secondly described, at the parochial church door of the parish of Beauport, on the TWENTY-FOURTH day of DECEMBER next, at HALF-PAST ONE of the clock in the afternoon. Said writ returnable the thirtieth day of December next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Shérif.
Québec, 20th October, 1892. 4624
[First published, 22nd October, 1892.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: } **C** **CYRILLE TESSIER**, of the No. 122. } city of Québec, esquire, notary; against **LAUNULOT BARRON MONT-**

GOMERY, de la cité de Toronto, en la province d'Ontario, à savoir :

Le No. 9, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Dunstan du Lac Beauport, comté de Québec, étant une terre située sur le chemin du Brûlé—circonstances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Dunstan du Lac Beauport, le VINGT-SIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le trente-unième jour de décembre prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 20 octobre 1892. 4619
[Première publication, 22 octobre 1892.]

FIERI FACIAS.

Circuit de Québec.

Québec, à savoir :) JEAN BAPTISTE ALIAS
No. 210.) JEAN LACOMBE, rentier,
de la paroisse de Beauport ; contre JOSEPH LATOUCHE, père, JOSEPH LATOUCHE, fils, cultivateurs, de la paroisse de l'Ange-Gardien, comté de Montmorency, conjointement et solidairement, à savoir :

Le No. 175, du cadastre officiel de la paroisse de l'Ange-Gardien, comté de Montmorency, étant une terre située au 1er rang de la dite paroisse—avec bâtisses, circonstances. A distraire la partie de terre en possession de la compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, pour son chemin qui traverse la dite terre.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de l'Ange-Gardien, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le trente-unième jour de décembre prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 20 octobre 1892. 4621
[Première publication, 22 octobre 1892.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir :) LA BANQUE JACQUES-
No. 1542.) CARTIER, corps politique
et incorporé, ayant son principal bureau en la cité de Montréal, avec une succursale en la ville de Québec ; contre J. ISRAEL TARTE, de la banlieue de la cité de Québec, journaliste, à savoir :

1° Le No. 208, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Colomb de Sillery, banlieue de la cité de Québec, étant un lot de terre situé sur le côté nord du chemin Saint-Louis—avec bâtisses.

2° Le No. 211, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Colomb de Sillery, banlieue de la cité de Québec, étant un lot de terre situé sur le côté nord du chemin Saint-Louis.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Québec, le TRENTE ET UNIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le septième jour de février prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 20 octobre 1892. 4617
[Première publication, 22 octobre 1892.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir :) LA BANQUE JACQUES-
No. 1382.) CARTIER, un corps poli-
tique et incorporé, ayant son principal bureau en la cité de Montréal, avec une succursale en la cité de Québec ; contre J. ISRAEL TARTE, de la banlieue de la cité de Québec, journaliste, et autre, à savoir :

1° Le No. 452, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Gabriel de Valcartier, comté de Québec, étant une terre située en la première concession nord-ouest de la rivière aux Pins—avec bâtisses.

2° Le No. 453, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Gabriel de Valcartier, comté de Québec, étant une terre située en la première concession nord-ouest de la rivière aux Pins—avec bâtisses.

GOMERY, of the city of Toronto, in the province of Ontario, to wit :

No. 9, of the official cadastre of the parish of Saint Dunstan du Lac Beauport, county of Quebec, being a land situate on the Brûlé road—circumstances.

To be sold at the parochial church door of Saint Dunstan du Lac Beauport, on the TWENTY-SIXTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty-first day of December next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 20th October, 1892. 4620
[First published, 22nd October, 1892.]

FIERI FACIAS.

Quebec Circuit.

Québec, to wit :) JEAN BAPTISTE ALIAS JEAN
No. 2910.) LACOMBE, rentier, of the
parish of Beauport ; against JOSEPH LATOUCHE, senior, JOSEPH LATOUCHE, junior, farmers, of the parish of Ange Gardien, county of Montmorency, jointly and severally, to wit :

No. 175, of the official cadastre of the parish of Ange Gardien, county of Montmorency, being a land situate in the first range of the said parish—with buildings, circumstances. Reserving the piece of land in the possession of the Quebec, Montmorency and Charlevoix Railway Company, for its railway which cross the said lot.

To be sold at the parochial church door of Ange Gardien, on the TWENTY-THIRD, day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty-first day of December next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 20th October, 1892. 4622
[First published, 22nd October, 1892.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit :) LA BANQUE JACQUES-CAR-
No. 1542.) TIER, a body corporate and
politic, having its chief office in the city of Montreal, with a branch in the city of Quebec ; against J. ISRAEL TARTE, journalist, of the banlieue of the city of Quebec, to wit :

1° No. 208, of the official cadastre of the parish of Saint Colomb de Sillery, banlieue of the city of Quebec, being a land situate on the north side of the Saint Louis road—with buildings.

2° No. 211, of the official cadastre of the parish of Saint Colomb de Sillery, banlieue of the city of Quebec, being a land situate on the north side of the Saint Louis road.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the THIRTY-FIRST day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the seventh day of February next.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 20th October, 1892. 4618
[First published, 22nd October, 1892.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit :) LA BANQUE JACQUES-CAR-
No. 1382.) TIER, a body politic and
incorporated, and having its principal place of business in the city of Montreal, and having a branch in the city of Quebec, Plaintiff ; against J. ISRAEL TARTE, of the banlieue of the city of Quebec, journalist, and other, to wit :

1° Lot No. 452, of the official cadastre of the parish of Saint Gabriel de Valcartier, county of Quebec, being a lot of land situate in the first concession north west of river aux Pins—with buildings.

2° Lot No. 453, of the official cadastre of the parish of Saint Gabriel de Valcartier, county of Quebec, being a lot of land situate in the first concession north west of river aux Pins—with buildings.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint Gabriel de Valcartier, le TRENTIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref rapportable le septième jour de février prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 20 octobre 1892. 4615
[Première publication, 22 octobre 1892.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } JAMES SIMON BUTLER,
No. 1102. { de la cité de Québec, rentier ;
contre WILLIAM MEEK et MARY MEEK, fille
majeure, tous deux de la paroisse de Sainte-Foye,
comté de Québec, à savoir :

Saisi sur les dits défendeurs conjointement et solidairement :

1° La moitié indivise du No. 218, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Foye, étant un lot de terre situé du côté sud du chemin qui conduit à Saint-Félix—avec bâtisses.

2° La moitié indivise du No. 259, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Foye, étant un lot de terre situé du côté sud du chemin qui conduit à Saint-Félix.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Foye, le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-quatrième jour de décembre prochain

CHS. A. ERN. GAGNON,
Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 13 octobre 1892. 4503
[Première publication, 22 octobre 1892.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Brof.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } DAME ESTHER LAMBERT,
No. 3705. { Demanderesse ; contre JOSEPH JANSON ET AL., Défendeurs.

Une terre située en la paroisse de Saint-Aimé, rang Saint-Yves, contenant un arpent et demi de front sur vingt arpents, plus ou moins, de profondeur, maintenant connue aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de Saint-Aimé, sous le numéro un (No. 1)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Aimé, le VINGT-TROISIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant midi. Le dit bref rapportable le trente et unième jour du mois de décembre prochain.

P. GUEVREMONT,
Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 17 octobre 1892. 4575
[Première publication, 22 octobre 1892.]

To be sold at the parochial church door of Saint Gabriel de Valcartier, on the THIRTIETH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the seventh day of February next.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 20th October, 1892. 4616
[First published, 22nd October, 1892.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } JAMES SIMON BUTLER, of
No. 1102. { the city of Quebec, rentier ;
against WILLIAM MEEK AND MARY MEEK,
spinster, both of the parish of Sainte Foye, county
of Quebec, to wit :

Seized on the said defendants jointly and severally :

1° The undivided half of No. 218, of the official cadastre of the parish of Sainte Foye, being a land situate on the south side of the road leading to Saint Felix—with buildings.

2° The undivided half of No. 259, of the official cadastre of the parish of Sainte Foye, being a land situate on the south side of the road leading to Saint Felix.

To be sold at the parochial church door of Sainte Foye, on the TWENTY-THIRD day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The writ returnable on the twenty-fourth day of December next.

CHS. A. ERN. GAGNON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 13th October, 1892. 4504
[First published, 22nd October, 1892.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, or other oppositions to the sale, except in cases of Venditioni Exponas, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions afin de conserver may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.*

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } DAME ESTHER LAMBERT,
No. 3705. { Plaintiff ; against JOSEPH JANSON ET AL., Defendants.

A piece of land situate in the parish of Saint Aimé, Saint Yves range, containing one arpent and a half in front by twenty arpents, more or less, in depth, now known on the official cadastre of Saint Aimé, as number one (No. 1)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Aimé, on the TWENTY-THIRD day of the month of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty-first day of the month of December next.

P. GUEVREMONT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 17th October, 1892. 4576
[First published, 22nd October, 1892.]

ALIAS FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } **L**A CITE DE SOREL, Deman-
No. 3620. } deresse; contre DAME
LUCILE ADELINÉ LAMERE ET AL., Défendeurs.

Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, à l'encoignure des rues Augusta et Prince, connu au cadastre officiel de la ville de Sorel, sous le numéro cinq cent quarante-deux (No. 542), de soixante et six pieds de front sur quatre-vingt-douze pieds de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu au bureau du shérif du district de Richelieu, au palais de justice, en la cité de Sorel, le VINGT-SIXIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour du mois de décembre prochain.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 21 septembre 1892. 4191-2
[Première publication, 24 septembre 1892.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } **L**A BANQUE MOLSON,
No. 2411 B. } Demanderesse; vs. DAME
ALEXINA LUSSIER ET AL., Défendeurs.

Comme appartenant à la dite Dame Alexina Lussier :

Un morceau de terre situé en la cité de Sorel, sur la rue Georges, connu au cadastre officiel de la ville de Sorel, sous le numéro six cents (No. 600), contenant trente et un pieds de front sur quatre-vingt-douze pieds de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu au bureau du shérif du district de Richelieu, au palais de justice, en la cité de Sorel, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le seizième jour du mois de novembre prochain.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sorel, 18 août 1892. 3865-3
[Première publication, 27 août 1892.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été assisés et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Registrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Breu.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit, siégeant à Québec.

Canada, } **J**OHAN McCALL, de la cité
Province de Québec, } de Londres, en Angle-
District de Rimouski. } terre, JOSEPH SHEHYN,
No. 4533. } du Québec, et JOHN STIR-
LING, de la cité de Montréal, tous trois marchands, et faisant ci-devant affaires comme tels en société en la cité de Québec, sous les nom et raison de McCall, Shehyn & Cie., Demandeurs; contre JEAN BAPTISTE BEAULIEU, de Amqui, district de Rimouski, Défendeur, savoir :

ALIAS FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } **T**HE CITY OF SOREL, Plaintiff;
No. 3620. } against DAME LUCILE ADE-
LINE LAMERE ET AL., Defendants.

A parcel of land situate in the city of Sorel, on the corner of Augusta and Prince streets, known on the official cadastre of the town of Sorel, as the number five hundred and forty-two (No. 542), being sixty-six feet in front by ninety-two feet in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Richelieu, at the court house, in the city of Sorel, on the TWENTY-SIXTH day of the month of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of the month of December next.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 21st September, 1892. 4192
[First published, 24th September, 1892.]

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } **T**HE MOLSON'S BANK, Plain-
No. 2411 B. } tiff; vs. DAME ALEXINA
LUSSIER ET AL., Defendants.

As belonging to the said Dame Alexina Lussier :

A piece of land situate in the city of Sorel, on George street, known on the official cadastre for the town of Sorel, under number six hundred (No. 600), containing thirty-one feet in front by ninety-two feet in depth, the whole more or less—with buildings thereon erected.

To be sold at the sheriff's office of the district of Richelieu, in the court house, in the city of Sorel, on the TWENTY-NINTH day of the month of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable the sixteenth day of the month of November next.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 18th August, 1892. 3866
[First published, 27th August, 1892.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court, sitting at Québec.

Canada, } **J**OHAN McCALL, of the
Province of Québec, } city of London, England,
District of Rimouski. } JOSEPH SHEHYN, of
No. 4533. } Québec, and JOHN STIR-
LING, of the city of Montréal, all three merchants, and formerly doing business as such in copartnership in the city of Québec, under the name and style of McCall, Shehyn & Co., Plaintiffs; against JEAN BAPTISTE BEAULIEU, of Amqui, district of Rimouski, Defendant, viz :

Un emplacement situé le long du chemin Mata-pédia, en face du chemin de fer Intercoloni- al, dans la seigneurie du Lac Matapédia, au lieu appelé Anqui, de la contenance de un demi arpent de front sur environ trente pieds de profondeur—avec maison et autres bâtisses y érigées, faisant partie du lot numéro deux (2), de la dite seigneurie, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Benoît Labre d'Anqui, dans le district de Rimouski, MARDI, le VINGT-NEUVIÈME jour de NOVEMBRE prochain (1892), à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le cinquième jour de décembre aussi prochain (1892).

ALPHONSE COUILLARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Rimouski, 19 septembre 1892. 4205-2
[Première publication, 24 septembre 1892.]

A land situated on the side of Matapédia road, in front of Intercolonial Railway, in the landlorship of Lac Matapédia, in a place called Anqui, of about one half acre on the front side, and about thirty feet deep—with house and other buildings thereon erected, being a part of lot number two (No. 2), of said landlorship, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parish church of Saint Benoit Labre d'Anqui, in the district of Rimouski, TUESDAY, the TWENTY-NINTH day of NOVEMBER next, (1892), at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable on the fifth day of December also next. (1892.)

ALPHONSE COUILLARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, 19th September, 1892. 4206
[First published, 24th September, 1892.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRÈS** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du Code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans ces six jours après le rapport du Bref.

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: **J. ANS** l'affaire de No. 186. **ISAIE GIROUX**, de la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François, commerçant, Failli; et **CLEMENT MILLIER** et **JOHN J. GRIFFITH**, tous deux de la cité de Sherbrooke, dans le dit district, comptables, Curateurs conjoints.

Comme appartenant à la succession vacante du dit failli, à savoir :

Premièrement.—Ce morceau de terre situé dans la ville de Coaticook, dans le comté de Stanstead, dans le district de Saint-François, sur le côté nord de la rue Principale, et connu et décrit comme partie du lot 536, du plan du cadastre et livre de renvoi de la dite ville de Coaticook; borné en front au sud par la rue Principale, au nord par le centre du ruisseau connu comme ruisseau Baldwin ou Pratt, à l'est par le lot No. 537, et cette partie du dit lot No. 536, appartenant à un nommé Noël Vigard dit Labonté, et à l'ouest par cette partie du dit lot No. 536, appartenant à John E. Hadley, le tout sujet au droit de passage en commun sur une partie du dit lot No. 536, de neuf pieds de largeur sur soixante pieds de profondeur, tel que décrit dans l'acte de vente d'un nommé Charles E. Kennedy *et al.*, à Daniel Mullins, passé devant John Fraser, notaire public, le vingt-huitième jour de mars dix-huit cent quatre-vingt-quatre, et enregistré au bureau du registraire pour la division d'enregistrement de Coaticook, dans le registre B, volume 12, numéro 681.

Deuxièmement.—Ce morceau de terre situé dans la ville de Coaticook, dans le dit district, connu et désigné comme partie du lot numéro 461, sur le dit plan et livre de renvoi de la dite ville de Coaticook, borné comme suit, à savoir: à l'ouest par le lot numéro 459, appartenant à Lazare Martineau, au sud par le lot No. 487, sur le dit plan, au nord par le centre du ruisseau, et à l'est par le lot numéro 486, contenant environ le tiers d'un acre de terre,

Sheriff's Sales—St Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All opposition *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: **J. ANS** the matter of **ISAIE** No. 186. **GIROUX**, of the town of Coaticook, in the district of Saint Francis, trader, Insolvent; and **CLEMENT MILLIER** and **JOHN J. GRIFFITH**, both of the city of Sherbrooke, in said district, accountants, joint curators.

As belonging to the abandoned estate of the said insolvent, to wit :

Firstly.—That certain piece of land situate in the town of Coaticook, in the county of Stanstead, in the district of Saint Francis, on the north side of Main street, and known and described as part of lot 536, on the cadastral plan and book of reference of the said town of Coaticook; bounded in front to the south by Main street, on the north by the center of the brook known as the Baldwin or Pratt brook, on the east by lot No. 537, and that portion of said lot No. 536, owned by one Noël Vigard dit Labonté, and to the west by that portion of said lot No. 536, owned by John E. Hadley, the whole subject to the right of way in common over a portion of said lot No. 536, nine feet in width and sixty feet in depth, as described and defined in that deed of sale from one Charles E. Kennedy *et al.*, to Daniel Mullins, passed before John Fraser, notary public, on the twenty-eighth day of March, eighteen hundred and eighty-four, and registered in the Coaticook division registry office, in register B, volume 12, number 681.

Secondly.—That certain piece of land situate in the town of Coaticook, in said district, known and distinguished as part of lot number 461, on said plan and book of reference of said town of Coaticook; bounded as follows, to wit: on the west by lot number 459, owned by Lazare Martineau, on the south by lot No. 487, on said plan, on the north by the center of the brook, and to the east by lot number 486, containing about one third of an acre

plus ou moins—avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Troisièmement. —Ce lot de terre étant le lot numéro 683, du plan du cadastre et livre de renvoi de la dite ville de Coaticook, situé dans la dite ville de Coaticook—avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendus au bureau du registraire pour la division d'enregistrement de Coaticook, dans la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François, le VINGT-QUATRIÈME jour de DECEMBRE prochain, à MIDI ET DEMI de l'après-midi. Le dit mandat rapportable sans délai.

E. R. JOHNSON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 19 octobre 1892. 4597
[Première publication, 22 octobre 1892.]

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir : } DANS l'affaire de
No. 190. } ELIE AUDET, de

de la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François, boucher, Failli ; et CLEMENT MILLIER et JOHN J. GRIFFITH, tous deux de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, comptables, Curateurs conjoints.

Comme appartenant à la succession vacante du dit failli, à savoir :

1° Les lots de terre suivants situés dans la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François, tels que désignés sur le plan du cadastre et livre de renvoi de la dite ville de Coaticook, à savoir : Lots numéros 908, 909, 912, 914, 915, 918, 919, 922, 923, 926, 927, 930, 931, 934, 935, 938, 939, 942, 943, 946, 947, 949, 952, 953, 956, 957, 960, 961, 964, 965, 968, 969, 972, 973, 976, 977, 980, 981, 984, 985, 987 et 988, faisant front sur une rue projetée mentionnée sur les dits plan et livre de renvoi comme rue Saint-Jacques—ensemble avec le terrain de la dite rue projetée, étant une lisière de terre de quarante pieds de largeur, et située entre les dits lots ci-dessus décrits et le canton de Barford.

2° Les lots numéros 910, 911, 913, 916, 917, 920, 921, 924, 925, 928, 929, 932, 933, 936, 937, 940, 941, 944, 945, 948, 950, 951, 954, 955, 958, 959, 962, 963, 966, 967, 970, 971, 974, 975, 978, 979, 982, 983, 986, 989, 990, 993, 994, 997, 998, 1001, 1002, 1005, 1006, 1009, 1010, 1013, 1014, 1017, 1018, 1021, 1022, 1025, 1026, 1029, 1030, 1032 A, 1034, 1035, 1038, 1039, 1042, 1043, 1046, 1047, 1050, 1051, 1054, 1055, 1058, 1059, 1062, 1063 et 1064, faisant front sur une rue projetée mentionnée sur les dits plan et livre de renvoi comme rue Progress, dans la dite ville de Coaticook—ensemble avec la lisière de terre de quarante pieds de largeur telle qu'elle apparaît sur le dit plan.

3° Les lots numéros 991, 992, 995, 996, 999, 1000, 1003, 1004, 1007, 1008, 1011, 1012, 1015, 1016, 1019, 1020, 1023, 1024, 1027, 1028, 1031, 1032, 1033, 1036, 1037, 1040, 1041, 1044, 1045, 1048, 1049, 1052, 1053, 1056, 1057, 1060, 1061, 1065, 1066, 1067, 1068, 1069, 1070, 1071, 1072, 1073, 1074, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080, 1081, 1082, 1083, 1084, 1085, 1086, 1087, 1088, 1089, 1090, 1091, 1092, 1093, 1094, 1095, 1096, 1097, 1098, 1099 et 1100, faisant front sur une rue projetée mentionnée sur les dits plan et livre de renvoi comme rue Saint-Charles, dans la dite ville de Coaticook—ensemble avec le terrain de la dite rue projetée, étant une lisière de terre de quarante pieds de largeur telle qu'elle apparaît sur le dit plan.

4° Les lots numéros 1101, 1102, 1103, 1104, 1105, 1106, 1107, 1108, 1109, 1110, 1111, 1112, 1113, 1114, 1115, 1116, 1117, 1118, 1119, 1120, 1121, 1122, 1123, 1124, 1125, 1126, 1127, 1128, 1129, 1130, 1131, 1132, 1133, 1134, 1135, 1136, 1137, 1138, 1139, 1142, 1143, 1144, 1145, 1146, 1147, 1148, 1149, 1150, 1151, 1152, 1153, 1154, 1155, 1156, 1157, 1158, 1159, 1160, 1161, 1162, 1163, 1164, 1165, 1166, 1167, 1168, 1169, 1170, 1171, 1172, 1173, 1174, 1175, 1176, 1177, 1178, 1179 et 1180, faisant front sur une rue projetée mentionnée sur les dits plan et livre de renvoi comme

of land be the same, more or less—with all the buildings and betterments thereon erected and made.

Thirdly.—That certain lot of land being lot number 683, on the cadastral plan and book of reference of said town of Coaticook, situate in said town of Coaticook—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of Coaticook, in the town of Coaticook, in the district of Saint Francis, on the TWENTY-FOURTH day of DECEMBER next, at the hour of TWELVE THIRTY of the clock in the afternoon. The said warrant returnable without delay.

E. R. JOHNSON,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 19th October, 1892. 4598
[First published, 22nd October, 1892.]

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : } IN the matter of ELIE
No. 190. } AUDET, of the town of

Coaticook, in the district of Saint Francis, butcher, Insolvent ; and CLEMENT MILLIER and JOHN J. GRIFFITH, both of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, accountants, joint Curators.

As belonging to the abandoned estate of said insolvent, to wit :

1° The following lots of land situate in the town of Coaticook, in the district of Saint Francis, as shown on the cadastral plan and book of reference of the said town of Coaticook, to wit : Lots numbers 908, 909, 912, 914, 915, 918, 919, 922, 923, 926, 927, 930, 931, 934, 935, 938, 939, 942, 943, 946, 947, 949, 952, 953, 956, 957, 960, 961, 964, 965, 968, 969, 972, 973, 976, 977, 980, 981, 984, 985, 987 and 988, fronting on a projected street laid out on said plan and book of reference as Saint James street—together with the land contained in said projected street, being a strip of land forty feet wide, and lying between the said above described lots and the township of Barford.

2° Lots numbers 910, 911, 913, 916, 917, 920, 921, 924, 925, 928, 929, 932, 933, 936, 937, 940, 941, 944, 945, 948, 950, 951, 954, 955, 958, 959, 962, 963, 966, 967, 970, 971, 974, 975, 978, 979, 982, 983, 986, 989, 990, 993, 994, 997, 998, 1001, 1002, 1005, 1006, 1009, 1010, 1013, 1014, 1017, 1018, 1021, 1022, 1025, 1026, 1029, 1030, 1032 A, 1034, 1035, 1038, 1039, 1042, 1043, 1046, 1047, 1050, 1051, 1054, 1055, 1058, 1059, 1062, 1063 and 1064, fronting on a projected street laid out on said plan and book of reference as Progress street, in said town of Coaticook—together with the strip of land forty feet wide as shown on said plan.

3° Lots numbers 991, 992, 995, 996, 999, 1000, 1003, 1004, 1007, 1008, 1011, 1012, 1015, 1016, 1019, 1020, 1023, 1024, 1027, 1028, 1031, 1032, 1033, 1036, 1037, 1040, 1041, 1044, 1045, 1048, 1049, 1052, 1053, 1056, 1057, 1060, 1061, 1065, 1066, 1067, 1068, 1069, 1070, 1071, 1072, 1073, 1074, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080, 1081, 1082, 1083, 1084, 1085, 1086, 1087, 1088, 1089, 1090, 1091, 1092, 1093, 1094, 1095, 1096, 1097, 1098, 1099 et 1100, fronting on a projected street laid out on said plan and book of reference as Saint Charles street, in said town of Coaticook—together with the land included in said projected street, being a strip of land forty feet wide as shown on said plan.

4° Lots numbers 1101, 1102, 1103, 1104, 1105, 1106, 1107, 1108, 1109, 1110, 1111, 1112, 1113, 1114, 1115, 1116, 1117, 1118, 1119, 1120, 1121, 1122, 1123, 1124, 1125, 1126, 1127, 1128, 1129, 1130, 1131, 1132, 1133, 1134, 1135, 1136, 1137, 1138, 1139, 1142, 1143, 1144, 1145, 1146, 1147, 1148, 1149, 1150, 1151, 1152, 1153, 1154, 1155, 1156, 1157, 1158, 1159, 1160, 1161, 1162, 1163, 1164, 1165, 1166, 1167, 1168, 1169, 1170, 1171, 1172, 1173, 1174, 1175, 1176, 1177, 1178, 1179 and 1180, fronting on a projected street laid out on said plan and book of reference as Char-

rue Chartier, dans la dite ville de Coaticook—avec le terrain de la dite rue projetée, étant une lisière de terre de quarante pieds de largeur telle qu'elle apparaît sur le dit plan.

5° Les lots numéros 1181, 1182, 1183, 1184, 1185, 1186, 1187, 1188, 1189, 1190, 1191, 1192, 1193, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1199, 1200, 1201, 1202, 1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208, 1209, 1210, 1211, 1212, 1213, 1214, 1215, 1216, 1217, 1218, 1219, 1220, 1221, 1222, 1223, 1224, 1225, 1226, 1227, 1228, 1229, 1230, 1231, 1232, 1233, 1234, 1235, 1236, 1237, 1238, 1239, 1240, 1241, 1242, 1243, 1244, 1245, 1246, 1247, 1248, 1249, 1250, 1251, 1252, 1253, 1254 et 1255, faisant front sur une rue projetée mentionnée et décrite sur le dit plan du cadastre comme rue Saint-Joachim, dans la dite ville de Coaticook—ensemble avec la lisière de terre de la rue Saint-Joachim, ayant quarante pieds de largeur en front des dits lots.

6° Les lots numéros 1256, 1257, 1258, 1259, 1260, 1261, 1262, 1263, 1264, 1265, 1266, 1267, 1268, 1269, 1270, 1271, 1272, 1273, 1274, 1275, 1276, 1277, 1278, 1279, 1280, 1281, 1282, 1283, 1284, 1285, 1286, 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306, 1307, 1308, 1309, 1310, 1311, 1312, 1313, 1314, 1315, 1316, 1317, 1318, 1319, 1320, 1321, 1322, 1323, 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332 et 1333, faisant front sur une rue projetée mentionnée sur le dit plan comme étant la rue Saint-Jean-Baptiste, dans la dite ville de Coaticook—ensemble avec la lisière de terre de la dite rue projetée en front des dits lots, ayant quarante pieds de largeur.

7° Lot numéro 1530, sur le dit plan, étant une petite île dans la rivière Coaticook.

8° Ce lot de terre et maison situés sur la rue Sainte-Anne, dans la dite ville de Coaticook, connu connu et désigné comme lot numéro 856, sur les dits plan du cadastre et livre de renvoi de la dite ville de Coaticook.

9° La moitié sud de la moitié nord du lot numéro quinze, dans le dixième rang du canton de Barford, dans le dit district, contenant cinquante acres de terre, plus ou moins—avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendus au bureau du registrateur pour la division d'enregistrement de Coaticook, dans la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François, le VINGT-QUATRIÈME jour de DECEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit mandat rapportable sans délai.

E. R. JOHNSON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 19 octobre 1892. 4595
[Première publication, 22 octobre 1892.]

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit, pour le district d'Arthabaska.
Saint-François, à savoir : } JOSEPH BARIL, du
No. 75. } village de Princeville,
marchand, Demandeur ; contre les terres et tenements de GEORGE BLOUIN, du canton de Ham-Sud, district de Saint-François, Défendeur, à savoir :
1° Une terre située dans le canton de Ham-Sud, district de Saint-François, étant la partie sud-ouest du lot numéro vingt-huit, dans le premier rang de Ham-Sud, comté de Wolfe, dans la partie du rang ouest du chemin Gosford ; borné en front au sud-est par le chemin Gosford, au nord-ouest par la ligne nord-ouest du dit canton, d'un côté au nord-est par le résidu du dit lot, et de l'autre côté au sud-ouest par le lot numéro vingt-sept, dans le dit rang ouest du chemin Gosford.

2° La continuation de la même largeur de terre sur toute la profondeur de la concession du onzième rang de Ham, à prendre en le le lot numéro vingt-huit du dit onzième rang de Ham—avec toutes les bâtisses dessus construites et améliorations faites.

Pour être vendues au bureau du registrateur de la division d'enregistrement du comté de Wolfe, à Ham-Sud, dans le district de Saint-François, le

tier street, in said town of Coaticook—with the land included in said projected street, being a strip of land forty feet wide as shown on said plan.

5° Lots numbers 1181, 1182, 1183, 1184, 1185, 1186, 1187, 1188, 1189, 1190, 1191, 1192, 1193, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1199, 1200, 1201, 1202, 1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208, 1209, 1210, 1211, 1212, 1213, 1214, 1215, 1216, 1217, 1218, 1219, 1220, 1221, 1222, 1223, 1224, 1225, 1226, 1227, 1228, 1229, 1230, 1231, 1232, 1233, 1234, 1235, 1236, 1237, 1238, 1239, 1240, 1241, 1242, 1243, 1244, 1245, 1246, 1247, 1248, 1249, 1250, 1251, 1252, 1253, 1254 and 1255, fronting on a projected street laid out and marked on said cadastral plan as Saint Joachim street, in said town of Coaticook—together with the strip of land included in Saint Joachim street, being forty feet wide in front of said lots.

6° Lots numbers 1256, 1257, 1258, 1259, 1260, 1261, 1262, 1263, 1264, 1265, 1266, 1267, 1268, 1269, 1270, 1271, 1272, 1273, 1274, 1275, 1276, 1277, 1278, 1279, 1280, 1281, 1282, 1283, 1284, 1285, 1286, 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306, 1307, 1308, 1309, 1310, 1311, 1312, 1313, 1314, 1315, 1316, 1317, 1318, 1319, 1320, 1321, 1322, 1323, 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332 and 1333, fronting on a projected street laid out on said plan called "Saint Jean Baptiste" street, in said town of Coaticook—together with the strip of land included in the said projected street in front of said lots, being forty feet in width.

7° Lot number 1530, on said plan, the same being a small island in the Coaticook river.

8° That certain lot and house situate on Saint Anne's street, in the said town of Coaticook, known and designated as lot number 856, on the said cadastral plan and book of reference of the said town of Coaticook.

9° The south half of the north half of lot number fifteen, in the tenth range of the township of Barford, in said district, containing fifty acres of land, more or less—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of Coaticook, in the town of Coaticook, in the district of Saint Francis, on the TWENTY-FOURTH day of DECEMBER next, at ONE of the clock in the afternoon. The said warrant returnable without delay.

E. R. JOHNSON,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 19th October, 1892. 4596
[First published, 22nd October, 1892.]

FIERI FACIAS.

Circuit Court, for the district of Arthabaska.
Saint-François, to wit : } JOSEPH BARIL, of the
No. 75. } village of Princeville,
merchant, Plaintiff ; against the lands and tenements of GEORGE BLOUIN, of the township of South Ham, district of Saint Francis, Defendant, to wit :
1° A land situate in the township of South Ham, district of Saint Francis, being the south west part of lot number twenty-eight, in the first range of South Ham, county of Wolfe, in the part of the range west of the Gosford road ; bounded in front to the south east by the Gosford road, on the north west by the north west line of the said township, on one side to the north east by the remainder of the said lot, and on the other side to the south west by lot number twenty-seven, the said range west of the Gosford road.

2° The continuation of the same width of land by the whole depth of the concession of the eleventh range of Ham, to be taken off lot number twenty-eight of the said eleventh range of Ham—with all the buildings and betterments erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Wolfe, at South Ham, in the district of Saint Francis, on the TWENTY-

VINGT-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de novembre prochain.

E. R. JOHNSON,

Bureau du Shérif, Shérif
Sherbrooke, 21 septembre 1892. 4233-2
[Première publication, 24 septembre 1892.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **G**EOURGE LAYFIELD, du canton de Lingwick, dans le district de Saint-François, commerçant, Demandeur ; contre les terres et tenements de M. L. McIVER, du canton de Lingwick, dans le dit district de Saint-François, Défendeur, à savoir :

Cette étendue de terre formant partie des lots numéros vingt-sept et vingt-huit, dans le rang I, du canton de Lingwick, dans le district de Saint-François ; bornée en front vers le sud par le chemin public conduisant à Winslow, en arrière par la ligne du rang, à l'est par la propriété de Hugh McLeod ou ses représentants, et à l'ouest par la propriété de John Morrison ou ses représentants — avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendue au bureau du registraire, pour la division d'enregistrement du comté de Compton, dans la ville de Cookshire, dans le district de Saint-François, le TRENTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzisième jour de décembre prochain.

E. R. JOHNSON,

Bureau du Shérif, Shérif
Sherbrooke, 21 septembre 1892. 4235-2
[Première publication, 24 septembre 1892.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **H**ORACE MELVIN HOVEY, du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, avocat ; contre les terres et tenements de BERNICE BATES, ci-devant du susdit canton de Stanstead, maintenant absent de cette province, à savoir :

Les cinquante acres ouest du lot numéro neuf, dans le onzième rang du canton de Magog, dans le dit district, à distraire du bout ouest du dit lot, et bornés comme suit : au sud par la ligne de division entre les lots huit et neuf, dans le dit onzième rang, à l'ouest par le bout ouest du dit lot numéro neuf, au nord par la ligne de division entre les lots numéros neuf et dix, dans le dit rang, et à l'est par une ligne tirée parallèle au dit bout ouest du dit lot numéro neuf, et à une distance suffisante d'icelui pour contenir dans les dites bornes les dits cinquante acres de terre — avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendus au bureau du registraire pour la division d'enregistrement de Stanstead, dans le village de Stanstead Plain, le VINGT-SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour de décembre prochain.

E. R. JOHNSON,

Bureau du Shérif, Shérif
Sherbrooke, 20 septembre 1892. 4237-2
[Première publication, 24 septembre 1892.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure—District de Montreal.

Saint-François, à savoir : } **G**EOURGE HENRI L'ABBE, des cité et district de Montréal, manufacturier, y faisant affaires comme tel sous les nom et raison de Geo. H. L'Abbé & Cie., Demandeur ; contre les terres et tenements de L. E. REXFORD, de Magog, dans le district de Saint-François, Défendeur, à savoir :
1° Partie du lot numéro six, dans le dix-huitième

EIGHTH day of NOVEMBER next, at the hour of ONE o'clock in the afternoon. The said writ returnable on the thirtieth day of November next.

E. R. JOHNSON,

Sheriff's Office, Sheriff
Sherbrooke, 21st September, 1892. 4234
[First published, 24th September, 1892.]

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **G**EOURGE LAYFIELD, of the township of Lingwick, in the district of Saint Francis, trader, Plaintiff ; against the lands and tenements of M. L. McIVER, of the township of Lingwick, in said district of Saint Francis, Defendant, to wit :

That certain tract of land forming part of the lots numbers twenty-seven and twenty-eight, in range I, of the township of Lingwick, in the district of Saint Francis ; bounded in front southerly by the highway leading to Winslow, in rear by the range line, easterly by the property of Hugh McLeod or his representatives, and westerly by the property of John Morrison or his representatives—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Compton, at the town of Cookshire, in the district of Saint Francis, on the THIRTIETH day of NOVEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of December next.

E. R. JOHNSON,

Sheriff's Office, Sheriff
Sherbrooke, 21st September, 1892. 4236
[First published, 24th September, 1892.]

FIERI FACIAS.

Superior Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **H**ORACE MELVIN HOVEY, of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, advocate ; against the lands and tenements of BERNICE BATES, heretofore of the township of Stanstead aforesaid, now an absentee from this province, to wit :

The west fifty acres of lot number nine, in the eleventh range of the township of Magog, in said district, to be taken and measured off the west end of said lot, and bounded as follows : on the south by the division line between lots eight and nine, in said eleventh range, on the west by the west end of said lot number nine, on the north by the division line between lots numbers nine and ten, in said range, and on the east by a line drawn parallel with the said west end of said lot number nine, and at a sufficient distance therefore to include in the said boundaries the said fifty acres of land—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of Stanstead, at the village of Stanstead Plain, on the TWENTY-SIXTH day of NOVEMBER next, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty-first day of December next.

E. R. JOHNSON,

Sheriff's Office, Sheriff
Sherbrooke, 20th September, 1892. 4238
[First published, 24th September, 1892.]

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Montreal.

Saint Francis, to wit : } **G**EOURGE HENRI L'ABBE, of the city and district of Montreal, manufacturer, doing business there as such under the firm name of "Geo. H. L'Abbé & Co.," Plaintiff ; against the lands and tenements of L. E. REXFORD, of Magog, in the district of Saint Francis, Defendant, to wit :
1° A part of lot number six, in the eighteenth

rang de cette partie du canton de Magog, ci-devant partie de Bolton, sur le côté nord de la rue principale, dans la ville de Magog, dans le district de Saint-François, ayant quarante-quatre pieds de largeur sur la dite rue principale, sur dix perches de profondeur; bornée en front par la dite rue principale, en arrière par les représentants de Charles F. Copp, du côté ouest par Honoré Court Marche, représentant Charles F. Copp, à l'est par une rue courant à angles droits jusqu'à la rue principale—avec bâtisses sus-érigées.

2° Une autre partie du dit lot numéro six, dans le dix-huitième rang de Magog, Bolton susdit, contenant environ trois acres en superficie, étant de forme triangulaire; bornée au nord par la terre de Wm. Horan, à l'ouest par le chemin Fine Hill, et au sud est par la terre de E. R. Johnson—avec les améliorations faites.

Pour être vendues au bureau du registraire pour la division d'enregistrement de Stanstead, dans le village de Stanstead Plain, dans le district de Saint-François, le VINGT-SIXIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quinzième jour de décembre prochain.

E. R. JOHNSON,

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 20 septembre 1892. [Première publication, 24 septembre 1892.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : DAME ISABELLA No. 608.

MONICA FELTON, du village de Lennoxville, dans le district de Saint-François, veuve de feu Livingston E. Morris, en son vivant de Lennoxville susdit, maintenant décédé, Demanderesse; contre les terres et tenements de ALEXANDER ROSS, du village de Cookshire, dans le district de Saint-François, un des défendeurs dans une certaine cause où la dite Dame Isabella Monica Felton était demanderesse, et le dit Alexander Ross et Charles W. Ross, d'Ottawa, dans la province d'Ontario, étaient défendeurs.

Saisies comme appartenant au dit défendeur, Alexander Ross, à savoir :

Premièrement. La partie nord-ouest du lot numéro dix-huit (No. 18), dans le sixième rang du canton de Lingwick, dans le district de Saint-François, contenant environ cent acres de terre en superficie, plus ou moins.

Deuxièmement.—Partie du lot numéro quarante-quatre, dans le rang C, du dit canton de Lingwick, le dit lot de terre autrement connu comme lot numéro vingt et un, dans le carré C, du lot de ville de Scotstown, dans la ville de Scotstown, tel qu'il apparaît sur le plan d'icelle, préparé par James Addie, écuyer, arpenteur provincial, lequel est déposé au bureau de la Glasgow Canadian Land and Trust Company, à Scotstown susdit, et borné au sud par la rue Victoria, au nord par le droit de passage du ci-devant chemin de fer International, à l'est par le lot numéro vingt du même carré, à l'ouest par le lot numéro vingt-deux, et contenant trente-sept centièmes d'un acre de terre—avec toutes les bâtisses et appartenances y appartenant.

Pour être vendues au bureau du registraire pour la division d'enregistrement du comté de Compton, dans la ville de Cookshire, dans le dit district, le TRENTE-UNIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trente-unième jour de décembre prochain.

E. R. JOHNSON,

Bureau du Shérif, Sherbrooke, 20 août 1892. [Première publication, 27 août 1892.]

range of that part of the township of Magog, formerly part of Bolton, on the north side of Main street, in the town of Magog, in the district of Saint Francis, being forty-four feet wide on said Main street, by ten rods in depth; bounded in front by said Main street, in rear by the representatives of Charles F. Copp, on the west side by Honoré Court Marche, representing Charles F. Copp, on the east by a street running at right angles to Main street—with the buildings thereon erected.

2° Another part of said lot number six, in the eighteenth range of Magog, Bolton aforesaid, containing about three acres in superficies, being of triangular form; bounded on the north by Wm. Horan's land, on the west by Fine Hill road, and on the south east by E. R. Johnson's land—with the improvements thereon.

To be sold at the registry office of the registration division of Stanstead, at the village of Stanstead Plain, in the district of Saint Francis, on the TWENTY-SIXTH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the fifteenth day of December next.

E. R. JOHNSON,

Sheriff's Office, Sherbrooke, 20th September, 1892. [First published, 24th September, 1892.]

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : DAME ISABELLA No. 608.

MONICA FELTON, of the village of Lennoxville, in the district of Saint Francis, widow of the late Livingston E. Morris, in his lifetime of Lennoxville aforesaid, now deceased, Plaintiff; against the lands and tenements of ALEXANDER ROSS, of the village of Cookshire, in the district of Saint Francis, one of the defendants in a certain cause wherein said Dame Isabella Monica Felton was plaintiff, and said Alexander Ross and Charles W. Ross, of Ottawa, in the province of Ontario, were defendants.

Seized as belonging to the said defendant, Alexander Ross, to wit :

Firstly.—The north west part of the lot number eighteen (No. 18), in the sixth range of the township of Lingwick, in the district of Saint Francis, containing about one hundred acres of land in superficies, more or less.

Secondly.—Part of the lot number forty-four, in the C range, of the said township of Lingwick, said piece of land otherwise known as the lot number twenty-one, in the block C, of the town plot of Scotstown, in the town of Scotstown, as appears by the plan thereof, prepared by James Addie, esquire, provincial land surveyor, and which is deposited in the office of the Glasgow Canadian Land and Trust Company, at Scotstown aforesaid, and bounded on the south by Victoria street, on the north by the heretofore International Railway right of way, on the east by lot number twenty of the same block, on the west by lot number twenty-two, and containing thirty-seven hundredths of an acre of land—with all the buildings and appurtenances thereon or thereunto belonging.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Compton, at the town of Cookshire, in said district, on the THIRTY-FIRST day of OCTOBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty-first day of December next.

E. R. JOHNSON,

Sheriff's Office, Sherbrooke, 20th August, 1892. [First published, 27th August, 1892.]

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Elisabeth Mercille, de la cité et du district de Montréal, épouse de Julien Brosseau, ci-devant officier de douane, du même lieu, a intenté une action en séparation de biens, le dix-septième jour d'octobre courant, contre son dit mari.

E. LEF. DE BELLEFEUILLE,
Avocat de la Demanderesse.
Montréal, 17 octobre 1892. 4663

Canada, }
Province de Québec, }
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*
No. 1766.

Dame Mary Georgiana Pozer, épouse commune en biens du dit George David Thompson, et dûment autorisée à instituer la présente action par l'honorable H. C. Pelletier, juge de la cour supérieure pour la province de Québec,

Demanderesse ;

vs.

George David Thompson, cultivateur, du township de Marlow, district de Beauce, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée dans la présente cause.

GUSTAVE HAMEL,
Procureur de la Demanderesse.
Saint-Joseph, Beauce, 13 octobre 1892. 4659

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

C. Lafleur, Demandeur ;

vs.

Henri A. Héту, marchand de chaussures, de Montréal, Défendeur.

Avis public est par le présent donné que, par ordre de la cour, le 19e jour d'octobre 1892, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

CHS. DESMARTEAU,
Curateur.
Nos. 1598 et 1608, rue Notre-Dame,
Montréal. 4651

AVIS DE CESSION.

Je, soussigné, Napoléon Matte, comptable, de la cité de Québec, donne avis par les présentes que, le 19e jour d'octobre 1892, J. Alfred Barras, maître bourreur, de la cité de Québec, a fait abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Québec, conformément aux dispositions de l'acte 48 Vict. et amendements.

N. MATTE,
Gardien provisoire.
Bureau : 75, rue Saint-Pierre.
Québec, 20 octobre 1892. 4661

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de John Oran Todd, Failli.

Avis est par le présent donné que John Oran Todd, de Waterloo, dans le district de Bedford, le 1er jour d'octobre 1892, a fait un abandon judiciaire de ses biens, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Bedford.

GEO. ARMSTRONG,
Député gardien provisoire.
Waterloo, ce 4e jour d'octobre 1892. 4647

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Elisabeth Mercille, of the city and district of Montreal, wife of Julien Brosseau, heretofore customs house officer, of the same place, has, the seventeenth day of October instant, instituted an action in separation as to property against her said husband.

E. LEF. DE BELLEFEUILLE,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 17th October, 1892. 4664

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Beauce. } *Superior Court.*
No. 1766.

Dame Mary Georgiana Pozer, wife common as to property of the said George David Thompson, and duly authorized to institute the present action by the Honorable H. C. Pelletier, judge of the superior court for the province of Québec,

Plaintiff ;

vs.

George David Thompson, farmer, of the township of Marlow, district of Beauce, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in the present cause.

GUSTAVE HAMEL,
Attorney for Plaintiff.
Saint Joseph, Beauce, 13th October, 1892. 4660

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

C. Lafleur, Plaintiff ;

vs.

Henri A. Héту, boot and shoe merchant, of Montréal, Défendeur.

Notice is hereby given that, on the 19th day of October, 1892, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed within a month.

CHS. DESMARTEAU,
Curator.
Nos. 1598 and 1608, Notre Dame street,
Montreal. 4652

NOTICE OF ASSIGNMENT.

I, the undersigned, Napoléon Matte, accountant, of the city of Québec, hereby give that, on the 19th day of October, 1892, J. Alfred Barras, upholsterer, of the city of Québec, has made an abandonment of all his assets for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court of the district of Québec, pursuant to the provisions of 48th Vict. and amendments.

N. MATTE,
Provisional guardian.
Office : 75, Saint Peter street.
Quebec, 20th October, 1892. 4662

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*

In the matter of John Oran Todd, Insolvent.

Notice is hereby given that John Oran Todd, of Waterloo, in the district of Bedford, did, on the 1st day of October, 1892, in the office of the prothonotary of the superior court, in the district of Bedford, make a judicial abandonment of his property.

GEO. ARMSTRONG,
Deputy provisional guardian.
Waterloo, this 4th day of October, 1892. 4648

Province de Québec, }
 District de Montréal. }
 C. Lafleur, Demandeur ;

vs.

J. B. Archambault, marchand de chaussures, de
 Montréal, Défendeur.

Avis public est par le présent donné que, par
 ordre de la cour, le 17e jour d'octobre 1892, j'ai été
 nommé curateur aux biens du dit failli, qui en a
 fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses
 créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon
 bureau, sous un mois.

CHS. DESMARTEAU,
 Curateur.

Nos. 1598 et 1608, rue Notre-Dame,
 Montréal. 4653

Province de Québec, }
 District de Montréal. }
Cour Supérieure.

In re E. Guilbault & fils, manufacturiers, de Mont-
 réal, Faillis ;

et

Chs Desmarteau, Curateur.

Un premier bordereau de dividendes a été préparé
 en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au
 10e jour d'octobre 1892, après laquelle date les
 dividendes seront payables à mon bureau.

C. DESMARTEAU,

Nos. 1598 et 1608, Curateur.
 rue Notre-Dame, Montréal. 4657

Province de Québec, }
 District de Beauharnois. }
Cour Supérieure.

In re Robillard & Co., marchands, de Beauharnois,
 Faillis ;

et

Chs. Desmarteau, Curateur.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a
 été préparé en cette affaire, et sera sujet à objec-
 tion jusqu'au 9e jour d'octobre 1892, après laquelle
 date les dividendes seront payables à mon bureau.

CHS. DESMARTEAU,

1598, rue Notre-Dame, Montréal. 4655

Province de Québec, }
 District de Bedford. }
Cour Supérieure.

No. 79.

Dans l'affaire de John Oran Todd, Waterloo,
 Insolvable.

Avis est par le présent donné que, en vertu de
 l'article 770 du code de procédure civile, le 14e jour
 d'octobre 1892, John Napier Fulton et G. J.
 Richards, No. 11, rue de l'Hôpital, de la cité de
 Montréal, par ordre du juge siègeant, avons été
 nommés curateurs des biens du dit John Oran Todd,
 failli en cette cause, le tout tel que pourvu par le
 dit code.

Les créanciers du dit failli sont par le présent
 notifiés de produire leurs réclamations devant nous
 à 11, rue de l'Hôpital, sous trente jours.

J. N. FULTON,
 G. J. RICHARDS,

Curateurs conjoints.

Daté à Montréal, ce 17e jour d'octobre 1892.

4649

Province of Quebec, }
 District of Montreal. }
 C. Lafleur, Plaintiff ;

vs.

J. B. Archambault, boot and shoe merchant, of
 Montreal, Defendant.

Notice is hereby given that, on the 17th day of
 October, 1892, by order of the court, I was appointed
 curator to the estate of the said defendant, who has
 made a judicial abandonment of all his assets for
 the benefit of his creditors.

Claims must be filed within a month.

CHS. DESMARTEAU,
 Curator.

Nos. 1598 and 1608, Notre Dame street,
 Montreal. 4654

Province of Quebec, }
 District of Montreal }
Superior Court.

In re E. Guilbault & fils, manufacturers, of Mon-
 treal, Insolvents ;

and

Chs. Desmarteau, Curator.

A first dividend sheet has been prepared in this
 matter, and will be open to objection until the 10th
 day of October, 1892, after which date dividend
 will be payable at my office.

C. DESMARTEAU,

1598 and 1608, Curator.
 Notre Dame street, Montreal. 4658

Province of Quebec, }
 District of Beauharnois. }
Superior Court.

In re Robillard & Co., merchants, of Beauharnois,
 Insolvents ;

and

Chs. Desmarteau, Curator.

A first and final dividend sheet has been pre-
 pared in this matter, and will be open to objection
 until the 9th day of October, 1892, after which date
 dividend will be payable at my office.

CHS. DESMARTEAU,

1598, Notre Dame street, Montreal. 4656

Province of Quebec, }
 District of Bedford, }
Superior Court.

No. 79.

In the matter of John Oran Todd, Waterloo,
 Insolvent.

Notice is hereby given, in pursuance of article 770
 of the code of civil procedure that, on the 14th day
 of October, 1892, John Napier Fulton and G. J.
 Richards, of No. 11 Hospital Street, of the city of
 Montreal, were, by order of the presiding judge,
 appointed curators to the property of the said John
 Oran Todd, insolvent in this matter, the whole as
 by said code provided.

The creditors of the said insolvent are hereby
 notified to file their claims with us, at 11 Hospital
 street aforesaid, within a delay of thirty days.

J. N. FULTON,
 G. J. RICHARDS,

Joint curators.

Dated at Montreal, this 17th October, 1892.

4650

ANNONCES NOUVELLES.

NEW ADVERTISEMENTS.

	Pages
CIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU :	
Saint-Liboire	2375
DEMANDES A LA LEGISLATURE :	
Amender chap. 108, 45 Vict.	2372
Amender chap. 64, 47 Vict.	2373
Annexer Saint-Antoine de Lavaltrie au comté de l'Assomption	2372
ERECTION DE MUNICIPALITÉS :	
Annexer à Saint-André divers lots de Ste- Hélène	2366
Annexer à Saint-Charles divers lots de Saint-Denis	2365
Sainte-Apolline	2366
ERRATUM :	
Layfield vs. McIver	2359
FAILLIS :	
<i>Cession :</i>	
Barras	2402
Blouin	2379
Cabana	2379
Pontbriand	2379
Todd	2402
<i>Dividende :</i>	
Burland Lithographic Co	2380
Guilbault & Fils	2403
Landry	2379
Robillard & Cie	2403
<i>Nomination de curateur :</i>	
Archambault	2403
Belleville	2378
Boulangier	2380
Enright	2379
Fortin & Cie.	2379
Héту	2402
Lacourcière	2380
Lemieux	2380
Todd	2403
LETRES PATENTES, DEMANDE DE :	
La Cie d'Imprimerie Désaulniers	2375
LICITATION :	
Dme Picard vs. Picard	2380

	Pages
MUTUAL FIRE INSURANCE Co. :	
Saint Liboire	2375
APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :	
To amend chap. 108, 45 Vict.	2372
To amend chap. 64, 47 Vict.	2373
To annex Saint Antoine de Lavaltrie to the county of L'Assomption	2372
MUNICIPALITY ERECTED :	
To annex to Saint André several lots of Sainte Helene	2366
To annex to Saint Charles several lots of Saint Denis	2365
Sainte Apolline	2366
ERRATUM :	
Layfield vs. McIver	2359
INSOLVENTS :	
<i>Assignment :</i>	
Barras	2402
Blouin	2379
Cabana	2379
Pontbriand	2379
Todd	2402
<i>Dividend :</i>	
Burland Lithographic Co	2380
Guilbault & Fils	2403
Landry	2379
Robillard & Cie	2403
<i>Appointment of curator :</i>	
Archambault	2403
Belleville	2378
Boulangier	2380
Enright	2379
Fortin & Cie.	2379
Héту	2402
Lacourcière	2380
Lemieux	2380
Todd	2403
LETTERS PATENT, COMPANY APPLYING FOR :	
La Cie d'Imprimerie Désaulniers	2375
LICITATION :	
Dme Picard vs. Picard	2380

NOMINATIONS :

Commissaires pour décisions sommaires :

Saint-Ange Gardien 2359

Greffier de la Couronne en Chancellerie :

Eug. Rouillard, Ecr. 2360

Inspecteur d'écoles :

Bellerose L. H. 2360
 Curot M. J. 2360
 Dubeau J. Z. 2360
 Thibault J. O. 2360

Juges de paix :

Montmagny 2360
 Montréal 2360
 Montréal 2361
 Québec 2360

Juges de paix en vertu de l'art. 2572, S. R. :

Chs Arpin 2359

SÉPARATION DE BIENS :

Dme Mercille vs. Brosseau 2402
 Dme Pozer vs. Thompson 2402
 Dme Reid vs. Little 2375
 Dme Thompson vs. Madley 2375

TERRES DE LA COURONNE :

Avis de cancellation, etc. :

Auckland 2365
 Casgrain 2364
 Clyde 2365
 Fournier 2364
 Ham 2365
 Ixworth 2363
 Lafontaine 2364
 Painchaud 2363
 Patton 2364
 Roux 2363
 Tourelle 2364
 Wexford 2363
 Wolfestown 2365

VENTES, FAILLITE :

Audet 2398
 Giroux 2397
 Payer 2383

VENTES PAR LES SHERIFFS :

ARTHABASKA :

Crédit Foncier Fr.-Cana. vs. Champagne. 2383

GASPÉ :

Binet et al vs. Thorne 2386

JOLIETTE :

Crathern vs. Geoffroy 2388

APPOINTMENTS :

Commissioners for summary trial :

Saint Ange Gardien 2359

Clerk of the Crown in Chancery :

Eug. Rouillard, Esq. 2360

School Inspectors :

Bellerose L. H. 2360
 Curot M. J. 2360
 Dubeau J. Z. 2360
 Thibault J. O. 2360

Justices of the peace :

Montmagny 2360
 Montreal 2360
 Montreal 2361
 Quebec 2360

Justices of the peace under art. 2572, R. S. :

Chs Arpin 2359

SÉPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Mercille vs. Brosseau 2402
 Dme Pozer vs. Thompson 2402
 Dme Reid vs. Little 2375
 Dme Thompson vs. Madley 2375

CROWN LANDS :

Notice of cancellation, &c. :

Auckland 2365
 Casgrain 2364
 Clyde 2365
 Fournier 2364
 Ham 2365
 Ixworth 2363
 Lafontaine 2364
 Painchaud 2363
 Patton 2364
 Roux 2363
 Tourelle 2364
 Wexford 2363
 Wolfestown 2365

SALES IN INSOLVENCY :

Audet 2398
 Giroux 2397
 Payer 2383

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :

Crédit Foncier Fr.-Cana. vs. Champagne. 2383

GASPÉ :

Binet et al vs. Thorne 2386

JOLIETTE :

Crathern vs. Geoffroy 2388

KAMOURASKA :

Pelletier *ès-ql* vs. Beaulieu..... 2389

MONTMAGNY :

Paquet vs. Samson..... 2390

MONTREAL :

Dne Campeau vs. Bélair..... 2391

OTTAWA :

Higgins vs. Higgins..... 2392

QUÉBEC :

Banque Jacques-Cartier vs. Tarte..... 2394

do do..... 2394

Butler vs. Meek *et al.*..... 2395

Chalifour vs. Grenier..... 2393

Demers vs. Dne Bégin..... 2393

Lacombe vs. Latouche *et al.*..... 2394

Tessier vs. Montgomery..... 2393

RICHELIEU :

Dne Lambert vs. Janson *et al.*..... 2395

KAMOURASKA :

Pelletier *es-ql* vs. Beaulieu..... 2389

MONTMAGNY :

Paquet vs. Samson..... 2390

MONTREAL :

Dne Campeau vs. Belair..... 2391

OTTAWA :

Higgins vs. Higgins..... 2392

QUEBEC :

Banque Jacques Cartier vs. Tarte..... 2394

do do..... 2394

Butler vs. Meek *et al.*..... 2395

Chalifour vs. Grenier..... 2393

Demers vs. Dne Bégin..... 2393

Lacmbe vs. Latouche *et al.*..... 2394

Tessier vs. Montgomery..... 2393

RICHELIEU :

Dne Lambert vs. Janson *et al.*..... 2395